



MINISTÈRE
DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

SOLDATS

de FRANCE

Magazine de la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire de l'armée de Terre



LA RÉSISTANCE

NUMÉRO 20 - PRINTEMPS 2024



LA RÉSISTANCE p. 20
Marcel Bigeard
et la libération de
l'Ariège



MATÉRIELS p. 31
Le canon de 75,
légende de la
Grande Guerre



CHRONIQUE BD p. 70
Lien entre
militaire et
résistance



Commandement
Combat Futur

APPEL À CONTRIBUTION

VOUS AVEZ DES ARTICLES À PARTAGER ?



SOLDATS DE FRANCE

POUR AUTOMNE 2024

**POUR ALIMENTER LES NUMÉROS DE *SOLDATS DE FRANCE*,
NOUS AVONS BESOIN DE VOUS.**

Le sujet de chaque numéro est décliné en différentes rubriques (« galerie de portraits », « paroles de soldat », thèmes centraux, « salle des traditions », « ouvrez le ban ! », « fiche de lecture », « études historiques à caractère opérationnel », « chronique BD ») comprenant un ou plusieurs articles.

Comptant entre 4 000 à 7 000 signes, ils doivent être écrits sous format Word, en Times New Roman taille 12, ce qui donne un volume de 1,5 à 2 pages en format A4. Pour illustrer votre article, vous êtes invités à joindre une iconographie en HD.

N'hésitez pas à proposer des articles en fonction des rubriques définies.

NUMÉRO 21 / Thème central : « **Campagne de la Libération** »

➔ DATE LIMITE POUR RECEVOIR LES CONTRIBUTIONS : 30/06/24.

CAHIER COLLECTOR « ARMES » : L'ALAT

➔ DATE LIMITE POUR RECEVOIR LES CONTRIBUTIONS : 30/07/24.

Contacts

✉ Lieutenant-colonel Sébastien Rallon : sebastien.rallon@intradef.gouv.fr

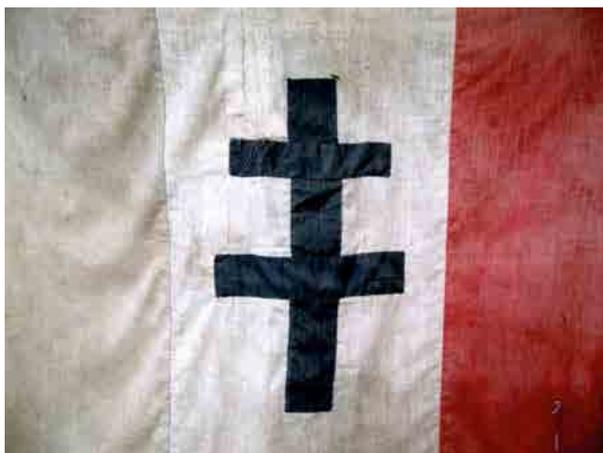


**Commandement
du
Combat Futur**



Lieutenant-colonel Sébastien RALLON
Titulaire de La Chaire de tactique générale et d'histoire militaire (CTGHM)

[ERRATUM]¹



Ce n'est pas faire injure au courage indéniable des soldats français qui ont tenté de s'opposer au « coup de faux » des *panzerdivisionen* allemandes en mai 1940 que de reconnaître la défaite de la bataille de France. Le sacrifice d'un grand nombre d'entre eux autour de la poche de Dunkerque a d'ailleurs permis au contingent britannique de rembarquer pour l'Angleterre.

Elle est la conséquence du risque démesuré d'engager la réserve stratégique dans l'option Breda autant que de l'effondrement moral du commandement, sidéré par la situation tactique au point de perdre toute capacité à conduire la guerre. Cette déroute s'achève par la signature de l'armistice avec le III^e Reich d'Hitler.

Mais un petit nombre de Français ne peut se résoudre à cette soumission et décide résolument de continuer le combat. Leur refus de déposer les armes constitue le premier acte de résistance qui va permettre au général de Gaulle de conjurer le sort d'une France qui aurait soudainement renoncé à sa liberté.

L'espoir que contient l'appel du 18 juin, fera donc écho aux convictions de toutes celles et ceux qui ont choisi, avant même de l'entendre, de continuer la lutte dans la clandestinité. Il sera en même temps le point de départ d'une convocation à l'action pour tous les autres volontaires à rejoindre les rangs de la Résistance.

Ce numéro de « *Soldat de France* » est dédié aux combattants des Forces Françaises de l'Intérieur, connus et inconnus, en hommage à leur courage et, pour nombre d'entre-deux, en mémoire de leur sacrifice.

Bonne lecture.

¹ La version initiale de cet éditto, voulant présenter la résistance comme le refus d'abandonner le combat, utilisait « une formule mathématique » induisant des inexactitudes historiques qu'il y avait lieu de corriger. Elles ont pu être modifiées sur la version numérique en ligne mais pas sur l'édition « papier » diffusée prochainement et que les destinataires voudront bien consulter à présent en tenant compte de cet erratum.

Nos distingués remerciements pour l'appui scientifique permettant de rectifier cette version s'adressent particulièrement au professeur Martin Motte et M. Benoist Bihan.

NOUVEAU!



cahier détachable

Collection « armes » : ART
l'artillerie

SOM mai RE

Soldats de France

Directeur de la publication :

Général de division Benoît Vidaud, adjoint au commandant du Commandement du combat futur (CCF)

Rédacteur en chef :

Chef du Centre d'étude stratégique - Terre (CES-T)

Comité de publication :

Lieutenant-colonel Sébastien Rallon (CTGHM)

Capitaine @ Olivier François (CCF)

Les historiens contributeurs

Adresse mail : cdec-cdtg.contact.fct@intradef.gouv.fr

En couverture : 5 août 1945, allocution de Georges Bidault, président du CNR (conseil national de la Résistance), à l'occasion de la remise de la Croix de la Libération à la commune de Vassieux-en-Vercors. © Jean Jabely/ECPAD/Défense.

Éditorial : Drapeau F.F.I. avec la croix de Lorraine. © <http://resistancefrancaise.blogspot.com>.

Recherche iconographique : Lieutenant Édouard Caisson (CCF), Nathalie Thoraval-Méheut (CCF)

Maquettiste : Sonia Rivière (CCF)

La Chaire de tactique générale et d'histoire militaire tient à remercier chaleureusement l'Ordre de la Libération pour la transmission des clichés de sa collection (<https://www.ordredelaliberation.fr>).

Partenaires : ECPAD  / Gallica  Gallica

ISSN : 2967-6339

traditions 26

La Médaille de la Résistance française



© Auteur inconnu/ECPAD/Défense.

Galerie de portraits

6 « *Quinquin* », le plus jeune résistant mort pour la France !

Paroles de Soldat

8 Écrire... *par chemins de traverses*

ouvrez le ban ! 47

Le dernier clairon



© Gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.

THÈME CENTRAL

Le choix de la Résistance

10 La France Libre et Combattante

L'intégration

16 « *L'Amalgame* »

Conduite de la Résistance

20 Marcel Bigeard et la libération de l'Ariège

Procédé de résistance

23 Maquis en Indochine

tuto du titu 50

L'économie des forces



© Musée de l'Ordre de la Libération.

Décorations

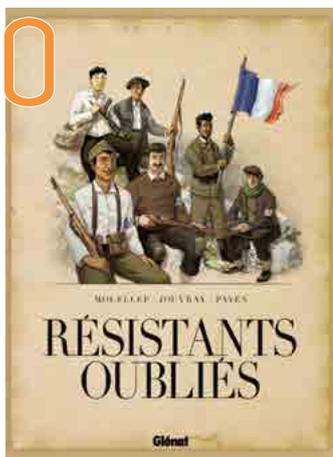
28 Les décorations de la Résistance

Matériels

31 Le canon de 75
Crapouillots et crapouilloteurs
Le canon de 88 mm FlaK
Le 61^e régiment d'artillerie

BD 70

Lien entre militaire et résistance



© Edition Glénat.

Fiches de lecture

60 *La chair et l'acier*
Anatomie de la bataille

Études historiques sur le TN

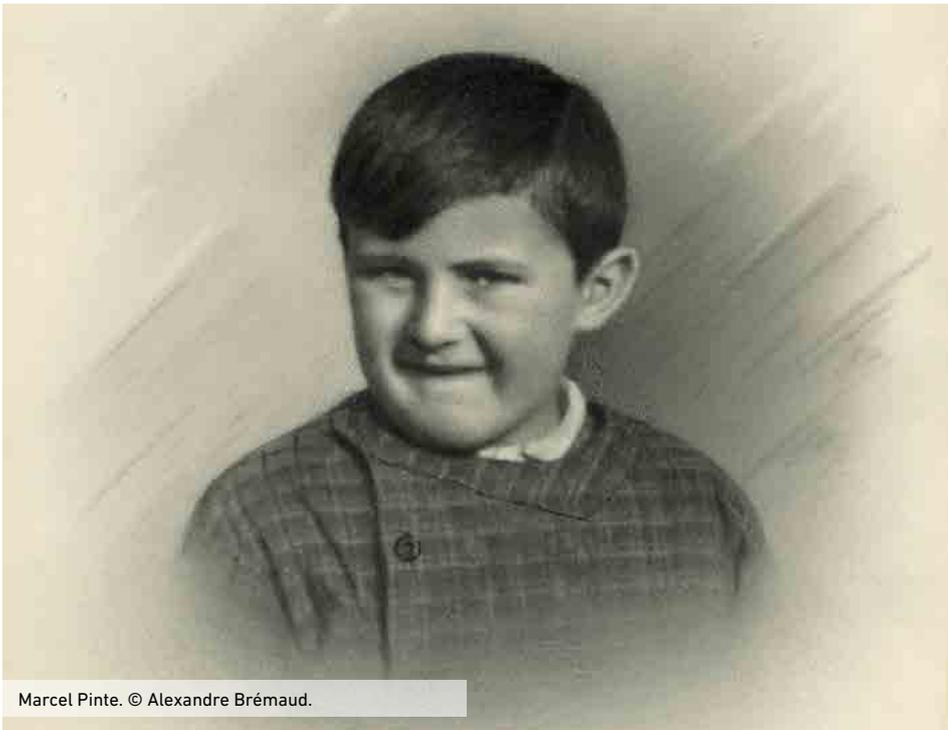
66 L'étude historique sur le terrain « Argentan 1944 »

« Quinquin », le plus jeune résistant mort pour la France !

Juliette Meunier, stagiaire à la cellule communication du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement.

De longues années de recherches auront été nécessaires aux descendants de Marcel Pinte, dit « Quinquin », pour que son nom rejoigne à son tour, le 11 novembre 2020, la section des résistants morts pour la France sur le monument de sa commune à Aix-sur-Vienne.

Plus de 76 ans après son décès à l'âge de 6 ans, sa bravoure est enfin reconnue pour démontrer « qu'aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre d'années »¹.



Marcel Pinte. © Alexandre Brémaud.

« **Q** uinquin », de son vrai nom Marcel Pinte, fut résistant pendant la Seconde Guerre mondiale. Fils d'Eugène Pinte, connu dans l'Armée Secrète comme le commandant « Athos », il était le plus jeune membre du corps franc créé par son père au sein de l'Organisation de résistance de l'Armée (ORA) en Haute-Vienne. Abattu le 19 août 1944 à l'âge de 6 ans, il demeure à ce jour le plus jeune

résistant de l'histoire mort pour la France. Ce partisan hors normes de « l'armée des ombres » vivait avec ses parents et ses quatre frères et sœurs dans une petite ferme à la Gaubertie, un hameau reculé du Limousin. De nombreuses réunions de l'ORA se tenaient au sein de la ferme familiale et il n'était pas rare que Marcel assiste aux entretiens de son père avec de nombreux chefs des maquis de la région. Responsable de secteur au sein

« Quinquin » signifie « petit enfant » en chtimi. Marcel acquit ce sobriquet au sein du réseau, car, dès son plus jeune âge, il accompagnait partout son père au sein de l'organisation clandestine. À 6 ans, il témoignait déjà d'une grande bravoure et c'est ce qui incita son père à tirer parti de son âge pour ne pas éveiller les soupçons des occupants. Ainsi, il lui confia comme mission principale de porter des messages dissimulés sous sa chemise afin de diffuser secrètement les renseignements entre les différents groupes de résistants.

du Centre d'opération de parachutage et d'atterrissage (COPA), ce dernier avait notamment fait homologuer une zone de largage baptisée, « la Verrue », à moins d'un kilomètre de leur foyer où son jeune fils aura rendez-vous avec son destin.



Eugène Pinte. Il participe aux premiers embryons de résistance de l'armée à Limoges qui donneront plus tard naissance à l'O.R.A.
© Alexandre Brémaud/www.memoresist.org.

Officier mobilisé dans l'armée de Terre pendant la bataille de France, Eugène Pinte, son père, avait fui le Nord occupé avec sa famille pour se réfugier dans le Limousin. Résistant de la première heure, il avait formé dès 1941 son propre « corps franc » en fédérant plusieurs maquis de la région. Il devint rapidement une figure locale incontournable de la résistance à l'occupant. Ayant obtenu un poste de titulaire au centre de démobilisation de Limoges, il était chargé de recruter des ouvriers parmi les prisonniers revenant d'Allemagne. C'était le poste idéal pour identifier les volontaires prêts à grossir les rangs de la Résistance. Ses fonctions lui permettaient aussi d'avoir accès à des informations officielles de haute importance et lui donnaient de surcroît le pouvoir de procurer des faux papiers aux maquisards.

Face aux demandes incessantes de son fils de participer aux activités du réseau, Eugène accéda à sa volonté en tirant profit de son jeune âge qui n'éveillait pas les soupçons.

Son rôle fut de faire circuler sous le manteau les messages des Résistants entre toutes les boîtes aux lettres des fermes « refuges ».

« *Quinquin* » fut rattrapé par son destin dans la nuit du 19 août 1944, à l'occasion d'un parachutage d'armes britanniques organisé pendant la bataille d'Aixe-sur-Vienne. Ce soir-là, Marcel accompagnait son père comme à son habitude. Au milieu de nombreux résistants armés, il fut touché par une rafale perdue de Sten, un pistolet mitrailleur connu pour sa sensibilité. Touché de plusieurs balles, *Quinquin* perdit la vie ce soir-là. Il fut enterré le 21 août 1944, seulement quelques heures avant la libération de Limoges par les troupes alliées. Son cercueil fut recouvert à l'occasion du drapeau tricolore en guise de reconnaissance et il fut fait sergent à titre posthume pour son engagement dans la Résistance. Son père, décédé à l'âge de 49 ans, fut enterré à ses côtés au cimetière d'Aixe en 1951.

Malgré son sacrifice, son nom n'apparaisait pas parmi ceux gravés sur le monument aux morts de sa commune dès la fin de la guerre. Il ne fut ajouté qu'à l'occasion de la cérémonie du 11 novembre 2020 grâce au descendant d'un parent, Alexandre Brémaud. Pris de passion pour l'histoire de ses ancêtres, celui-ci acheva en 2013, après plus d'une dizaine d'années de recherches, les démarches administratives nécessaires à obtenir pour Marcel Pinte, la carte de combattant volontaire à titre posthume. Il réussit ensuite à recueillir les preuves qui permirent d'y faire inscrire finalement en 2018 la mention officielle de « Mort pour la France » desservie par l'Office national des anciens combattants. Sorti de l'ombre, *Quinquin* fut enfin connu du grand public et reconnu pour sa bravoure. Il figure désormais sur la liste des 600 000 résistants recensés sur la plateforme « Mémoire des Hommes » détenue au ministère des Armées.

1 Pierre Corneille. *Le Cid*.

Direction des missions
DE Département
reconnaissance et réparation
SERVICE DÉPARTEMENTAL
DE L'OFFICE NATIONAL
DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE
14037 CAEN CEDEX

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE

**CARTE DE COMBATTANT
VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE**

N° 196097

DELIVREE
EN APPLICATION DE LA DECISION N° DU
à

Monsieur PINTÉ

Prénoms Marcel

Domicile LIMOGES

Né(e) le 12/04/1938 à Valenciennes

A Caen le 12/08/2013

LE TITULAIRE

LE SECRETAIRE GENERAL
l'adjoint SERVICE DÉPARTEMENTAL
Daniel ARNAUD

A.C.V.G. 51.23.10

Carte de combattant de la résistance pour Marcel Pinte délivrée par l'État à la famille en 2013. © Alexandre Brémaud.

« Écrire... *par chemins* de traverses »

Major Laurent Gohé, chef du Bureau Environnement Humain du 93^e régiment d'artillerie de montagne.

Le Major Gohé est un militaire accompli à l'expérience opérationnelle riche. Il est aussi reconnu en qualité d'auteur à travers ses publications sur sa passion : les symboles qui ornent les uniformes des soldats à travers les âges. Écrivain parce « qu'hériter, c'est recevoir le devoir de transmettre », il détient l'insigne d'or d'historien de l'armée de Terre pour sa contribution à l'entretien de la mémoire et du patrimoine de notre armée.

Il n'est pas rare que l'histoire nationale rejoigne l'histoire régionale, voire même, l'histoire familiale. Ce savant mélange est celui qui m'a très jeune entraîné sur les traces de toutes « ces histoires ». Rapidement, c'est l'homme de guerre qui m'intéressa par son rôle souvent anonyme mais prépondérant au service de la tactique ou de la politique. Et il n'est rien sans son uniforme ! Cela peut paraître une simple évidence, mais c'est cette caractéristique qui m'orienta vers cette véritable science qu'est « l'uniformologie », avec une prédilection plus particulière pour les coiffures militaires. Cet élément si visible, parfois protecteur, mais toujours porteur de symboles. C'est la passion du déchiffrement de cette symbolique qui me poussa à me spécialiser dans l'étude de ces objets.



© Laurent Gohé, Les Géants.

À l'occasion d'un arrêt forcé de trois mois où je me suis trouvé dans l'impossibilité de bouger, j'entrepris d'écrire ce que je pensais être juste au départ

quelques lignes à poster sur Internet. Rapidement, je me rendis compte que j'avais rédigé plus de cent pages... Très vite j'ai remarqué que lorsque je cherchais à identifier précisément une coiffure, il me manquait souvent une documentation suffisamment précise et bien illustrée. En quelque sorte, il manquait un « guide technique » de la coiffure. Alors je décidais d'en publier un. Je venais sans m'en rendre compte de franchir un cap dans ma vie, comme un point de non-retour, celui de l'écriture et surtout celui de la recherche. Le fruit de ce premier travail fut « les hommes de fer » traitant de l'histoire et des évolutions des coiffures des Cuirassiers Français de 1801 à 1914. Rapidement épuisé, il fera l'objet d'une réédition augmentée en 2019.



© Laurent Gohé, Les Géants.



© Laurent Gohé, Les Géants.

L'engouement des amateurs pour ce premier ouvrage, m'encouragea à publier depuis plusieurs autres livres traitants successivement des coiffures des Dragons français, des coiffures des hommes de la cavalerie légère sous la III^e République, des coiffures des Carabiniers français des origines à leur disparition en 1871, des cuirasses des Cuirassiers et Carabiniers français.

L'année 2018 marquera également un tournant pour moi avec la création de la maison d'édition « Antique Artefact » spécialisée dans la réédition d'ouvrages rare ou actuel sur « l'uniformologie » et également la publication d'historiques régimentaire tels que celui du 93^e RAM, du 3^e RAMA ou cette année de celui du 54^e RA.

Une question m'est souvent posée, comment écrire des ouvrages sur des objets parfois peu courant ou souvent rare ?

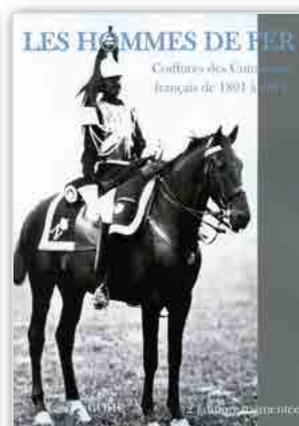
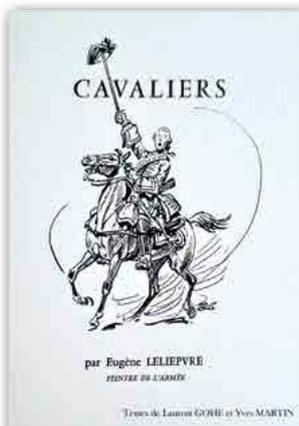
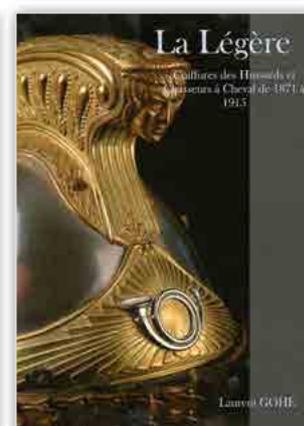
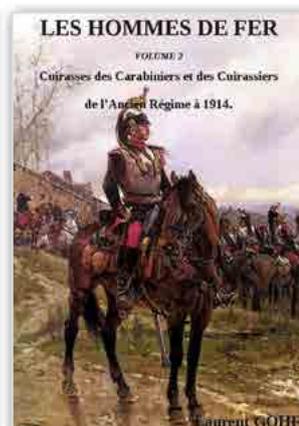
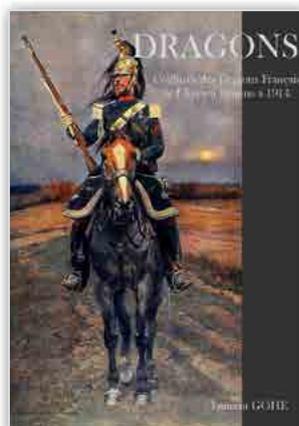
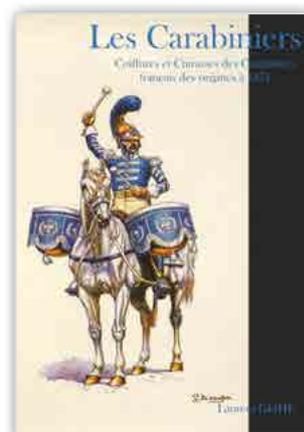
Le travail de recherche est uniquement basé sur les archives, sur les textes réglementaires (quand ils existent...), sur la recherche des sources primaires qu'elles soient manuscrites ou iconographiques qui seules peuvent garantir une exactitude des descriptions, enfin la prise de vue des objets ne peuvent être validées qu'après la certitude de la traçabilité des objets qu'ils proviennent de Musée public ou privée ou de grande collections françaises ou étrangères.

Enfin, il me faut citer également la qualité et le sérieux de nombreuses associations de passionnés ou de société savante telles que la « Sabretache » (association reconnue d'utilité publique qui est à l'origine de la fondation du Musée de l'Armée) qui travaillent sans relâche à sauvegarder de l'oubli ou de la destruction les souvenirs des Armées françaises. « *Praeteriti fides exemplumque futuri* » (« Fidélité aux Anciens et exemple pour les générations à venir »).

Pour conclure, que vous soyez néophyte ou érudit, j'ai le plaisir de vous recommander notre ouvrage à paraître en janvier 2024 sur l'histoire, les uniformes de Grenadiers à cheval français de leur création par ordre du Roi Louis XIV à leur disparition sous la seconde Restauration.



LES OUVRAGES DU MAJOR LAURENT GOHÉ



LA SÉLECTION DU MAJOR LAURENT GOHÉ



La France Libre et Combattante

Jean-Antoine Duprat, professeur associé et directeur adjoint de l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement de La Sorbonne.

Entre l'appel du 18 juin 1940 et le défilé sur l'avenue des Champs Élysées le 26 août 1944 dans Paris libéré, la légitimité du général de Gaulle pour incarner la résistance d'une France Libre qui se rêve déjà Combattante paraît naturelle. Si l'histoire n'est pas de taille à lutter contre la légende, les rouages de cette communion de destins se mirent en mouvement non sans difficultés et surtout grâce à la détermination et aux sacrifices des Résistants de la première heure.

L'appel

Mai 1940, en ce mois tragique pour l'Armée française, un général à titre temporaire, Charles de Gaulle, vient de s'illustrer à la tête de la quatrième division cuirassée de réserve sur le front Nord-Est, à Montcornet dans l'Aisne d'abord, puis à Abbeville dans la Somme, en tentant vainement de résister à l'élan de l'offensive allemande. Rappelé à Paris, il est nommé sous-secrétaire d'État à la défense nationale et à la guerre le 5 juin par le chef du gouvernement Paul Reynaud. Il rejoint Londres une première fois le 8 juin pour essayer de convaincre Winston Churchill de continuer à soutenir par les airs le contingent français en pleine déroute. Le Premier ministre britannique, qui considère la France hors-jeu et redoute une invasion de la Grande Bretagne, souhaite plus que tout préserver ce qui lui reste de forces aériennes déjà bien éprouvées et ne répond pas favorablement à cette demande. Néanmoins, le courant passe immédiatement entre ces deux fortes personnalités qui partagent avant tout la ferme détermination de continuer le combat jusqu'à la victoire finale.

De retour en France le 16 juin, le Général rend compte de ses discussions avec Churchill au Premier ministre, replié à Bordeaux. Il y apprend avec stupéfaction la démission imminente du cabinet et l'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain qui veut, lui, conclure un armistice. Avec l'accord de Reynaud, il repart aussitôt à Londres. Le 18 juin, il lance pour la première fois sur les ondes de la BBC son fameux appel dans lequel il résume tout le sens de son engagement et de sa détermination. Même



L'appel du 18 juin depuis la BBC. © Auteur inconnu/Domaine public.

s'il n'est entendu ce jour-là que par peu d'auditeurs et qu'il ne fut même pas enregistré, ce discours restera dans l'histoire comme l'acte fondateur de la France Libre. L'objectif de de Gaulle est triple : résister par tous les moyens à l'envahisseur nazi, se faire reconnaître par les alliés comme l'unique chef de la France Libre et refonder les institutions totalement déconsidérées par la défaite et la soumission à l'ennemi.

Des débuts laborieux

Au fil des semaines, la voix de la France Libre, quotidiennement relayée par la BBC, est de plus en plus écoutée et constitue une lumière d'espoir de plus en plus vive. Les Anglais mettent d'abord à la disposition de de Gaulle des locaux à Saint Stephen House qui, s'ils sont proches du Parlement, vont s'avérer rapidement inadaptés. Sur le plan financier, le Général a pu emporter 100 000 francs pris sur les fonds secrets ; mais là aussi, le compte n'y est pas. Le 7 août, il décide de passer un accord avec Churchill : le trésor britannique va consentir des avances remboursables à son organisation, notamment pour payer les soldes des volontaires. Grâce à la rigueur de Pierre Denis, alias Rauzan, le directeur financier très économe des fonds ainsi obtenus, il n'y aura jamais aucun problème avec les britanniques qui seront intégralement remboursés par la France après la Libération. Malgré tout, le Général est bien conscient au début de son isolement.

Si des militaires, des civils (tels les pêcheurs de l'île de Sein) franchissent la Manche, c'est loin d'être le raz de marée espéré. De plus, il y a très peu de décideurs parmi ces premiers Français libres. Dans ses *Mémoires de Guerre* le Général le reconnaît amèrement :

« Au total, quelles qu'en fussent les raisons, cette abstention presque générale des personnalités françaises ne rehaussait certes pas le crédit de mon entreprise... Avec une conséquence négative supplémentaire : Moins il venait de notables, moins de notables avaient envie de venir. »¹

Ce que confirme André Dewavrin, alias Passy, dans la préface du livre de son ami le colonel Rémy – de son vrai nom Gilbert Renault – *Comment devenir agent secret*² : **« ...quelques milliers de Français seulement refusaient de désespérer. Bien plus maigre encore était le groupe de volontaires décidés à se battre envers et contre tout, pour la libération d'une patrie violée, souillée, mourante ! »**

Qui plus est, cette poignée de résistants de la première heure est bien inexpérimentée. Dans ce premier contingent hétéroclite et clairsemé, les militaires les plus gradés sont le général Catroux, gouverneur général de l'Indochine, le général Legentilhomme, commandant des troupes françaises de Somalie, ou encore l'amiral Muselier (c'est ce dernier qui va notamment inciter le Général à adopter la croix de Lorraine comme symbole des FFL ; il finira pourtant par être écarté à la suite de vifs désaccords avec de Gaulle). On dénombre aussi parmi les officiers, Geoffroy Chaudron de Courcel (oncle de Madame Bernadette Chirac), alors aide de camp du général Koenig et le lieutenant Hettier de Boilambert, issu d'une famille protestante normande.

Chez les universitaires, il faut noter le ralliement immédiat et durable de René Cassin, homme de gauche, de confession juive, professeur de droit, conseiller juridique au ministère de l'information qui va être le juriste de la France Libre. Parmi les responsables politiques sont représentées des sensibilités très différentes. Gilbert Renault, futur colonel Rémy, est ouvertement royaliste, quand André Dewavrin émane de la droite catholique. Maurice Schuman et René Pelven sont des démocrates-chrétiens proches de Jean Monnet. Les socialistes Pierre-Olivier Lapi et Georges Boris sont d'anciens collaborateurs de Léon Blum. Encore plus à gauche enfin, on compte André Tixier ou encore l'ethnologue Jacques Soustelle, qui deviendra commissaire à l'information de la France Libre. Selon les sources, l'estimation des effectifs au 14 juillet 1940 varie entre 1 000 et 3 000 hommes et les recrutements à venir vont fluctuer en fonction des événements.

Organisation des opérations

Sur le plan opérationnel, André Dewavrin est chargé d'organiser le Bureau central de renseignement et d'action militaire (BCRAM) qui deviendra à partir de 1942 le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA). La structure se compose de trois sections : la section militaire s'occupe à la fois des opérations en France et des relations avec les forces britanniques ; la section de renseignement est tout particulièrement chargée du recrutement ; enfin, la section de contre-espionnage est en charge de lutter contre les agents ennemis. Dès la fin juin, sont créées les premières filières de renseignement, et, au fil des semaines, face à l'accroissement des



André Dewavrin, alias Passy, en tenue de capitaine.
© Réf. 005123 / Musée de l'Ordre de la Libération, Paris.

missions et du personnel nécessaire pour les mener à bien, les locaux initiaux s'avèrent rapidement insuffisants. Fin juillet de Gaulle transfère donc son quartier général au 4 Carlton Gardens – où il restera jusqu'en 1943 – tandis que le BCRA s'installe au 10 Duke Street (une adresse que l'on voit apparaître au cours du film *L'armée des ombres* (1969) dans lequel le colonel Passy joue son propre rôle). Il s'agit non seulement d'accueillir les milliers de volontaires qui rejoignent l'Angleterre, de les installer, de les financer, de les former en vue de leurs futures missions, mais aussi d'organiser la résistance afin de poursuivre le combat dans tout l'Empire. Fin août 1940, l'Afrique-Équatoriale française (AEF) rejoint la France Libre, puis ce sont les territoires de la zone Pacifique.



En Métropole la résistance intérieure se développe, mais en ordre dispersé, sans coordination entre les nombreux groupes. C'est pourquoi, entre l'été 1940 et l'automne 1942, le Général envoie de nombreux agents en France pour structurer des réseaux. C'est ainsi que le colonel Rémy et Louis de la Bardonnie créent celui qui deviendra un des plus importants de la métropole, « *la Confrérie Notre Dame* » rebaptisé plus tard « *réseau Castille* ». Certains Français vont aussi travailler directement pour les Anglais dans le cadre du SOE (*Special Operations Executive*). Ce service opérera entre juin 1940 et juin 1946 pour, selon le mot même de Churchill, « *mettre le feu à l'Europe* ». Le rapprochement entre la France Libre et la résistance intérieure se fait progressivement en vue d'une unification à partir de 1941. En août de cette année, Joël Le Tac et Jean Forman, de retour à Londres, évoquent les possibilités de cette coopération, tout en mettant en garde contre la tendance de certains mouvements à s'assimiler à des partis politiques. Selon eux, ces



Le Comité national français, à Londres. De gauche à droite : André Diethelm, Émile Muselier, Charles de Gaulle, René Cassin, René Pleven et Philippe Auboyneau. © Auteur inconnu/Domaine public.

derniers cherchent avant tout dans ce rapprochement avec la France Libre à obtenir de la reconnaissance, des armes et des moyens financiers. Une dernière étape préliminaire est franchie au début du mois de novembre 1941, avec le parachutage d'Yvon Morandat, syndicaliste de la CFTC, chargé d'entrer en contact avec les groupes de résistants de zone sud, qui comptent en particulier le Comité d'action socialiste proche de la SFIO. Il intègre le mouvement Libération-Sud et devient membre de son comité directeur. Il sera notamment en charge, dès le début 1942, de travailler avec le préfet Jean Moulin alias « Rex ».

La quête de la légitimité

Bien que la France Libre se consolide chaque jour davantage et que les ralliements se multiplient, le Général de Gaulle peine à se faire accepter par les

alliés, notamment américains, comme le chef du gouvernement provisoire et légitime de la France. Certes, dès le 28 juin 1940 le gouvernement britannique le reconnaît comme chef des Français libres ; mais pour les Britanniques, c'est surtout une posture d'affichage destinée à faire pression sur Pétain pour le dissuader de pousser trop loin la collaboration avec les Allemands. L'attaque britannique contre la flotte française dans le port algérien de Mers-el-Kébir le 3 juillet qui suivit, contribuera de surcroît à créer un profond malaise. Cette opération, baptisée *Catapult*, se solda par la destruction de plusieurs navires de la Marine nationale et la mort de près de 1300 combattants français. Les Anglais justifièrent leur intervention par leur peur, non dénuée de fondements, d'un coup de force d'Hitler pour récupérer sous sa bannière la flotte française, en dépit de l'accord d'armistice signés avec le chef du gouvernement de Vichy. Bien qu'il lui tienne rigueur pour



Jean Moulin, février-mars 1940. © Musée de l'Ordre de la Libération / Photo Marcel Bernard.



Le Gouvernement provisoire autour de son chef, le général de Gaulle, 21 novembre 1945. © OFIC.

ne pas avoir été prévenu de cette action, de Gaulle soutient pourtant Churchill. Toutefois, cette « odieuse tragédie » – selon les propos même du Général – choqua beaucoup de militaires qui renoncèrent alors, au moins provisoirement, à rejoindre Londres.

Quelques semaines plus tard, le débarquement manqué de forces franco-britanniques à Dakar aura également un effet démobilisateur et agacera fortement le président américain « démocrate » Franklin Delano Roosevelt. Si ce dernier se méfie de de Gaulle qu'il considère comme trop autoritaire (il ne le rencontrera pour la première fois que le 22 janvier 1943!), il est avant tout convaincu, qu'avant la libération totale du pays, aucun gouvernement provisoire ne peut s'autoproclamer légitime pour représenter la France. Paradoxalement, tout en prétextant que tout changement institutionnel nécessite l'approbation préalable du peuple français, il estime

que la seule priorité demeure la victoire militaire... alors même que les États-Unis campent toujours sur leur neutralité ! Il souhaite en fait ménager le régime de Vichy, qui lui apparaît encore comme une carte à jouer pour endiguer les ambitions d'Hitler. Heureusement, plusieurs de ses visions ne sont pas toujours partagées par un Churchill qui lui est au prise avec la réalité de la guerre et qui est *de facto* beaucoup plus attentif aux efforts de la France Libre.

De Gaulle poursuit ainsi avec détermination l'organisation de ses forces et leur montée en puissance. Le 27 octobre 1940 il publie le manifeste de Brazzaville et crée le Conseil de défense de l'Empire (CDE), reconnu tacitement par le gouvernement britannique. Ses relations avec le Premier Ministre britannique vont alors devenir explosive au sujet du Levant. En effet, en Syrie, les Anglais négocient directement avec les représentants de Pétain le

retour en métropole des forces armées restées fidèles au régime de Vichy. De plus, Churchill tient à montrer à Roosevelt qu'il est capable de contrôler de Gaulle afin de préserver les intérêts anglo-saxons. Pour ne pas être écarté des décisions, le Général lui fait la concession de transformer, le 24 septembre 1941, le CDE en Comité national français (CNF), à direction collégiale. Cette nouvelle instance va être le gouvernement national en exil de la France, jusqu'en 1943. Staline, entré en guerre à la suite de la rupture du pacte de non-agression germano-soviétique le 22 juin par l'offensive Allemande (opération Barbarossa), reconnaît le CNF le 26 septembre. Malgré l'entrée en guerre des États-Unis après l'attaque de Pearl Harbor le 7 décembre 1941, les tensions entre le Général et les représentants américains resteront vives car ces derniers voient d'un mauvais œil le ralliement à la France Libre de Saint-Pierre et Miquelon le 24 décembre.



L'amiral François Darlan et le général d'armée Henri Giraud. © Marcel Viard/ECPAD.

Union des résistances et gouvernement provisoire

1942 marqua un tournant dans les grandes manœuvres de la France Libre pour réunir les résistances extérieures et intérieures. L'homme de cette grande ambition est le préfet Jean Moulin. Il est parachuté une première fois en France le 1^{er} janvier 1942 pour s'occuper de la zone libre et créer l'armée secrète sur la base des plus importants mouvements de résistants de la zone sud. Le 9 juillet 1942 alors que Roosevelt reconnaît enfin à son tour le CNF comme « *symbole de la Résistance française* », il continue de vouloir maintenir de Gaulle à l'écart. Le 14 juillet 1942, deux ans après sa création, la France Libre prend alors le nom de France Combattante. Après le débarquement des Alliés en Algérie et au Maroc le 8 novembre les Allemands réagissent par l'occupation de la Zone Libre. Le coup de théâtre du revirement du sulfureux Amiral Darlan, que de Gaulle qualifiera de « *comédie* » dans ses

Mémoires, permettra à celui-ci de racheter son passé récent de collaborationniste et de rester au pouvoir en Afrique du nord avec l'aval de Roosevelt. Après l'assassinat de Darlan, le 24 décembre 1942 par le jeune royaliste Fernand Bonnier de la Chapelle (exécuté deux jours plus tard après une parodie de procès et qui sera réhabilité en 1945 pour avoir agi dans l'intérêt de la libération de la France), Roosevelt adoube cette fois le général Giraud, qu'il considère plus malléable que de Gaulle, et le dote de tous les pouvoirs civils et militaires sur l'Empire. Cette nomination constitue un nouveau camouflet pour le chef de la France Combattante. Qu'à cela ne tienne, le Général de Gaulle continue à fédérer la résistance. C'est, pour lui, le meilleur moyen de s'imposer à la tête de l'armée des ombres qui est d'une incontournable utilité pour les alliés. Le 11 janvier 1943, à l'initiative du Colonel Rémy, le Général accueille à Londres Fernand Grenier, un des principaux dirigeants des résistants communistes. Cette rencontre va donner un coup d'accélérateur à l'unification des résistances.

Selon les estimations, lors de la fusion en 1943 des réseaux de résistance, les effectifs des forces françaises totalisent entre 50 000 et 80 000 combattants. Dans ces unités les femmes sont très minoritaires, même si près de 1 800 se retrouvent dans le corps des volontaires françaises. Mais la mobilisation féminine ne se limite pas aux unités combattantes. Les femmes sont fortement impliquées dans le soutien logistique, qu'il s'agisse de préparer des engins explosifs, de collecter ou transmettre des informations et des documents, d'héberger des agents clandestins, d'organiser des évasions, d'assurer le secrétariat des réseaux voire de les diriger. Gilles Perrault, auteur de



Pierre Brossolette à Londres entre 1942 et 1944. © Domaine public/Getty image.

plusieurs livres sur la résistance, porte sur elles un regard admiratif ; il voit dans leur fort engagement :

« un événement qui a compté dans l'évolution de la place donnée aux femmes dans la société française. »

De fait, une ordonnance signée par le général de Gaulle le 21 avril 1945 accorde aux femmes le droit de voter et de se faire élire dans les mêmes conditions que les hommes. En 2015 deux résistantes Geneviève de Gaulle-Anthonioz et Germaine Tillon entreront au Panthéon en même temps que deux résistants Pierre Brossolette et Jean Zay.

Alors qu'il est en pleine phase d'unification des résistances, le chef de la France Combattante est convié par Roosevelt, désireux de faire sa connaissance, à la conférence interalliée (États-Unis, Grande-Bretagne, URSS) qui doit se tenir

à Anfa, près de Casablanca, du 14 au 24 janvier 1943. Pressentant un piège, il décline l'invitation avant de se raviser sous la pression de Churchill qui ne veut pas froisser le président américain et menace alors de couper les vivres à la France Combattante. Le piège est réel ! Si cette conférence doit traiter du débarquement en Sicile puis en Italie, elle doit aussi permettre d'afficher le ralliement de de Gaulle à Giraud. La poignée de main entre les deux généraux, largement médiatisée, ne sera qu'une illusion. Le 15 mai, le Conseil national de la résistance (CNR), présidé par le fidèle compagnon Jean Moulin (capturé le 21 juin, à Caluire, par la Gestapo qui va le torturer à mort) et qui fédère tous les mouvements de résistance, reconnaît officiellement comme seule autorité le général de Gaulle. L'ambiguïté perdurera un temps après la fusion de la France Combattante et du Commandement en chef civil et militaire du général Giraud dans le Comité français de libération nationale (CFLN) créé le 3 juin 1943 à Alger, et dont les deux généraux sont co-présidents.

Mais de Gaulle va rapidement supplanter Giraud qui accepte finalement le 3 août de se concentrer sur le commandement en chef des forces armées françaises. Fin août, États-Unis, Royaume-Uni et URSS, acceptent de reconnaître le CFLN et de Gaulle comme son seul et unique chef. Il a désormais les coudées franches pour entamer la création de nouvelles institutions pour remplacer le régime de Vichy, définitivement déconsidéré aux yeux des alliés. Le 17 septembre est créé, par une ordonnance du CFLN, l'Assemblée consultative provisoire, représentative des mouvements de résistants, des partis politiques et des territoires de l'Empire. Le 9 novembre le CFLN n'a plus qu'un seul président ; Charles de Gaulle. Le 3 juin 1944, trois jours avant le débarquement, est proclamé le Gouvernement provisoire de la République française, présidé par le général de Gaulle, avec pour capitale Alger jusqu'au 31 août. Après cette date, le gouvernement retourne s'installer définitivement à Paris en marquant symboliquement le début d'un nouveau monde.



Médaille commémorative des services volontaires dans la France libre (France) avers. © Fdutil.

1 Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Paris, Plon, 1954, t.1, p. 84.

2 Éditions Albin Michel, 1963.

Marcelle Cuny, résistante à Baccarat. Ayant participé héroïquement à la libération de la ville, elle est citée à l'ordre de la division. © Francis Mac Connel / ECPAD.



Remise de la croix de la Libération par le général de Gaulle, le 27 mai 1943. © Musée de l'Ordre de la Libération / réf. 001163



« L'Amalgame »

Philibert de Loisy, Président délégué de la Fondation Maréchal de Lattre de Tassigny.

Le lendemain du débarquement allié du 15 juin 1944 à Toulon lors de l'opération « Anvil/Dragoon », l'armée B du général de Tassigny touche à son tour le sol français et débute sa participation à la reconquête de la France en remontant la vallée du Rhône. Très tôt, Résistants et Maquisards se révèlent utiles aux opérations menées par les troupes régulières. Ils représentent un volume de force de combat que le général de Lattre veut rapidement intégrer dans son armée. Ce processus d'intégration des FFI à la 1^{re} Armée porte un nom : l'Amalgame.

Définition

En février 1944 le général de Gaulle décide que les Résistants et les Maquisards deviennent les forces françaises de l'intérieur (FFI). *De facto*, ces derniers deviennent partie intégrante de l'armée française le 9 juin. On a appelé amalgame, la réunion des troupes de l'armée d'Afrique avec les FFI. Lorsque le général de Lattre débarque le 16 août avec l'armée B en Provence, il se trouve en présence de FFI nombreux et d'origines diverses (AS, ORA, FTP¹).

Paradoxalement, il découvre qu'il n'y a ni politique officielle ni structure formelle établies pour encadrer le processus d'amalgame. On propose alors simplement aux FFI de signer à titre individuel un engagement dans l'armée pour la durée de la guerre plus 3 mois. Le général de Lattre va résoudre ce problème en quatre phases dont les dates importantes sont les 1, 4, 11 et 22 septembre 1944.

Actions du général de Lattre

Le 1^{er} septembre le général de Lattre rencontre et accède à la requête du commandant Vigan Braquet de l'ORA d'incorporer son bataillon à la 1^{re} Armée. Il la rejoindra le 25 septembre avec pas moins de 500 hommes.

Le 4 septembre dans Lyon libéré, le général de Lattre reçoit le colonel Descour, chef d'état-major des FFI de Rhône-Alpes et le colonel Valette d'Osia, représentant le général Cochet, chef des FFI de la zone Sud. Descour et Valette d'Osia persuadent le général de Lattre de confier la garde des Alpes à une division à articuler autour du noyau dur des FFI qui sont déjà au contact

TÉMOIGNAGE



Un officier, ancien des maquis écrit :

Ces volontaires sont pleins d'enthousiasme, très jeunes capables de grandes choses, ils ne savent pas très bien ce qu'ils veulent, mais ils le veulent avec force, la troupe FFI est une troupe comme la France ne s'en est pas offerte depuis longtemps. »



Dans un maquis de l'Armée secrète à Boussoulet (Haute-Loire), l'aspirant Albert Oriol, nouveau chef du maquis, enseigne l'instruction de la mitrailleuse Sten, d'un récent parachutage. © Service historique de la Défense, Vincennes.

des Allemands. Le front alpin représente près de 250 kilomètres. Le général de Lattre saisit rapidement l'intérêt de cette unité et accepte la création de la division alpine FFI. Il déclare au journal *le Patriote* être conscient que les FFI ont leur particularisme et leur fierté et qu'ils ne ressemblent pas vraiment à des unités militaires car ils manquent d'ordre et de discipline. Il poursuit toutefois en affirmant qu'ils peuvent venir grossir les rangs de

l'armée tout en précisant qu'il n'y aura pas absorption des FFI mais fusion pour la création d'une armée nouvelle.

Le 11 septembre le général de Lattre rencontre le général Cochet et le colonel Schneider commandant la Colonne Schneider. Elle est composée des divisions FFI de Toulouse, du Limousin d'Auvergne et du Languedoc et forte d'environ 25 000 hommes. Victorieux à la tête de sa colonne de Toulouse² à Autun, le colonel Schneider légitime par ses succès sa demande d'en faire une division. Mais, le général de Lattre refuse car il a besoin de troupes pour regarnir ses rangs mais aussi pour étoffer ses services. De plus, il n'a ni armement, ni équipement en surplus et les Américains refusent de livrer ceux de la colonne Elster. Il écrira :

« On n'improvise pas des divisions avec leur dosage d'armes, leurs lourds services et leurs rouages de commandement ou bien on se paie de mots. »

Il acceptera néanmoins l'incorporation de quelques unités FFI : le corps franc Pommiès (la plus grande unité constituée de la Résistance), la demi-brigade d'Auvergne du commandant Colliou, le 8^e dragons du capitaine Merlatet et le 3^e dragons du capitaine Dunoyer de Segonzac.

Le 22 septembre, au château de Saulon-la-Rue près de Dijon, le général de Lattre envisage un moment, avec les officiers de la colonne Schneider, de former un bataillon supplémentaire rattaché à chaque régiment, mais cette solution est finalement écartée. Il est finalement décidé que les unités FFI regroupées en bataillons ou en régiments deviendraient des unités de réserve générale supplémentaires, prises en charge par les divisions.



Dijon. Pour célébrer les libérateurs de la ville, le général de Lattre de Tassigny félicite les résistants FFI de Bourgogne et Franche-Comté qui ont largement participé au combat aux côtés des forces régulières. © Auteur inconnu/ECPAD.



Dijon. Le général de Lattre de Tassigny salue ici un groupe de FFI féminins. © Auteur inconnu/ECPAD.



Corps franc Pommiès. © Domaine public.

Ces dernières devaient fournir aux unités qui leur étaient rattachées la nourriture, l'équipement et l'armement supplémentaire dans la mesure de leurs possibilités. Ce n'est donc que fin septembre que l'amalgame concerne l'intégration des unités FFI en tant que telles et non plus seulement les engagements individuels.

Régénération

En parallèle à l'arrivée des FFI, le général de Lattre est confronté à la nécessité de régénérer une partie des effectifs de la 1^{re} DFL et de la 9^e DIC pour remplacer les contingents d'origine africaine et ultramarine réaffectés sur d'autres zone d'opérations. Le besoin est de 20 700 hommes répartis pour 6 000 à la DFL, 9 200 des réserves générales de 9^e DIC et 5 500 des 8^e RTS et RAC AOF et du 17^e BCG. La campagne de recrutement commence dès le lendemain du débarquement le 16 août et se finit fin

octobre 1944. Seuls 30 % des volontaires proviennent des FFI incorporées à partir de fin septembre 1944, comme le bataillon de Chartreuse du commandant de Loisy qui prend le nom de 11/23^e RIC. Les 70 % restants sont des recrues qui proviennent d'engagements individuels d'origine autre que les FFI, et, beaucoup, sont d'anciens des Chantiers de jeunesse.

Initiatives gouvernementales

Suite aux revues effectuées en province du 14 au 18 septembre dans les villes de Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux et Orléans, le général de Gaulle fait publier deux décrets :

- le premier décret daté du 19 septembre commande aux résistants de se regrouper en bataillons aux ordres des cadres FFI. Ces unités seront soit affectées à des grandes unités exis-

tantes, soit constituées en grandes unités nouvelles. Ainsi les 85 unités qui ont rejoint la 1^{re} Armée en septembre, seront 63 en octobre-novembre et 35 en décembre ;

- le second décret daté du 20 septembre demande l'arrêt de l'incorporation dans les FFI et le retour au foyer des FFI qui ne veulent pas signer d'engagement dans l'armée régulière. Le général de Gaulle va en particulier confier au général Billotte la création de la 10^e DI avec les FFI de la région parisienne.

L'arrivée des FFI

Certaines unités des FFI voudront rejoindre la 1^{re} Armée comme le célèbre bataillon Janson de Sailly ou encore le bataillon de l'école militaire du commandant Moillard. D'autres viendront de toute la France comme la brigade Alsace Lorraine d'André Malraux.

Ce seront près de 40 000 volontaires qui rejoindront l'armée de Lattre qui devient le 19 septembre la 1^{re} Armée française. Ils seront 60 000 en octobre, 75 000 à la fin novembre et près de 120 000 au total à la fin du conflit.

En décembre, l'armée ne reçoit plus de renforts d'Afrique du Nord car les régions militaires se remettent en place en application du plan de constitution des unités du 30 novembre fait par le général Juin qui devait permettre de créer 8 divisions nouvelles.

En décembre la colonne Fabien venant de Paris via la Lorraine où elle a participé aux combats est reçue chaleureusement par le général de Lattre.



Abords de la ville d'Autun gardés par le groupement Demetz, le 1^{er} BLE et les FFI.
© Robert Auclaire/ECPAD/Défense.

La 1^{re} Armée intègre ensuite le régiment nord-africain de Paris ainsi que de nombreux tirailleurs car un tiers des tirailleurs Nord Africains prisonniers en 1940, a demandé à rengager en témoignant ainsi de leur attachement à la France. Par ailleurs, la base d'approvisionnement 901 de Marseille crée deux bataillons indo-chinois et un bataillon malgache à partir des compagnies de travailleurs issues des anciens tirailleurs bloqués en France en 1940.

La fin des FFI

Après l'offensive d'Alsace en février 1945, le gouvernement ne veut plus que des unités régulières. Quatre mesures vont être prises :

- ▶ la première est le remplacement des régiments des divisions nord-africaines par des unités FFI : le corps franc Pommiès de l'ORA devient le 49^e RI à la 3^e DIA, les régiments AS du Morvan et de Franche Comté forment le 27^e RI à la 4^e DMM, et la colonne FTP Fabien devient 151^e RI à la 2^e DIM. Ainsi les trois composantes des FFI militaires sont représentées ;
- ▶ la seconde est la création de la 14^e DI qui incorpore les FFI de la demi-brigade d'Auvergne devenue depuis novembre le 152^e RI et du 35^e RI formé par le bataillon du Charolais du commandant Ziegel (deuxième unité ralliée à l'armée). De plus, il est décidé de transformer les bataillons alsaciens en bataillons de chasseurs à la 3^e demi-brigade de chasseurs. Enfin les artilleurs FFI constitueront le 4^e RA et le 3^e Dragons devenu ensuite 12^e Dragons ;

- ▶ la troisième mesure est la création de la brigade de choc à trois groupements par rattachement aux trois bataillons déjà existants, des 3 bataillons FFI, Janson de Sully, Courson de Villeneuve et Cluny ;
- ▶ la quatrième mesure est la transformation de toutes les unités disparates restantes en régiments. Le régiment du Lomont devint le 60^e RI, la brigade du Languedoc ressuscita le 80^e RI. D'autres sont simplement dissoutes et leurs effectifs vont renforcer les unités existantes comme le régiment Corrèze-Limousin intégré au 9^e Zouaves.

En mai 1945, le général de Lattre va bloquer tous les approvisionnements en équipement pour que la totalité des troupes soit équipée convenablement. Ce faisant, il a réussi le tour de force de fondre dans un même creuset des hommes d'origine aussi diverses que l'ORA, l'AS ou les FTP.

Quand, à la fin de la guerre, le journaliste Michel Droit demanda au général de Lattre quelle est sa plus belle victoire, il s'attendait à entendre Toulon, Marseille, Autun, Belfort, Mulhouse, Colmar, Karlsruhe, Freudenstadt, Stuttgart, Ulm.

Sa réponse fut : l'Amalgame.

1 Armée secrète (gaullistes), Organisation de résistance de l'armée (giraudistes) et Francs-tireurs et partisans (communistes).

2 Le corps franc Pommiès de la division de Toulouse a aidé le 2^e dragons et la 1^{re} BLE à arrêter la tête de la colonne du général Elster qui est la dernière à quitter le Sud-Ouest. Bloqué le général Elster capitulera et se rendra aux Américains qui en tireront une gloire dont la légitimité demeure donc toujours discutable à ce jour.

Emboscade de FFI sur la Canebière.
© Jacques Belin/ECPAD/Défense



LEXIQUE ET SIGLES

Colonne : Force composée d'éléments divers, plus ou moins armés.

DI : Division d'infanterie, grande unité comprenant 3 régiments d'infanterie, 1 régiment de chars légers, 1 régiment d'artillerie, 1 bataillon du génie, 1 bataillon médical... soit environ 16 000 hommes.

DB : Division blindée, environ 12 000 hommes.

DIA : Division d'infanterie algérienne.

DIM : Division d'infanterie de marocaine.

DMM : Division marocaine de montagne.

RTS : Régiment de tirailleurs sénégalais.

RAC AOF : Régiment d'artillerie coloniale d'Afrique occidentale française.

DIC : Division d'infanterie coloniale.

RIC : Régiment d'infanterie coloniale.

DFL : Division française libre.

BCG : Bataillon coloniale du génie.

Marcel Bigeard et la libération de l'Ariège

Aspirant Sébastien Lizarte, assistant de conservation du Musée de la Légion étrangère.

Figure héroïque de l'armée française, le général Bigeard a marqué toute une génération de militaires par ses faits d'armes en Indochine.

Il fut pourtant de tous les conflits de la fin du XX^e siècle et son épopée débute dès la campagne de la Libération... au sein de la Résistance ! Cette période moins connue de sa carrière porte déjà la marque des vertus d'audace et de courage qui le feront entrer définitivement dans la légende sous le nom de « Bruno » ... il fut pourtant d'abord « Aube » en Ariège.

« L'épaisseur des murailles compte moins que la volonté de les prendre. »

Empruntés à l'antique Thucydide, ces quelques mots résument à eux seuls le fil directeur du destin de Marcel Bigeard, célèbre général issu du rang par le mérite. Fait prisonnier en 1940, il parvient à rejoindre la France libre. Son épopée va commencer en 1943 dans l'Algérie reconquise par les Alliés. Les Britanniques projettent alors d'y former un contingent de commandos parachutistes français pour les déployer en métropole et coordonner la Résistance. Le sergent Bigeard se porte immédiatement volontaire pour un trimestre de formation à Alger dont il sort major de promotion. *Zingué*¹ chef de bataillon pour l'opération, « le commandant Aube² » devient son nom de code pour prendre le poste de délégué militaire départemental en Ariège. Dans ces fonctions, il doit assurer les missions suivantes au sein de son département :

- 1 - Conseiller technique des FFI.
- 2 - Officier de liaison entre les FFI et les Alliés de Londres et d'Alger.
- 3 - Commandant de tous les opérateurs français en mission dans sa juridiction.
- 4 - Gestion du budget militaire alloués aux opérations.



Opération AUBE, avant la mission, de gauche à droite, le Major Bill PROBET (armée anglaise), le Commandant Marcel BIGEARD, dit commandant Aube (armée française d'Afrique), et le Lieutenant John DELLER (armée canadienne).
© ASTRE Charles & ROUBICHOU Maxime - Arvigna 09.

Pour un programme aussi vaste, son équipe se résume pourtant à un commando de 4 hommes : lui-même, deux officiers anglais et un sergent originaire de l'Ariège !

Parachutés le 8 août 1944 sur la terre-courage³, les membres du commando sont recueillis dans les monts d'Ariège par les 225 maquisards du « commandant Royo », avec qui Bigeard se noue rapidement d'amitié. Tous ces résistants sont d'anciens combattants de la guerre d'Espagne. Bigeard est d'abord mal reçu par ces francs-tireurs pour la plupart partisans communistes. En effet, pour des raisons idéologiques, ces derniers voient d'un mauvais œil le déploiement de troupes britanniques dans leur

région. Plus grave, Bigeard découvre que, contrairement au maquis espagnol, les FFI ralliés à de Gaulle dans sa zone sont peu nombreux et désorganisés.

Dès son arrivée, Bigeard témoigne du tempérament dynamique et offensif qui fera sa renommée tout au long de sa carrière. Attendant le parachutage de matériels, il planifie déjà au 29 août l'attaque de la *Kommandantur* de Foix, principale ville du département. L'assaut voit 50 Espagnols attaquer par l'est avec Bigeard et Royo à leur tête tandis que 50 autres débordent l'objectif par l'Ouest. Bien qu'en infériorité numérique (100 guérilleros contre 200 Allemands), Bigeard et ses maquisards jouissent de l'effet de surprise et leur moral est au plus haut. En effet, pour préserver la discrétion de l'opération, Bigeard avait préféré ne pas impliquer d'autres maquis par crainte de voir le plan éventé. De plus, la volonté de combattre des maquisards espagnols tient à leur perception que leur action en France n'est que le prolongement de la guerre d'Espagne. Qu'à cela ne tienne ! Humble

ancien salarié des postes⁴, Bigeard sait que seule la résistance à l'occupant peut réunir autour du désir de combattre ce curieux mélange de communistes espagnols, de gentlemen officiers britanniques et de rudes gaillards du pays ariégeois.

Le 29 août 1944, 13h30, assaut sur Foix. À coup de grenades et de rafales à courtes distances, les 50 Espagnols de l'aile Est investissent le bâtiment en forçant la reddition des 200 Allemands de la *Kommandantur*. Le détachement de l'Ouest, retardé, n'arrivera qu'à 17 heures pour constater le triomphe du détachement commandé par Bigeard. L'audace devint en ce jour, la marque du « *style Bigeard* » et qui le fera entrer dans la légende. Il va y ajouter le panache : à 19 heures, le reste des Allemands réfugiés dans le Lycée, se rendent après trois heures de siège. La négociation est cordiale, on sabre le champagne avec le colonel de la Wehrmacht. Bigeard organise le départ des prisonniers allemands et conclut : « *C'est triste d'être vaincu et pénible d'être vainqueur.* »

Conservant la tête froide, il transmet enfin à Alger un message laconique : Garnison de Foix anéantie, 30 tués et blessés, 170 prisonniers.

Le lendemain, 11 heures Royo et Bigeard s'attendent à des représailles. Ils sont informés qu'une importante colonne allemande arrive d'Ax-les-Thermes. Fidèle à lui-même, Bigeard pense que la meilleure défense est l'attaque. Les maquisards se positionnent en embuscade à Prayols au sud de Foix. Dans ce défilé, 100 maquisards se tapissent en silence, attendant le convoi allemand. Soudain la colonne apparaît, l'orage éclate, un carnage ! En une poignée de minutes on dénombre 40 tués et 50 prisonniers. À leur retour, la population de Foix acclame ses héros. Pourtant, Bigeard est d'humeur maussade ; le songe des veuves et des orphelins allemands le hante. Mais c'est la guerre et il porte en lui le souvenir de l'été 40.

24 heures passent. Les renseignements font état d'un bataillon entier de Mongols qui fond sur Foix. Connus pour leur sauvagerie, ce sont des combattants soviétiques enrôlés dans la sinistre *Waffen SS*. La tactique choisie est la même, mais Bigeard décide cette fois d'y embusquer tous les maquis d'Ariège : FTP, FFI et guérilleros. Les supplétifs nazis, qui ont déjà incendié les premiers villages ariégeois traversés en fusillant au hasard les habitants rencontrés, sont finalement stoppés non loin de Saint-Girons au sud de la ville. Malheureusement, ils manœuvrent vite et bien grâce notamment aux tirs précis de leurs appuis par mortiers. Bigeard commande alors la retraite.

Dans le chaos, de nombreux Résistants français se débloquent face à la violence de ce baptême du feu. Trois kilomètres



À Saint-Girons, le 20 août 1944, la ville est libérée par les résistants du maquis de la Crouzette.
© Mémoire, résistance en Ariège - solidarité. transfrontalière / memoire-resistance-ariège.fr.



Mont Saint-Odile, hiver 1944. Le Lt. colonel Jacquot (avec le calot) et le colonel Berger, André Malraux. © Domaine public.



Prisonniers allemands encadrés par les FFI. © Auteur inconnu/ECPAD/Défense.

plus à l'Ouest le maquis reforme le dispositif dans un terrain favorable mais sans les éléments retardateurs qui s'évanouissent progressivement dans la nature après avoir couvert la retraite de leurs camarades.

Les Mongols les talonnent pourtant et, au gré de feux violents, un nouveau repli en bon ordre est nécessaire pour rompre le contact. Ils ne restent alors plus qu'une centaine de maquisards, à majorité des Espagnols, aux ordres du commandant Royo. À l'entrée du village de Castelnaudurban, les maisons sont transformées en blockhaus, il en faut plus pour briser le moral de Bigeard et de ses guérilleros. La nuit enveloppe progressivement le champ de bataille quand le convoi SS se présente devant le village et essuie un violent tir de barrage qui les désorganise. Ils choisissent d'attendre l'aube.

Les SS prennent la position à revers au matin et les combats sont féroces. Ce qu'il reste du gros des maquisards doit encore se replier. Bigeard et 12 autres trompent la mort créent un point de résistance pour couvrir l'ultime retraite. Ils s'installent

dans une maison où ils positionnent deux FM. Des hauteurs de la maison, Bigeard dirige les tirs qui arrosent les Allemands pendant plus de trois heures. Mais avec les SS, l'option de la reddition est impossible. Déterminé et refusant de subir, Bigeard tente une sortie qui réussit et retrouve Royo et sa troupe à 6 km où une nouvelle ligne d'arrêt est organisée. La horde attaque derechef mais subit de lourdes pertes du fait du terrain favorable aux défenseurs.

18 h, un officier SS, qui impressionne Bigeard par son allure, demande un cessez-le-feu pour évacuer les blessés. Bigeard lui répond qu'il suffit de se rendre... Coup de bluff fantastique ! Il prétend que 3 000 résistants sont échelonnés entre ici et Foix : « *Vous ne passerez jamais !* ». Bigeard sait qu'un combat est d'abord un affrontement moral. Les SS se rendent et constatent effarés que seule une poignée d'Espagnols le sépare de Foix.

À trois heures du matin, 1 200 prisonniers SS défilent dans Foix encadrés par les maquisards et, malgré l'heure, la ville est en liesse.

Au bilan, Bigeard rend compte de 1 420 prisonniers, 230 tués et blessés pour 40 pertes chez les guérilleros.

TÉMOIGNAGE



Bigeard racontera plus tard :

L'autre bilan, celui de vos entrailles, de votre cœur, personne n'en parle jamais."

Le 22 août 1944, soit 14 jours après le parachutage de Bigeard et du lieutenant Probert, la bataille de Normandie s'achève enfin mais l'Ariège est déjà libre. Par la surprise, l'audace et la ruse des maquisards emmenés par Bigeard, l'Ariège fut le seul département français à s'être libéré de l'intérieur.

1 Attribution d'un grade à titre fictif.

2 Nom de code du commandant Bigeard pour cette opération.

3 Expression consacrée : L'Ariège compte comme parmi les départements qui fournissent le pourcentage le plus important d'hommes aux forces armées.

4 Poste occupé par Marcel Bigeard avant la mobilisation de 1939.

Maquis en Indochine

Aspirant (R) Pierre Alexandre, École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'État-major.

En tactique, la résistance procède par essence d'un affrontement asymétrique ou le plus faible sait qu'il n'obtiendra pas la décision sur le plus fort. Son objectif est de gagner le temps suffisant pour que ses organes politiques créent les conditions d'une victoire future. Pour l'armée française, si les combats d'Indochine représentent la douloureuse et paradoxale illustration de ce procédé, ils permirent l'expérimentation d'un partenariat militaire opérationnel avec des maquis de supplétifs dont l'appui courageux aux opérations fut reconnu et honoré.

Entre 1945 et 1954, pendant le conflit indochinois, la spécificité du théâtre vietnamien a contraint l'armée française à s'essayer à la guerre irrégulière. Nécessité par réciprocité. En effet, si les Français sont peu familiers, voire réticents, avec de tels procédés tactiques, il en va tout autrement du Vietminh qui possède pour sa part une histoire militaire riche et ancienne liée à pratique de la guérilla. À cet avantage culturel en la matière, s'ajoute de surcroît son appropriation des enseignements modernes développés notamment en 1936 par Mao Zedong dans son célèbre traité sur *La guerre révolutionnaire*.

En l'espèce, l'année 1950 va marquer l'année charnière dans le renversement doctrinal français puisqu'elle coïncide avec la décision du retrait du contingent français de la Haute Région du Tonkin. En effet, pour ne pas livrer la zone sans résistance, il est envisagé de créer des groupes autochtones de supplétifs indochinois chargés de s'opposer à l'avancée du Vietminh. Jouant sur l'hostilité des populations à l'égard du projet politico-social promu par le Vietminh, les Français décident de profiter de ces tensions ethniques pour établir des foyers de résistance capables de freiner l'avancée des communistes. Le commandement décide d'envoyer dans les zones montagneuses des volontaires pour encadrer les réseaux de francs-tireurs hostiles aux Vietminh. Ce tropisme tactique du talion s'impose par vacuité doctrinale mais avec une telle conviction que des rapports d'époque iront même jusqu'à prétendre que : « Contre le mouvement populaire (Vietminh), seul le mouvement populaire peut vaincre ».

À l'occasion, l'armée recrée le service action d'Indochine, renommé Groupement de commandos mixtes aéroportés (GCMA). Sa mission consiste à piloter cette nouvelle composante supplétive en appui du contingent français dans une logique de postes avancés dans la profondeur du Nord du territoire. Ces maquis se structurent sur la base de combattants autochtones encadrés par des sous-officiers et des officiers français. De plus, leurs opérations étant coordonnées et appuyées directement par les hommes du GCMA, ils se trouvent formés par



Poste SCR-610 monté sur une jeep (poste de liaison avec le DLO). © Auteur inconnu/ECPAD/Défense.

la force des choses essentiellement à des procédés tactiques mélangeant des actions de type forces spéciales et troupes d'assaut. Leur soutien opérationnel s'appuie quant à lui sur les populations locales. Les cadres du GCMA comprennent rapidement l'intérêt d'entretenir des liens étroits avec leurs chefs afin d'obtenir des informations, du ravitaillement, ou de nouveaux combattants.

À partir de 1952, Le GCMA récupère alors progressivement toutes les prérogatives de coordination des actions des maquis existants et futurs dans la Haute région du Tonkin. Parmi les plus importants on retrouve le maquis Chocolat (printemps 1952), le maquis Colibri (printemps 1953), le maquis Cardamone (juin 1953), et le maquis Malo-Servan (décembre 1953). Ces groupes de résistance s'appuient sur le terrain pour entraver la liberté d'action des troupes communistes. Ces dernières dépendent d'axes de communication peu nombreux traversant ces régions. De plus, le massif montagneux combiné aux grands ensembles de brousse rend difficile la perception, la reconnaissance de l'ennemi et *in fine* le contrôle du territoire. En conséquence, les maquis s'organisent dans ces vastes zones lacunaires et mènent des actions de harcèlement sur les lignes arrière ennemies.

La plupart de ces groupes de résistance contrôlent très vite plusieurs poches de milliers de km² autour des grands axes de communications ou des villes. L'expérience aidant, le procédé de harcèlement n'empêchent pas ces résistants de concevoir de véritables opérations militaires à l'instar de la saisie de la ville de Phong-Tho par le maquis Cardamone. La tactique est pourtant adaptée et cette conquête fut conçue en envoyant des troupes au plus près de



Entrée en action d'éléments du 1^{er} régiment de chasseurs (RCh) au cours d'une opération.
© Auteur inconnu/ECPAD/Défense.



Tir d'un obusier M2A1 de calibre 105 mm du régiment d'artillerie coloniale du Maroc (RACM) sur un point d'appui au Tonkin. © Auteur inconnu/ECPAD/Défense..

l'objectif, puis en encerclant la cible pour créer un sentiment d'isolement chez l'ennemi tel, qu'il se sentait contraint soit à se replier soit à se constituer prisonnier. Toutefois l'essentiel des procédés tactiques utilisés par la majeure partie des maquis se résume à des missions de guérilla traditionnelle comme le contrôle des axes de communication, le harcèlement des troupes Vietminh, la reconnaissance, ou la destruction des lignes d'approvisionnement.

Ces différentes missions ont un impact fort sur le moral de l'ennemi en entretenant un sentiment d'insécurité permanent qui l'empêche de circuler librement. Mais, cette capacité opérationnelle reste tributaire d'un terrain favorable et le général Giap le sait bien, lui, commandant en chef des forces Vietminh et auteur du premier manuel stratégique vietnamien sur la guerre irrégulière. Il prend très au sérieux cette menace des GCMA et

décide d'affecter à la sûreté de ses bases arrière six bataillons dont certains seront à l'origine de la destruction du Maquis Colibri lors de la bataille de Diên Biên Phu du 13 mars au 7 mai 1954.

Les maquis furent mis à contribution à cette occasion. Le maquis Colibri fut chargé d'opérer une diversion permettant d'occuper les troupes Vietminh, pendant le futur théâtre d'opérations de Diên Biên Phu. Au déclenchement de l'opération, les autres maquis reçoivent l'ordre de ralentir les troupes ennemies le plus longtemps possible dans les pénétrantes en direction de « la cuvette ». Six bataillons vietminh montèrent à l'assaut du maquis Colibri qui résista vaillamment mais, sans renfort, fut complètement disloqué. On sait aujourd'hui que la résistance acharnée des maquis permit certes de gagner des mois mais furent insuffisants pour inverser l'issue des combats à Diên Biên Phu où les troupes de Giap finirent par encercler le contingent français. Peu avant la fin de la bataille, une ultime opération de sauvetage appelée « D » fut même organisée par des cadres de maquis à la tête de près de 1 500 supplétifs indochinois qui leur témoignèrent une dernière fois leur fidélité. Ne sachant pas que les troupes françaises se sont rendues trois jours plutôt le 7 mai, cette force vole en renfort de la position. Malgré la nouvelle de la défaite tombée le 11 mai, les maquisards continueront leurs actions de guérilla jusqu'à l'accord de paix de juillet 1954.

Cet épisode de l'histoire met en avant l'un des premiers exemples d'utilisation de méthodes de guérilla et de contre-guérilla par l'armée française après la Seconde Guerre mondiale. Elle en tirera

des leçons qu'elle reproduira ensuite pendant la guerre d'Algérie notamment avec ses commandos de chasse. En outre, ce conflit instaure les fondements d'une école de la guerre psychologique française avec la création en 1953 d'un bureau de la guerre psychologique et permet d'inscrire cette composante dans le domaine opérationnel et tactique. Si les accords de Genève du 20 juillet 1954 signèrent la fin des maquis indochinois, certains d'entre eux retrouveront l'activité lors de la guerre du Vietnam démontrant une nouvelle fois la pertinence du soutien que les réseaux de résistance apportent aux opérations.



Médaille commémorative de la campagne d'Indochine. © Florival fr.

Un groupe de soldats posant lors de l'opération Camélia dans le secteur de Vong Tan.
© Pierre Ferrari/ECPAD/Défense.



La Médaille de la Résistance française

Ingénieur Civil de la Défense Matthieu Casali, chef de la Section Infrastructure du Bureau de Coordination Zonale de la Direction de la Plate-Forme Commissariat Est.

La Médaille de la Résistance est la seconde décoration de la France combattante commandée par le Général de Gaulle après l'Ordre de la Libération. Cette décoration est instituée par l'ordonnance numéro 42 du 9 février 1943 : « *Il est créé une Médaille de la Résistance française destinée à reconnaître les actes remarquables de foi et de courage, qui en France, dans l'Empire, et à l'étranger, auront contribué à la résistance du peuple français contre l'ennemi et contre ses complices depuis le 16 juin 1940* ».

Contexte

Le 17 novembre 1940 le Général de Gaulle crée l'Ordre de la Libération qui récompense les premiers compagnons. Dès 1942, le Général de Gaulle se questionne pour doter la France combattante d'une deuxième décoration : « *Pour obtenir l'Ordre de la Libération, il est nécessaire d'avoir à son*

actif une action d'éclat véritablement exceptionnelle. Le brave ingénieur X ne me paraît pas dans ce cas. Toutefois une décoration intermédiaire est actuellement à l'étude pour laquelle je vous prie de me proposer monsieur X en temps utile ». Le 19 juillet 1942, le Général de Gaulle convoque une commission chargée de mener une réflexion pour la « *création d'une décoration destinée à récompenser les mérites*



Portrait du Général Charles de Gaulle.
© Auteur inconnu/ECPAD/Défense.

des personnes ayant eu une part effective et importante dans le ralliement des territoires à la France combattante ». Un mois plus tard, cette commission valide le nom de « *Médaille de la Résistance française* ». La nouvelle décoration est officialisée le 9 février 1943. L'ordonnance du 2 novembre 1945 ajoute un grade d'officier : la Médaille de la Résistance avec rosette.

Le mode d'attribution

Le décret numéro 774 portant application de l'Ordonnance numéro 42 du 9 février 1943 instituant une Médaille de la Résistance française prévoit, dans son article 3, son mode d'attribution : « *La Médaille de la Résistance française est décernée par le Chef de la France combattante¹ sur proposition d'un commissaire national. Sauf en cas d'urgence, une commission de quatre membres, nommés par le Chef de la France combattante, est appelée à donner son avis sur chaque proposition* ».

La Médaille est attribuée jusqu'au 31 mars 1947 et jusqu'au 31 décembre 1947 pour la Résistance en Indochine. La Médaille de la

Fanion représentant la croix de Lorraine. © Auteur inconnu/ECPAD/Défense.





© france-phaleristique.com

La médaille

Comme la médaille de l'Ordre de la Libération, la Médaille de la Résistance est l'œuvre du Lieutenant Antoine Mella des FFL. Cette médaille est décrite dans le décret numéro 774 du 9 février 1943. Son ruban noir est traversé par quatre fines bandes rouges et bordé par deux bandes rouges plus larges. Ces couleurs symbolisent le deuil et le sang. Pour les titulaires du titre d'Officier de la Résistance, une rosette de 28 mm s'ajoute sur le ruban. La médaille est en bronze, de forme ronde et d'un diamètre de 37 mm. Elle est frappée d'une croix de Lorraine et de la date du 18 juin 1940 en chiffres romains. Le revers porte l'inscription « PATRIA NON IMMEMOR » (la Patrie n'oublie pas). Les premiers exemplaires sont produits par la maison londonienne J.R Gaunt and Son.

Résistance peut toujours être attribuée à titre posthume aux Résistants, aux Français libres et aux combattants étrangers morts pour la France.

Les décorés

Plus de 65 000 personnes sont décorées de la Médaille de la Résistance. Près de la moitié le sont à titre posthume. Le premier médaillé est un fonctionnaire des travaux publics de l'Afrique Équatoriale : Monsieur Émile André². La médaille lui est attribuée à titre posthume. Il a « joué un rôle extrêmement précieux au cours du ralliement de Brazzaville, le 28 août 1940. [...] Porté disparu à la suite du torpillage du navire qui le transportait vers un nouveau poste où il allait continuer à servir dans une des possessions lointaines de la France ». La Médaille de la Résistance récompense également des collectivités. Sont décorées de la Médaille vingt-deux unités militaires, dix-huit collectivités territoriales et quinze collectivités civiles. Les unités militaires sont principalement des unités de la Marine : cinq sous-marins et huit navires de surface. À celles-ci s'ajoutent trois écoles militaires, trois régiments de l'armée de Terre³, le groupe de bombardement Bretagne ainsi que la Brigade de Gendarmerie de la Chapelle-en-Vercors (Drôme). Les collectivités territoriales sont majoritairement des communes ; dix-sept (Brest, Caen, Ile-de-Sein, Lyon, Oyonnax, ...) ainsi que la Nouvelle-Calédonie. Les quinze collectivités civiles décorées regroupent des structures très diverses. À titre d'exemples nous pouvons citer l'Abbaye Notre-Dame de Timadeuc (Morbihan), la Fédération de la Presse Clandestine, l'Hôpital de Cahors (Lot), les

Scouts du clan routier Guy de Larigaudie (territoire de Belfort), Radio Brazzaville, Résistance Fer (résistants cheminots) et l'université de Strasbourg (Bas-Rhin).

Collecter pour transmettre

L'Ordre de la Libération a, notamment, pour mission d'assurer « le service de la Médaille de la Résistance française et faire rayonner la mémoire de ses titulaires ». Dans ce cadre, et à l'occasion du 80^e anniversaire de la création de la Médaille de la Résistance, l'Ordre de la Libération a débuté depuis mars 2023 une collecte nationale d'archives. L'objectif est d'enrichir les dossiers des 65 000 médaillés afin de « pérenniser et de mieux connaître l'histoire et la mémoire de ces femmes et de ces hommes ». Pour ce faire, les détenteurs d'archives peuvent communiquer des copies numériques de leurs documents à l'Ordre de la Libération à cette adresse collectemrf@ordredelaliberation.fr

1 À partir du 1^{er} janvier 1947, la Médaille est attribuée par décret du Président de la République.

2 Décret numéro 1032 portant attribution de la médaille de la Résistance française en date du 12 mai 1943.

3 13^e DBLE, 1^{er} RI, 1^{er} régiment de fusiliers marins.

SOURCES

BATTINI, Jean, ZANIEWICKI, Witold. *Guide pratique des décorations françaises actuelles*, Paris : Lavauzelle, 1998. 281 p.

La Médaille de la Résistance française, collectif, Paris, Lavauzelle, 2002, 155 p.

Site internet de l'Ordre de la Libération, www.ordredelaliberation.fr

Les décorations de la Résistance

Lieutenant-colonel Marcel Jousen-Anglade, chef du département symbolique du Service historique de la Défense.

La Résistance englobe l'ensemble des mouvements et réseaux clandestins qui ont poursuivi la lutte contre les puissances de l'Axe et leurs collaborateurs depuis l'armistice du 22 juin 1940. Isolés les uns des autres, agissant dans le domaine du renseignement, de la propagande, de l'action clandestine ou de l'aide aux prisonniers évadés, pilotes alliés ou réfractaires, il faudra attendre 1943 pour que la Résistance s'unifie et soit pleinement considérée comme combattante au même titre que les forces militaires, sous la dénomination de forces françaises de l'intérieur (FFI).

Les résistants reçoivent dès lors un grade d'assimilation et deviennent à ce titre éligibles à l'ensemble des décorations remises aux militaires pour actes de bravoure : Légion d'honneur, ordre de la Libération, Médaille militaire, croix de guerre, etc. Ils reçoivent aussi à ce titre la médaille commémorative de la guerre 1939-1945.

Cependant, les actions dans la Résistance vont donner naissance à de nombreuses décorations spécifiques.

La première d'entre elles est bien entendu la médaille de la Résistance française, instituée le 9 février 1943 pour « reconnaître les actes remarquables de foi et de courage qui, en France, dans l'Empire et à l'étranger, auront contribué

à la résistance du peuple français contre l'ennemi et contre ses complices depuis le 18 juin 1940. » Cette décoration ayant déjà fait l'objet de l'article précédent, elle ne sera pas abordée ici.

La première des décorations liées à la Résistance est la médaille de la Reconnaissance française, créée en 1917, et qui permet de récompenser les étrangers civils ou militaires, les collectivités françaises ou étrangères et toutes les personnes de nationalité française ayant, à l'occasion de la guerre et pendant les hostilités, soit accompli des actes de dévouement dans l'intérêt public, soit rendu au pays des services signalés, sans que ces actions revêtent un caractère militaire. Elle a pu être décernée à titre exceptionnel pour faits de Résistance. Décernée par le ministère



Avers des trois classes de la médaille de la Reconnaissance française (vermeil, argent, bronze) et revers. © france-phaleristique.com

de l'Intérieur, elle n'est plus attribuée depuis 1958. Près de 15 000 médailles de la Reconnaissance française ont été attribuées pour la période 1939-1945.

En 1947¹ est créée la médaille de reconnaissance de la France libérée, qui prendra à partir de 1948 l'appellation de médaille de la France libérée. Elle peut être attribuée aux ressortissants français ou alliés qui ont apporté une contribution notable à la Libération, mais sans avoir été distingués préalablement par une autre décoration. 13 469 personnes l'ont reçue.



Médaille de la France libérée (avers et revers).
© france-phaleristique.com

La loi du 6 août 1948 qui définit le statut des déportés et des internés de la Résistance institue aussi à leur profit une médaille de la déportation et de l'internement pour faits de Résistance. D'un modèle unique, son ruban est différent selon qu'on la reçoit au titre de la déportation (rayures verticales) ou de l'internement (rayures obliques), une agrafe mentionnant la qualité de déporté ou d'interné pouvant être ajoutée sur le ruban. Chaque titulaire de la carte de déporté ou d'interné pour faits de Résistance² a droit au port de cette décoration (près de 70 000 titulaires).



Médailles de la déportation et de l'internement pour faits de Résistance (avers et revers).
© france-phaleristique.com

C'est en 1954 que fut instituée la Croix du combattant volontaire de la Résistance, pendant de la croix du combattant volontaire de la guerre 1939-1945 créée l'année précédente pour les membres

des forces armées. Peuvent y prétendre tous les titulaires de la carte de combattant volontaire dans la Résistance, soit plus de 260 000 personnes.



Croix du combattant de la Résistance (avers et revers).
© france-phaleristique.com

Le décret du 27 décembre 1954, portant statut de « patriote proscrit et contraint à résidence forcée en pays ennemi », institua par son article 9, une médaille spécifique, dont le nom sera changé en 1959 pour devenir la médaille du patriote résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle, incarcéré en camps spéciaux.

En 1963, est créé une médaille, officiellement appelée « insigne du Réfractaire », ayant pour but d'honorer les plus de 100 000 français qui se sont soustraits au service du travail obligatoire en Allemagne, et ont donc, de ce fait, participé à la lutte contre l'envahisseur.



Médaille du patriote résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle. Avers commun et revers (de la création en 1954, et modifié en 1959). © france-phaleristique.com



Insigne du réfractaire (avers et revers). © france-phaleristique.com

Enfin, la dernière décoration créée en lien avec la Résistance est l'insigne de patriote réfractaire à l'annexion de fait, institué en 1998 pour récompenser les alsaciens-lorrains pour leur attitude patriotique de 1939 à 1945. Cet insigne est sans ruban mais constitué par une bélière à laquelle est suspendue une médaille du diamètre usuel des décorations.

Ce bref aperçu des décorations spécifiques liées à la Résistance ne serait pas complet sans mentionner aussi :

- ▶ les médailles d'honneur des ministères qui ont été accordées au titre d'actions au sein de la Résistance (notamment la médaille d'honneur des Postes et Télégraphes, la médaille d'honneur des Douanes, la médaille d'honneur de la Police française et les médailles pour actes de courage et de dévouement) ;
- ▶ une décoration émouvante, créée par le royaume du Laos en 1949 et baptisée médaille de la Résistance franco-laotienne, décernée à 400 bénéficiaires en commémoration des combats menés conjointement³ contre les japonais de 1940 à 1945.



Insigne de patriote réfractaire à l'annexion de fait (avers et revers). © france-phaleristique.com



Médaille de la Résistance franco-laotienne (avers et revers). © Musée de la Résistance en ligne.

1 Décret du 12 septembre 1947.

2 Une décoration très proche existe, pour déportation ou internement du fait d'opinions politiques.

3 Le Laos était alors un État indépendant, associé à la France au sein de l'Union française, et avait de ce fait son propre système de récompenses, ordres, décorations et médailles.

Le canon de 75, légende de la Grande Guerre

Lieutenant-colonel Philippe Pasteau, délégué militaire départementale de Haute-Vienne, docteur en histoire.

Au cours des années qui suivent la défaite de 1870, c'est l'ensemble des activités du ministère de la Guerre qui est rénové. Outre les infrastructures avec la construction de casernes dans chaque ville de préfecture et de sous-préfecture, des recherches sont menées en matière d'armement pour améliorer notamment le fusil Lebel ou les mitrailleuses. Mais l'effort est significativement porté aussi sur les pièces d'artillerie pour modéliser le canon de 75 qui restera un des canons les plus redoutable de la Grande Guerre.

Le 75, canon innovant : son frein de tir-culasse

Pour amortir le recul d'une pièce au départ du coup et éviter ainsi les opérations de repointage, les ingénieurs travaillent sur un dispositif permettant de désolidariser le mouvement du tube de celui de l'affût. Plusieurs systèmes élastiques, à ressort

ou pneumatiques sont étudiés sans donner de résultats satisfaisants. Dans le courant des années 1880, des industriels allemands inventent le principe du frein récupérateur de tir pour absorber l'énergie du recul. Cependant, ce sont des ingénieurs français qui réussissent à mettre au point secrètement, une douzaine d'années plus tard, le frein hydropneumatique du canon de 75 mm, entré en service en 1897.

Les travaux scientifiques des ingénieurs militaires Deport et Sainte-Claire Deville permettent de freiner le recul de la pièce au moyen d'un piston hydraulique qui repositionne automatiquement le tube en position initiale de tir sans déplacer l'affût. La mise en œuvre de ce procédé accélère la cadence de tir et améliore la précision de la trajectoire.

Le 75, un système d'artillerie couplé avec la logistique

Un trinôme de matériel particulièrement efficace

Le canon de 75 se compose de trois éléments roulants, le canon, l'avant-train et l'arrière train-caisson, qui, sont organisés en deux attelages : la voiture-canon et

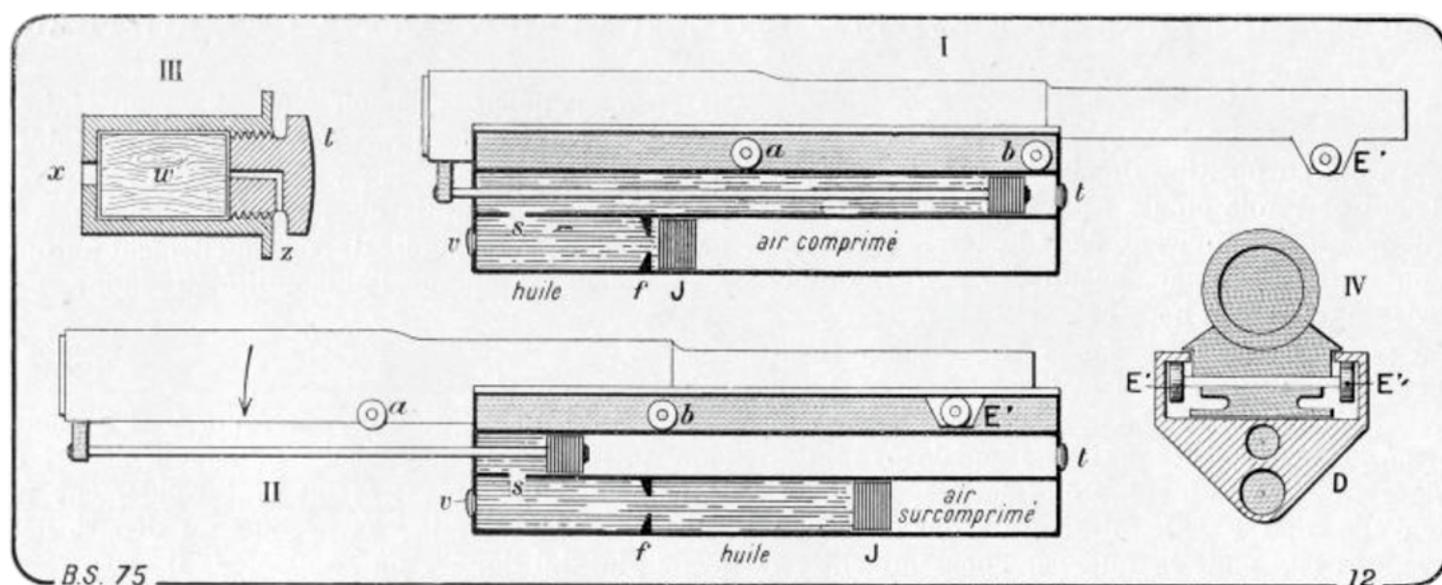


Schéma du fonctionnement du frein hydropneumatique. Baudry de Saunier, *Le Canon de 75*, 1915, © SHD.



Près de Kupa. 75 prêt à tirer. © Paul Dubray/ECPAD/Défense.

la voiture-caisson chargée de 72 coups immédiatement disponibles. Légère, la masse artillerie pèse 1 140 kg, soit 1 970 kg pour la pièce complète en ordre de bataille. Forte de 7 hommes, l'équipe de pièce se déplace sur des attelages tractés par un ensemble de 6 chevaux. L'immobilité de l'affût au départ du coup est obtenue par l'ancrage de bèches à

l'arrière, ainsi que par des freins sur chacune des roues équipées de patins crampons.

L'ensemble est recouvert d'une nouvelle peinture gris perle qui remplace les couleurs réglementaires noir et vert olive. Supposée moins visible, cette couleur est surtout moins absorbante de chaleur, ce

qui limite l'augmentation de la température des poudres au soleil et donc l'allongement non maîtrisé de la portée du tir. Au cours de l'année 1917, la traction automobile et le transport sur camion sont progressivement utilisés pour le déplacement des pièces.

Les munitions

Le canon de 75 tire des obus explosifs jusqu'à 8 000 m d'un peu plus de 7 kg chargés de 800 g de mélinite provoquant environ 2 000 éclats, ainsi que des obus à balles ou schrapnel. Après le tir, l'ouverture de la culasse actionne un dispositif d'extraction de la douille par crochetage de sa gorge postérieure.

Le 75, une composante prépondérante au combat

Au printemps 1898, le 39^e RA est le premier régiment à être équipé du canon de 75. Ses six batteries sont dotées chacune de quatre pièces, en remplacement du canon de 90 de Bange. Progressivement, il équipe l'ensemble des régiments d'artillerie de campagne de l'armée française, avant d'être exporté vers des pays alliés.

La mise en œuvre du canon de 75 donne à l'armée française quinze ans d'avance technique sur les puissances voisines. Cependant, en exploitant cette évolution majeure, la France délaisse l'artillerie lourde, tandis que l'Allemagne la développe à outrance de son côté.

Par leurs mouvements dynamiques les unités de 75, caractérisées par l'ensemble canon-caisson, reprennent le vocable de « batteries volantes » puisqu'elles ont la possibilité de rejoindre au galop les secteurs du front en difficulté et d'ouvrir



Munitionnettes chargeant des balles de shrapnell dans un obus fusant de 75 au cours de la Grande Guerre.
© rosalielebel75.franceserv.fr

promptement le feu. Cette rapidité, propre aux canons légers, rappelant l'énergie débordante de l'artillerie de la Garde impériale, permet une disponibilité du feu avec des délais brefs lorsqu'un besoin prégnant se manifeste.

La consécration du 75 à l'occasion de la Première Guerre mondiale

Lors de la mobilisation de la Grande Guerre, l'artillerie compte 3 840 pièces de 75, qui équipent plus d'une soixantaine de régiments. Durant le conflit, elles sont progressivement renouvelées, le tube ne supportant guère plus de 5 000 coups. Au total, plus de 17 500 exemplaires ont été construits en quatre ans, si bien que 5 300 demeurent en service au terme du conflit. Le capitaine d'artillerie Pierre Maurisset, ingénieur de l'École centrale, remarque, en 1916 à Verdun, que la considérable quantité

Gare de Germaine, Marne, mise en caissons d'obus de 75 mm. © Paul Bressolles/ECPAD/Défense.





Vienne-le-Château (Marne). Auto canon de 75 mm contre avion et caisson à munitions.
© Albert Samama-Chikli/ECPAD/Défense.

d'obus tirés endommage dangereusement les canons. L'éclatement des tubes, provoquant la mort des équipes de pièces, impose d'organiser la mise de feu à la ficelle en plaçant les servants sous abri. Sans rien enlever à l'Infanterie, l'arme maîtresse de cette guerre se révèle rapidement être l'artillerie. N'ayant jamais été utilisés avec autant d'intensité, les canons deviennent extrêmement redoutables. L'historien contemporain Jean-Claude Delhez le souligne lorsqu'il écrit : « l'artillerie domine le champ de bataille et non le couple mitrailleuse-baïonnette. Dans l'armée française, les trois-quarts des victimes [...] sont fauchées par un obus¹ ». De son côté, l'écrivain combattant allemand Ernst Jünger le confirme en la qualifiant de « guerre de longue portée² ».

Il convient d'évoquer la participation de l'artillerie d'assaut³ qui met en œuvre les premiers chars, à partir de 1916, afin de porter un appui mobile immédiat à l'infanterie en phase offensive. Les chars Schneider et Saint-Chamond sont équipés d'un canon de 75 mm et de mitrailleuses Hotchkiss de 8 mm.

Une mise en service prolongée

Le canon de 75 est maintenu en service dans les campagnes au Levant (1918) et en Cilicie (1919-1920) contre le Turcs, en Syrie (1920) contre les Chérifiens, sur l'Euphrate (1921 et 1925-1927) contre les Turcs puis les Druzes.

Au début de la guerre d'Indochine (1945-1954), quelques pièces déployées sur le théâtre sont utilisées pour défendre ponctuellement des positions. Les derniers coups de 75, tirés par l'armée française, datent de la fin des opérations de maintien de l'ordre en Afrique française du Nord (1952-1962). Au même moment, quelques pièces sont laissées aux nouvelles puissances indépendantes lors de la décolonisation. Un siècle après sa mise en service, le canon de 75 reste à l'esprit des Français, et orne toujours quelques monuments aux morts et quelques casernes.

Aujourd'hui, les seules reliques de 75 encore en service sont des pièces de tradition, tractées par attelages

hippomobiles, utilisées notamment lors de la cérémonie d'investiture d'un nouveau président de la République. Selon une tradition monarchique, encore en service dans beaucoup de pays, 21 coups sont tirés à blanc devant l'esplanade de l'Hôtel des Invalides. Ces pièces en parfait état font partie de la collection du musée de l'artillerie de Draguignan.

Surnommé le « vainqueur de la Marne », le canon de 75 demeure longtemps fêté par les anciens combattants, comme par les civils, alors que son efficacité, prouvée sur une troupe à découvert ou faiblement retranchée, était quasi nulle sur des abris fortifiés. Pour autant, la légende du 75 demeure vivace un siècle après la fin de la Grande Guerre. Techniquement révolutionnaire, son frein hydropneumatique ouvre l'ère moderne de l'artillerie, dont les pièces tirent désormais à une cadence de 8 coups par minute.

1 Jean-Claude DELHEZ, *Douze mythes de l'année 1914*, Paris, Économica, 2013.

2 Ernst JÜNGER, *Orages d'acier*, Paris, Christian Bourgois, 1970.

3 Initialement appelée « artillerie spéciale ».

Crapouillots et crapouilloteurs, 1914-1918

Capitaine © Olivier François, Bureau retex (CDEC).

La guerre de tranchées fait écho à la puissance de l'artillerie dont la masse des effets imposent à l'infanterie de se terrer à l'abri. Dès lors la reconquête des positions nécessite un renouvellement capacitaire permettant l'émergence d'un appui indirect puissant au plus près des Poilus : « le crapouillot ».

Le développement de l'artillerie de tranchées (AT) est provoqué par l'avènement de la guerre de position à compter de septembre 1914. L'équation militaire posée aux

belligérants est en effet complexe. Les « défenses accessoires », réseaux de barbelés et pièges en tous genres combinés avec le feu des mitrailleuses cassent le plus souvent l'élan de l'infanterie. Les canons à trajectoire tendue, qui constituent l'essentiel des dotations, peinent à frapper l'intérieur de la tranchée adverse. La situation est pire en France car la faible capacité de destruction de l'obus du fameux 75 qui constitue l'essentiel de l'artillerie ne peut rivaliser avec celle des 105 et 150 adverses. Les batailles de la Marne et de l'Aisne finissent d'ailleurs d'achever les stocks : il reste 450 coups par pièce au 19 septembre ! La guerre va-t-elle finir faute d'obus complexes à produire ? Le canon-miracle est de plus sans effet sur les abris. Régler les tirs d'artillerie de campagne, forcément éloignée des premières lignes est tout aussi complexe faute de moyens de communications appropriés... il faudrait disposer à proximité des premières lignes d'une artillerie qui puisse plus facilement appuyer l'infanterie.

L'Allemagne a développé, suite aux phases de stagnation de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, des pièces lourdes à tir courbe (*minenwerfer*, lance-mines) capables d'envoyer des projectiles de



Transport d'obus de « crapouillot » dans une tranchée. 1916. Photographie tirée de l'hebdomadaire « Le Miroir ».

50 à 97 kg¹ très chargés en explosif. D'abord utilisée en août 1914 contre les fortifications belges, cette artillerie d'un nouveau genre accable dès l'automne l'infanterie française dans ses tranchées de tirs aussi meurtriers que démoralisants. Rien de comparable en France. Force est donc alors de se livrer sans grand succès à de nombreuses improvisations pour tenter de combler cet écart capacitaire. Des canons lance-grappin sont censés arracher les barbelés adverses ; des charriots porte-bombes doivent arriver au même résultat ; des boucliers sur roues permettre à des « cisailleurs » de couper les fils, etc. Mais aucune de ces initiatives ne rencontre de grand succès. L'urgence oblige même à remettre en usage dès l'automne 1914 les mortiers du règne de Louis-Philippe ! Vue de côté, la forme



Mortier Louis-Philippard servi par des fantassins. L'improvisation règne, dans le domaine tactique comme celui de l'orthographe. Le peu discret nuage de départ causé par la poudre noire est bien visible. © Col. Part, DR.



Archétype de l'AT, le mortier de 58 n° 2 avec son projectile. © Col. Part, DR.



Accroître les capacités de destruction impose des bombes de plus grande contenance en explosifs. Ici un dépôt de première ligne. © Col. Part, DR.

de ces pièces évoque un batracien prêt à bondir. Le général Rouquerol, artilleur émérite, décrit ainsi : « L'aspect de ces engins rappelant le crapaud lourd et trapu, portant de grosses glandes autour du cou ». Le surnom de crapouillot – petit crapaud dans certains patois – leur est donné par les combattants.

De nombreux matériels sont alors testés sur le même principe. Le mortier Cellierier est improvisé à partir de projectiles adverses non explosés. La faible portée de ce matériel – 290 m au mieux – sa précision aléatoire et sa faible puissance en font un matériel de transition. Un bien plus efficace mortier de 58 apparaît en

janvier 1915. Il est rapidement modernisé pour pouvoir projeter en tir courbe de 400 à 1 450 m des charges de 16 à 45 kg dont 6 à 20 d'explosif. La pièce est lourde – 400 kg – peu mobile, assez peu précise mais rustique, facile d'emploi et surtout puissante. Des batteries de douze pièces destinées à détruire les installations adverses sont mises sur pied. Les « crapouilloteurs », servants des pièces, sont à l'origine issus de l'artillerie. La plupart des cadres sont initialement des réservistes de l'artillerie auxquels s'adjoignent dès 1915 des cadres de cavalerie ou des aspirants sortant d'école. Des matériels plus légers, improprement appelés crapouillots, sont aussi distribués à l'infanterie.

Cette AT permet de rétablir l'équilibre en Argonne où les troupes françaises reculent sous le feu des *minenwerfer* allemands. Puis les crapouillots s'illustrent lors de la bataille d'Artois de mai-juin 1915 dans la neutralisation de casemates de mitrailleuses. Si le projectile peine à détruire les abris, il est assez destructeur pour en murer les entrées, démolir les défenses accessoires et les tranchées et atteindre, de par les ravages occasionnés, le moral adverse. Des pièces plus lourdes – 240 puis 340 mm – s'y ajoutent. Le succès de cette nouvelle subdivision est rapide. 400 pièces sont engagées en Champagne et 280 en Artois à l'automne 1915, plus de 600 à Verdun l'année suivante. La préparation d'artillerie de l'offensive de la Somme voit un millier de crapouillots tirer 400 000 coups rien que dans la phase initiale.

Une doctrine d'emploi est ainsi écrite au début de l'année 1916. L'AT exerce le rôle d'artillerie lourde à courte portée dont l'effet de souffle détruit les installations



L'insigne non réglementaire des crapouillots – un crapaud vomissant une bombe de mortier dans une couronne de lauriers – s'inspire à la fois de la silhouette de la pièce et du tir courbe d'un projectile ventru visible à l'œil nu qui rappelle le bond du batracien. Col. Part, DR.



L'insigne des crapouillots, ici pour cadre, s'inspire de la forme de la bombe, le fond écarlate rappelant l'artillerie. Col. Part, DR.

adverses. Les crapouillots sont engagés en masse, en lien avec l'artillerie classique. Ils constituent aussi en dehors des grandes offensives un instrument d'attaque destiné à user l'ennemi par des tirs soudains. Le « crapouillotage » oblige l'artillerie adverse à se démasquer, laquelle devient à son tour une cible pour les canons français. Des fausses préparations d'attaques par canons de tranchée soutenue par des pièces à tir tendu sont effectués durant la bataille défensive de Verdun. S'attendant alors à voir surgir l'infanterie française à la fin du bombardement, l'adversaire garnit ses tranchées ou ce qu'il en reste ; un tir d'écrasement des crapouillots sur les fantassins allemands termine alors l'œuvre de destruction. La grande contenance des bombes les rend aussi aptes à projeter des gaz et atteindre des concentrations d'agents chimiques pouvant saturer les masques adverses.

Les alliés belges et serbes reçoivent des mortiers de 58. De nombreuses batteries sont de façon momentanée mises à disposition des Britanniques puis des Américains.

L'AT atteindra le summum de sa puissance en 1917 avec quelques 300 batteries, 50 000 hommes et 30 000 chevaux. La dotation en pièces de la division d'infanterie est quadruplée par rapport à 1915. Une « réserve générale d'artillerie » de tranchée est créée pour appuyer les offensives. Un peu réduit en volume, l'ensemble est regroupé en quatre régiments au début de 1918. Chacun comptant plus de 10 000 « crapouilloteurs », il constitue dans les faits une unité administrative dont les groupes – plusieurs batteries – sont détachés aux armées en fonction des besoins.

1918 marque la fin de l'emploi de cette artillerie. Le nombre de batteries est progressivement réduit à 190 batteries du fait des problèmes d'effectifs et du manque de chevaux dans l'artillerie. Une artillerie de tranchées se révèle aussi inappropriée avec la perspective de la reprise des offensives allemandes. La création de nouveaux régiments dotés du 75, cette fois souvent transportés par camion, le développement de l'artillerie lourde de campagne oblige à davantage puiser dans les unités d'AT. Une seconde réduction a lieu en juillet pour étoffer de nouveau l'artillerie de campagne,

mise à mal par le rythme effréné des opérations depuis le 21 mars, date de la première offensive allemande. Enfin, le caractère mobile des opérations à compter de l'été montre les carences en termes de déplacement de cette artillerie spéciale certes puissante, mais peu apte au mouvement.

Constamment améliorée, gagnant en portée, précision et puissance de destruction, l'improvisation de l'automne 1914 s'avère un outil irremplaçable de la victoire de 1918. Répondant à une exigence tactique lié à la guerre de position, l'AT illustre tout autant la capacité d'adaptation réactive de l'artillerie française face à une forme de guerre imprévue.

1 L'obus explosif de 75 pèse un peu plus de 5 kg dont 700 g d'explosif.

SOURCES

Pierre WALINE, *Les crapouillots 1914-1918, naissance vie et mort d'une arme*, Limoges-Nancy, Lavauzelle, 1965, 274 p.

Guy FRANCOIS, *Les matériels de l'armée française - les canons de la victoire 1914-1918, t. 3, L'artillerie de côte et l'artillerie de tranchée*, Paris, Histoire et colle.

Le canon de 88 mm FlaK, fleuron de l'artillerie allemande (1933-1945)

Antonin Derville, stagiaire M2 Histoire à la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire (CDEC).

Sans conteste la pièce d'artillerie allemande la plus marquante de la Seconde Guerre mondiale, le canon de 88 mm FlaK (abréviation de *Flugabwehrkanon*) a été conçu, à l'origine, comme une arme de défense anti-aérienne. Par un étrange caprice du destin, le « 88 » (tel que l'ont surnommé les Alliés) est aussi devenu, surtout après 1943, l'un des canons antichars les plus efficaces de son temps. Embarqué également sur certains UBot (88 mm SK C/35), le canon de 88 mm s'impose sur bien des théâtres comme une arme polyvalente par son emploi et redoutable par son efficacité.

La genèse du premier modèle : conception et mise en service du FlaK 18

L'essor de l'aviation à la fin de la Première Guerre mondiale crée la demande d'une artillerie capable de la contrer. Le « 88 » doit répondre à ce besoin identifié rapidement côté allemand. Il convient de préciser que ce canon n'est pas conçu *ex nihilo* ; il est le fruit de l'adaptation d'un modèle connu sous le nom de Kw Flak 17 développé par Krupp et Erhardt (futur Rheinmetall) à partir de 1917. Ce dernier est lui-même inspiré du canon de 90 mm, placé – par la *kriegsmarine* – sur des affûts terrestres pour le tir antiaérien dès 1915 auquel on modifie le socle et on ajoute les roues. Le FlaK 18 L56 naquit

donc de la conjoncture expérimentale et réflexive de l'artillerie. Fort de ceci, le modèle FlaK 18 fut développé dans le plus grand secret par une équipe de techniciens de chez Krupp détaché auprès de Bofors (entreprise d'armement suédoise) entre 1920 et 1933. En raison des restrictions imposées par le traité de Versailles, les fabricants d'armes allemands ont dû, pour continuer leur activité, délocaliser leurs équipes de concepteurs et établir des collaborations avec les entreprises d'armement étrangères. Le prototype voit ainsi le jour en Suède courant 1928. Lorsqu'Hitler arrive au pouvoir en 1933 et lance le programme de réarmement (courant 1934), le nouveau FlaK 18 en est alors au stade de la production. Ce dernier, équipé d'une action semi-automatique,

Un canon de 8,8 cm FlaK-18 utilisé par des artilleurs italiens en action. © Auteur inconnu/ECPAD/Défense.



d'une culasse coulissante horizontale, était capable de tirer des obus de 9,5 kg à un plafond vertical entre 8000 et 9000 m et horizontal de 15 000 m¹. La cadence de tir était d'environ 15 coups par minutes. Produite en grand nombre, cette première pièce est à l'origine de la réputation du « 88 ».

Le FlaK 18 et la guerre d'Espagne : une utilisation pour le combat terrestre (1936-1939)

Durant la guerre d'Espagne, le contingent allemand connu sous le nom de légion Condor était équipé de 5 batteries FlaK 18². En raison du besoin criant en artillerie côté franquiste, les 88 allemands sont principalement utilisés pour le combat terrestre ; premier dévoiement de sa fonction anti-aérienne primaire. En 1937, le général Ludwig von Eimannsberger entrevoit le potentiel du canon dans un rôle antichar. En effet, les canons de 88 mm sont auréolés d'un premier fait d'arme notable : ils permettent de stopper une offensive de T-26 Soviétiques, ce que les Panzer I



FlaK 18 de 3/4 et en bon état de conservation.

n'avaient pas su faire. Consécutivement à cela, des journaux de propagande tel que *Der Adler* ou *Die Wehrmacht* s'interrogent sur le rôle du FlaK et évoquent le canon à l'occasion d'une réflexion tactique portant sur la place de l'artillerie dans la *Blitzkrieg*³. Cette réflexion trouve rapidement un prolongement et, surtout, une forme d'étalement dans *Deutsche Kampfen in Spanien* – monographie faisant office de Retex. Celle-ci rend compte des statistiques suivantes : « Depuis début 1937, le canon FlaK a été utilisé de plus en plus pour le combat au sol, combat pour lequel sa précision, sa cadence de tir et sa portée le rendait particulièrement adapté.

Durant la grande offensive en Catalogne, 7 % des tirs furent à l'encontre de cibles aérienne, 93 % contre des cibles au sol⁴ ». Si certains officiers – dont Guderian – modèrent alors l'enthousiasme de cette nouvelle forme d'emploi et incombent l'efficacité terrestre du 88 aux lacunes militaires des troupes républicaines, l'utilité du canon n'est pas remise en cause, bien au contraire. *In fine*, les hauts-dignitaires du régime s'emparent du débat et ordonne un tir comparatif de tous les types d'artillerie contre des bunkers en béton. Ce tir eut lieu en 1938, sur le champ d'artillerie de Jüteborg (Danemark). À cette occasion, en présence d'Hitler et de Goering, le 88 obtint les meilleurs résultats⁵. L'expérience, certes concluante, laisse néanmoins entrevoir la nécessité de certaines améliorations pour l'emploi terrestre. Parallèlement, pour l'emploi anti-aérien, le besoin identifié dès 1939 par la *Wehrmacht* d'augmenter le plafond vertical du canon achève d'accélérer l'évolution du 88 mm.

La nouvelle génération du 88 (FlaK 36/37) : un canon polyvalent qui constitue « l'épine dorsale du système de défense allemand »

Fort de son expérimentation sur le théâtre espagnol, quelques points faibles sont décelés dès l'année 1936. Pour adapter



Flak 36 1944 France. © World War Photos.

tout à fait le 88 au combat terrestre, un gros travail est fourni sur la plateforme et les roues. Désormais tractable dans les deux sens, il n'est plus nécessaire de le ranger en position transport ce qui a pour effet d'accélérer considérablement le temps d'entrée en action. De surcroît, le canon est équipé d'un nouveau châssis qui permet une mise en batterie plus rapide. Enfin, un bouclier est installé pour protéger les servants. La somme de ces améliorations est appelée Flak 36. Très vite, la nouvelle version est complétée pour l'emploi antiaérien par le FlaK 37. Cette dernière version ajoute aux nouveautés du 36 le perfectionnement de la conduite du tir, notamment en ce qui concerne les viseurs des canons antiaériens (intronisation du système de « suivi du pointeur »). L'information est désormais transmise au canon par l'intermédiaire du *Funkmessgerate*, sorte d'ordinateur mécanique utilisé pour calculer la position d'un avion (vitesse, altitude, trajectoire). Le

Funkmessgerate calculait ainsi le moment optimal pour fournir un tir susceptible de faire exploser l'obus au bon moment et à la bonne hauteur⁶. Les FlaK 36/37 équipent les troupes de la *Wehrmacht* à l'aube de la Seconde Guerre mondiale.

L'emploi antiaérien du 88 durant la Seconde Guerre mondiale : des efforts constants de production et d'amélioration

Entre l'été et l'automne 1939 sont recensées pour les forces du Reich 657 batteries lourdes dont environ 2 600 canons de 88, 105 et 37 mm. Cependant, compte tenu de la menace alliée planant sur les centres industriels, les infrastructures névralgiques, les voies d'acheminement et les villes, ces chiffres se révèlent rapidement insuffisants. Pour W. Muller, le dispositif ne permettait pas de couvrir certains secteurs notamment autour d'Hambourg, de Berlin et des

zones industrielles de l'ouest rhénan. De véritables efforts de production sont fournis tant et si bien qu'en aout 1944, on dénombre un peu plus de 11 000 FlaK de 88 mm dans les rangs allemands. D'autre part, les allemands souhaitent encore allonger la portée verticale de la DCA. Pour pallier ce besoin, sont conçues dans un premier temps les « tours Flaks », dispositifs en élévation et spécialement équipés de canons antiaériens de divers calibres. La ville de Munich qui, en 1941, est protégée par 33 batteries antiaériennes, dont 66 canons de 88 mm, intègre certaines de ces tours à sa ceinture défensive. Cela demeure néanmoins insatisfaisant aux yeux de la *Luftwaffe*.

L'adaptation du 88 mm en conduite : le FlaK 41

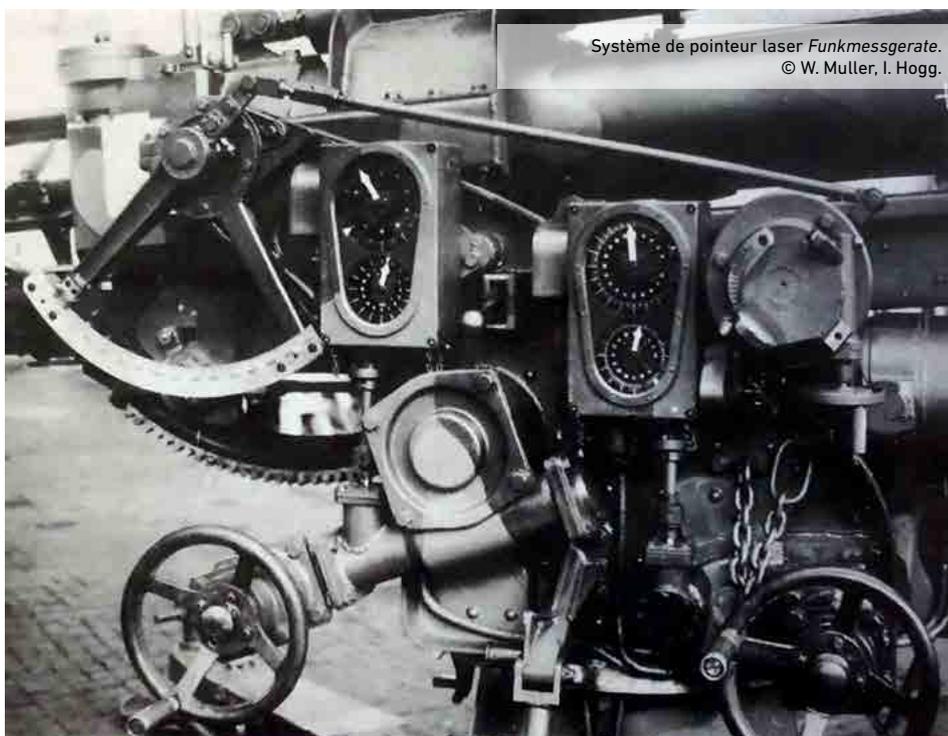
Outre la portée verticale, la FlaK (DCA) constate en conduite qu'il est de rigueur d'augmenter la fonctionnalité du canon

Sud de la France. Soldats installant un lourd canon anti-aérien Flak 36 de 8,8 cm sur la côte, au niveau d'une baie.
© Bundesarchiv, Bild 1011-258-1324-13 / Micheljack, 1942.



ainsi que sa vitesse de tir initial. Cela justifie la commande d'une nouvelle version du 88 mm FlaK. Les prototypes furent prêts assez rapidement, dès 1941, mais les premières livraisons du FlaK 41 n'arrivèrent qu'en mars 1943. Parmi les améliorations notables, un plateau tournant est ajouté à la plateforme et la cadence de tir atteint désormais 20 coups par minute. En ce qui concerne la portée maximale, elle est finalement poussée à plus de 25 % par rapport à celle du FlaK 36/37 selon J. Norris. Au sol, la portée atteint 19 700 m et à la verticale, celle-ci atteint 15 000 m avec un pic d'efficacité à 10 000 m. Enfin, si la pièce est bien plus lourde que ses prédécesseuses, elle demeure plus légère que son concurrent britannique de 3,7 pouces. Point faible : le FlaK 41 a la fâcheuse habitude de s'enrayer faute d'un entretien méticuleux. Aussi, ce canon restera cantonné à une position statique – souvent intégré aux bunkers – spécialement au sein des frontières du Reich.

Quid des résultats après de tels efforts ? À titre indicatif, en janvier 1945, le SHAEF (*Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force*) sortit une étude au sujet de l'impact des canons antiaériens allemands sur les bombardiers de l'*American 8th Air Force*. Les chiffres sont alors éloquentes : depuis l'entrée en guerre, la DCA est la cause de 66 % des 700 bombardiers abattus et de 98 % des 13 000 endommagés. L'étude précise qu'en 1943, 33 % des bombardiers abattus et 66 % des endommagés l'ont été du simple fait du FlaK. Toutefois, malgré ces statistiques élogieuses, un point faible majeur est à noter : le FlaK de 88 mm était inefficace sur les avions volant à très basse altitude car, la lourdeur de la pièce rendait la vitesse de pointage insuffisante pour les suivre dans le ciel.



Système de pointeur laser *Funkmessgerate*.
© W. Muller, I. Hogg.

L'emploi sur des cibles terrestres durant la Seconde Guerre mondiale

L'emploi poliorcétique du FlaK : l'attaque de petits édifices fortifiés (1938-1940)

L'essai de Jüteborg (susmentionné) a permis de tester l'efficacité du 88 contre les petites structures fortifiées. Aussi, lors de la crise des Sudètes, les Allemands s'emparent des fortifications tchécoslovaques, identifient leurs faiblesses, et poursuivent les essais au canon de 88 mm. Ce dernier, en vertu de la grande vitesse de son projectile, est capable de percer une cloche blindée à une distance inférieure à 900 m. Un manuel de formation de l'armée allemande, « *Procédures pour l'attaque des positions défensives fortifiées* » publié à l'été 1939, mentionne d'ailleurs cet état de fait⁷. Ce dernier préconise que les canons de 88 suivent de près les détachements d'assaut lorsqu'une brèche se crée dans le front

défensif adverse. La tactique adoptée pour l'attaque des petits ouvrages de la Ligne Maginot est précisément inspiré de ce manuel : après contournement, l'assaillant matraque le béton des façades jusqu'à ce que les canons antichars montés en créneau soient réduits au silence. Puis, les canons s'approchent à quelques centaines de mètres des blocs pour neutraliser leur cloche. C'est ainsi que les allemands procédèrent pour s'emparer de l'édifice de La Ferté le 19 mai 1940⁸. L'utilisation du canon de 88 mm n'a été cependant efficace que sur les petits ouvrages isolés et non protégés par l'artillerie. Ailleurs, la présence d'artillerie ou de mortiers anéantit toute tentative d'attaque comme ce fut le cas lors de l'assaut de l'ouvrage d'Einseling le 21 juin 1940⁹.

Canon automoteur

Pour fournir une protection contre les attaques aériennes pendant que l'armée était en mouvement, les allemands

ont développés une série de canons antiaériens automoteurs. Des essais infructueux ont été menés avec le FlaK 18, et c'est véritablement après deux ans de guerre que le concept prend forme. En 1941, le *Waffenamt* (bureau central pour le développement technique et la production d'armes) commande un autre *panzerjaeger* (chasseur de char) lourd, le 88 mm K (Pz Sf) *auf sonderfahrgestell* (sur châssis spécial). Pour ce modèle était prévu l'intégration d'une version adaptée du FlaK 36 dans une tourelle ouverte. Le châssis était basé sur celui du *Panzerkampfwagen IV* et était connu sous le nom de Pz FS IVc. Une version plus poussée prévue sous le nom de *Gerat 42* devait voir le jour en 1942 dans les usines de Rheinmetall mais rencontrera des problèmes de production et sera abandonné en février 1943. Pourtant, quelques prototypes furent mis à la

l'essai en octobre 1943 à Ostebaad-Kuhlingsborn avec des résultats prometteurs. Toutefois, devant la nécessité de produire des chars rapidement, le projet fut abandonné.

Emploi antichar

Dès le début de la guerre du désert, au cours de l'année 1941, le maréchal Rommel fit de l'emploi du canon de 88 l'une des pièces maîtresses de sa palette tactique. Il avait alors pour habitude d'envoyer ses chars légers comme rabatteurs afin d'amener les Matilda Mark II à portée des canons FlaK employés en tir horizontal. Déjà lors de la bataille d'Arras entre les 19 et 21 mai 1940, le « renard du désert » avait stoppé les Matilda et les S-35 alliés par le biais de ses FlaK.

TÉMOIGNAGE

“ Rommel, grand amateur de l'emploi du 88, tenant ses paroles après les combats de juin 1941 :

Le vrai centre de gravité de la bataille de juin a été la passe d'Halfaya, défendue avec une grande opiniâtreté par les artilleurs du commandant Bach. Si nos canons de 88 mm firent une fois de plus merveille, le commandant Pardi, à la tête d'une compagnie d'artilleurs italiens, s'est tout aussi brillamment comporté [...].¹⁰ ”

Flak 41. © W. Muller, I. Hogg.



Sur le front de l'est, les chars soviétiques KV-I, KV-II et T35 ne résistent guère plus à l'efficacité du 88. W. Muller estime qu'entre le 22 juin et la mi-septembre 1941, le 1^{er} corps de la FlaK (comprendre ici DCA) a mis hors combat 300 avions et 3 000 VBL russes. Le journal de guerre du FlaK-rgt 104 dénombre, entre le 22 juin 1941 et le 1^{er} avril 1942 pour ce seul régiment 252 avions, 106 chars, 1 train blindé, 2 dépôts à munition et 288 nids à mitrailleuses abattus. Mais cette supériorité est de courte durée, car l'Armée Rouge, surtout à partir de l'année 1943, est toujours accompagnée d'une artillerie de bombardement puissante. Les servants allemands du FlaK devaient donc décrocher rapidement sous peine d'être écrasés. Malgré cela, jusqu'au bout, il n'y a pas eu d'opération allemande décisive sur le front de l'est sans que le FlaK 88 ne soit impliqué. Après Stalingrad, les batteries de 88 furent bien souvent les premières à freiner l'avancée ennemie tout en couvrant la retraite allemande. Par exemple, la 9^e division FlaK détruisit en mai 1944 265 avions et 189 chars dans la péninsule de Chersonèse (Crimée) pour couvrir l'embarquement des débris de la 17^e armée.

Ce succès particulier du 88 FlaK face aux véhicules blindés pousse *in fine* les allemands à créer plus spécifiquement un canon de 88 dédié au seul emploi antichar. Ainsi, les usines Krupp présentent en 1943 le Pak 43 (*Panzerabwehrkanone*) qui est un pur canon antichar. Celui-ci équipe, à la fin de la guerre, le Tiger II, ainsi que les canons autopropulsés *Nashorn*, *Hornisse*, *Elefant* ou encore *Ferdinand*.

Adaptation en canon de char

Après divers essais plus ou moins officiels, le FlaK 36 sous sa variante KwK 36 88 mm est embarqué sur le *Panzerkampfwagen VI Tiger I* – char mis en service au milieu de l'année 1942. La première unité à recevoir le Tiger fut le 1^{er} peloton de la 502^e *panzerabteilung* à Leningrad en août 1942. Redouté des alliés, son envergure lui conféra une excellente réputation malgré les points faibles inhérents à son poids et à sa taille. Certains faits d'arme, comme celui de l'*obersturmführer* Wittman qui détruisit une colonne comprenant un bataillon de char du 4^e comté de *London Yeomanry* le matin du 13 juin 1944 à la sortie de Villers-Bocage, contribua à forger la légende de ce tank et à exalter encore davantage celle du canon de 88 mm.

Conclusion

Tout au long de la Seconde Guerre mondiale, le FlaK de 88 endommagea ou détruisit plus d'avions alliés et de VBL que la *Luftwaffe* elle-même. Par exemple, de juillet 1942 à mai 1945, les britanniques attribuèrent la perte de 2 278 de leurs bombardiers à la chasse allemande (contre seulement 1 345 du fait de l'artillerie antiaérienne) et reconnurent que 8 848 autres appareils avaient été endommagés par la FlaK, contre 1 728 par la chasse. Si le canon de 88 mm FlaK est plus efficace que ses homologues alliés au début de la guerre (notamment que le SA 47 français), l'apparition du 90 cm M1 américain, du Q17 anglais de 76,2 mm et le ZIS 3 russe de 76,2 mm rebattent

les cartes. Mais malgré les efforts de nivellement entrepris par les alliés, aucune pièce n'égale tout au long de la Seconde Guerre mondiale la polyvalence du canon de 88 FlaK allemand.

- 1 Norris, 2002.
- 2 Muller, 1996.
- 3 J. Norris, 2002.
- 4 W. Limpert, 1939.
- 5 W. Muller, 1996.
- 6 A.-E. Hoffman-Heyden, 1954.
- 7 J. Norris, 2002.
- 8 P. Martin et P. Grain, 2009.
- 9 R. Bruge, 1975.
- 10 M. Vaïsse et B. Günen, 2010.

BIBLIOGRAPHIE

Antony Beevor, *D-Day et la bataille de Normandie*, Paris, Calman-Lévy, 2009.

Patrick de Gmeline, *La Flak : 1935-1945. La DCA allemande*, Bayeux, Heimdal, 1986.

John Norris, *88 mm Flak 18/36/37/41 et Pak 43 1936-1945*, Osprey publishing, Oxford, 2002.

Werner Muller, *Flak im Einsatz 1939-1945*, Podzun Pallas.

Pierre Martin et Pierre Grain, *La Ligne Maginot, cette inconnue : Les défenses françaises du Nord, de l'Est et du Sud-Est en 1940*, Paris, Éditions Publibook, 2009.

Roger Bruge, *Histoire de la ligne Maginot*, vol. 2 : On a livré la ligne Maginot, et 25 000 hommes vaincus partent en captivité, Paris, Fayard, 1975.

La dernière victoire aérienne française

Colonel Petit, chef de corps du 403^e régiment d'artillerie lors de ce fait d'armes.

Lundi 7 septembre 1987, 6h50 du matin. Dans la capitale du Tchad, en plein cœur de l'Afrique, il fait jour mais le ciel est couvert et le plafond est bas.

Pour les hommes du dispositif Épervier que la France a mis en place au mois de février de l'année 1986, la surveillance du ciel est permanente : la menace aérienne existe. On sait que l'aviation libyenne possède des bombardiers lourds, à long rayon d'action capables d'atteindre N'Djaména.

La Défense aérienne est conduite en temps réel par une Cellule tactique (CETAC) de l'Armée de l'air française. S'y trouvent le lieutenant Duhayon, chef-contrôleur, son adjoint, et un officier de liaison sol-air.

Ils disposent d'un radar de surveillance Centaure, à longue portée, qui est installé sur l'aérodrome de la capitale tchadienne.

À proximité, une batterie sol-air de l'Armée de terre française est déployée depuis la fin-février 1986. Équipée du système d'arme *Hawk* modernisé, elle est placée en alerte permanente, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Avec ses deux radars de veille et ses deux pelotons de tir, elle scrute le ciel sans relâche, elle est capable de tirer sans délai. Sur leurs rampes, ses missiles *Hawk* sont armés et peuvent intercepter tout aéronef assaillant à plus de 30 kilomètres de distance.

L'équipe de tir est constituée d'artilleurs sol-air du 403^e régiment d'artillerie venus de Chaumont, et opère dans le Centre de veille et de conduite de tir de la batterie.

Commandée par le lieutenant Aznar, elle est composée de l'adjudant Tedesco, assistant de l'officier de tir, les maréchaux des logis opérateurs de peloton de tir et le brigadier-chef exploitant du radar, de surveillance à basse altitude. Ils sont à leur poste depuis trois heures du matin, leur relève est prévue dans quelques minutes.

Soudain le radar Centaure de la CETAC détecte une piste inconnue.

Située à une centaine de kilomètres au nord-ouest, celle-ci évolue de façon suspecte, volant à très grande vitesse à moyenne altitude. Peu après, son écho radar est aussi observé par la batterie *Hawk*. Conformément aux procédures, le chef-contrôleur et son adjoint cherchent à identifier cette piste qui pourrait être dangereuse.



LTN AZNAR
ORSA
TCO

SLT ORLANDI
VSL
DL/CETAC

ADJ TEDESCO
SOC
TCA

MDL PUNTEL
S/C
Opérateur HPI

MDL HAEN
S/C
Opérateur HPI

BC LAVILLE
EVAT
Opérateur CWAR

CNE ARNAUD
Chef de
Détachement

CNE MADEC
Commandant
de Batterie

Les médaillés du 403^e RA. © 54^e RA.

À 6 h 57, le chef-contrôleur autorise la batterie *Hawk* à pointer ses radars de tir en direction de l'adversaire potentiel : ceux-ci s'accrochent aussitôt sur lui.

La batterie sol-air fournit alors des renseignements précis sur cette piste : absence de réponse IFF confirmée, vitesse importante : 1 000 km/heure, altitude : 4 000 mètres, en diminution, route orientée vers N'Djaména, appareil unique, se trouvant à portée de tir du *Hawk*.

Le doute pèse de moins en moins sur les intentions de cet avion qui se rapproche du Tchad : la CETAC l'interroge de nouveau par l'IFF et sur les fréquences radio aéronautiques : elle n'obtient aucune réponse. Selon les critères qui ont été préalablement fixés, l'hostilité de l'appareil devient alors évidente.

Il est presque 7 heures. Après avoir fait déclencher l'alerte au sol par des sirènes, le lieutenant Duhayon prévient ses autorités qu'il a décidé de faire tirer l'artillerie sol-air.

Dès que l'assaillant franchit la frontière tchadienne qui est située à une douzaine de kilomètres de la capitale, l'ordre d'interception est donné à la batterie *Hawk*. Le lieutenant Aznar fait immédiatement procéder au tir. Un missile *Hawk* est lancé et il détruit peu après l'appareil ennemi.

Par l'examen de ses débris, on constate que l'agresseur était un bombardier de l'armée libyenne, du type *Tupolev 22*, biréacteur d'origine soviétique qui s'apprêtaient à larguer 4 bombes de 1,500 kg sur la ville et sur les installations françaises.

Placée dans des conditions matérielles, physiques et morales parfois éprouvantes,



Bombardier *Tupolev 22* de fabrication soviétique. © 54° RA.



Rampe *HAWK*. © 54° RA.



Débris du *Tupolev*. © 54° RA.

la Défense aérienne française vient de remporter une victoire antiaérienne incontestable, grâce à l'action déter-

minante de l'Artillerie sol-air et de son système d'arme *Hawk* servi par les artilleurs du 403° RA.

Le 61^e régiment d'artillerie : « Les yeux de l'armée de Terre »

Sous-lieutenant Rasit Jakaj, officier communication du 61^e RA.

Créé en 1910, le 61^e RA se distingue tellement brillamment tout au long de la Grande Guerre qu'il est le premier régiment d'artillerie à recevoir la fourragère rouge en 1916. Il en conservera d'ailleurs son appellation de « Premier de la fourragère ». En effet, à l'issue du conflit, cette unité est le seul régiment d'artillerie décoré de la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur pour ses neuf citations. De surcroît, ses canoniers se voient décerner par l'adversaire, qui souffre de la précision de leurs tirs, le surnom de « diables noirs ». Ce sobriquet légendaire demeure attaché au personnel du régiment plus d'un siècle après comme en témoigne encore son insigne de poitrine.



La symbolique de l'insigne récapitule tout autant la glorieuse histoire du régiment que son appartenance à l'artillerie. Source : © 61^e RA.

Le 61^e RA change en 1999 ses canons pour des drones, devenant ainsi spécialiste de la recherche du renseignement de l'armée de Terre dans la profondeur. Expert de la captation et de l'exploitation du renseignement d'origine image, il a pour mission principale de fournir des données à des fins d'appréciation de situation et de veille stratégique permanente. Ce régiment est une unité « à la croisée des mondes ». Le 61^e RA est ainsi le spécialiste de la recherche du renseignement, de l'aéronautique et des feux ; ses trois piliers opérationnels. L'unité assure en effet, dans le domaine du renseignement, l'appui à distance, l'acquisitions d'objectifs sur la ligne des contacts comme en profondeur et l'évaluation de frappes tout en contribuant à la sûreté dans la manœuvre. Ses missions recouvrent aussi l'appui à l'engagement des forces aéroterrestres. Ce qui suppose une maîtrise du milieu aéronautique et une maintenance très spécialisée dans ce domaine. Les diables noirs marquent enfin leurs spécificités d'artilleurs via l'acquisition d'objectif, la maîtrise des feux, la lutte anti-drone et la coordination dans la 3^e dimension (C3D).

Ses quatre batteries de recherche lui assurent une excellente capacité de recherche dans la profondeur. La batterie

Pouvant atteindre un plafond de 7 600 m, le SDT *Patroller* dispose de capacités de renseignement accrues. © 61^e RA.



de traitement et de diffusion du renseignement analyse et transmet les informations collectées. À la fois unité d'appui et centre d'expérimentation, le régiment dispose de plusieurs types de drones pour mener à bien ses missions. Le Système de Mini Drones de Renseignements (SMDR) depuis 2021 et, plus récemment, le Système de Drone Tactique (SDT) lui assure d'excellentes capacités. Les diables noirs développent également dans ce domaine une compétence multicapteurs, avec l'emploi des « micro » et « nano » drones. L'unité dispose enfin, pour clore ce tour d'horizon capacitaire, de stations d'exploitation d'images des satellites HELIOS et MUSIS.

L'unité participe à de très nombreuses OPEX – sur tous les théâtres parmi lesquels le Kosovo, le Liban, la RCA, le Tchad et plus récemment au Mali. Ses actions en Afghanistan lui valent en 2015 la remise de la croix de la valeur militaire, une récompense faisant écho à sa devise : « 61^e ! En avant ! ».

Le dernier clairon

CBA (TA) Éva Renucci, officier historien traitant des études historiques à caractère opérationnel à la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire (CDEC).

Le numéro 10 de *Soldats de France* (novembre 1918), proposait déjà de mettre à l'honneur Pierre Sellier, dit le « clairon de l'Armistice ». Ce caporal clairon du 171^e régiment d'infanterie est celui qui sonna le cessez-le-feu à l'occasion du passage de la ligne de front française par les plénipotentiaires allemands venus négocier l'armistice. S'il est très connu au-delà des de l'Hexagone pendant l'entre-deux-guerres, c'est en grande partie malgré lui et surtout au service de la cause des anciens combattants. « *C'est un souvenir qui vit, tandis que tant d'autres ont déjà sombré* »¹. Mais cette mise en lumière jette finalement l'ombre sur ses activités de résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, au sujet desquelles, Pierre Sellier est longtemps demeuré discret voir secret. Ce numéro 20 de *Soldats de France* dédié à la Résistance vient lever ce voile !

Non content d'avoir servi pendant toute la « drôle de guerre » au 7^e bataillon d'ouvriers d'artillerie (BOA), le sergent Sellier, 48 ans, titulaire de la Légion d'honneur depuis 1926, médaillé militaire et cité à plusieurs reprises, ne peut se résoudre à accepter la présence de l'ennemi de 14-18 sur le territoire français qu'il occupe.



Le caporal-chef Sellier vraisemblablement affecté à la 3^e compagnie du 7^e BOA.
© Collection privée de M^{me} Yvonne Briant

une nuit, par exemple, sauta le transformateur situé au pied de la cité Adolphe Japy où Pierre Sellier habitait, privant de courant électrique l'usine Japy qui fabriquait des alternateurs pour la Société Luchaire qui les livrait aux Allemands. L'auteur de ce sabotage spectaculaire : Pierre Sellier »³.

La légende locale veut également qu'il ait joué un rôle de passeur vers la frontière suisse⁴. Enfin, la publication *La Vie* rapporte dans son numéro du 12 juin 1949 une anecdote des plus intéressantes, mais difficilement vérifiable : « Les journaux ont relaté la mort de Charles Sellier, le clairon de l'armistice. Durant l'occupation, il eut une belle parole. Les Allemands le prièrent d'exécuter une sonnerie avec son fameux clairon, devenu historique. "Non s'écria-t-il, mon clairon sonnerait faux". Je ne sais pas si les Allemands comprirent ». Sa petite nièce témoigne en 2018 et livre une anecdote similaire dans l'esprit : à l'occasion d'un repas de noces se déroulant à Belfort, Pierre Sellier n'hésite pas à faire usage de son clairon malgré la présence allemande.

« [Pierre Sellier] n'était pas de ceux qui se découragent, qui pensaient que tous les sacrifices consentis en 14-18 n'avaient servi à rien. Il était persuadé que "c'était un don pour la patrie et qu'il fallait continuer dans ce sens sans considération d'âge" »².

« Comme beaucoup, [Pierre Sellier] souffrit de l'occupation et supporta mal la présence de l'occupant. Très vite, il accomplit, seul ou avec d'autres, d'audacieux exploits. C'est ainsi qu'une



Surtout, son engagement ne se limite pas à ces gestes plus ou moins symboliques, sa présence est attestée dans les archives du Service historique de la Défense concernant le maquis du Lomont⁵, une zone qui s'avèrera clé pour la Première Armée française, comme l'écrit le général Béthouart : « Le Lomont, c'était la clef du Pays de Montbéliard, la porte de la trouée de Belfort et de l'Alsace, la route du Rhin ».

Avec près de 3 200 hommes, le maquis du Lomont doit servir de tête de pont pour les combats de la libération du territoire. Mis en place en parallèle au débarquement des troupes franco-américaines en Provence, il s'agit de créer un réduit en altitude bénéficiant de défenses naturelles et qui servira de centre fédérateur des différents réseaux de résistance locaux.

compter du 31 août 1944 et ses états de service se résument à la « défense du Lomont »⁶.

De manière emblématique, au cours de cet engagement, Pierre Sellier a d'ailleurs l'occasion de faire résonner son clairon : « C'est au cours du maquis, à Montécheroux, que se déroule le 25 août 1944 la première cérémonie de levée des couleurs. Instants émouvants où le village renoue avec des cérémoniaux identiques auxquels participaient les unités stationnées sur le plateau de 1938 à 1940, communion patriotique rehaussée par la présence du "clairon de l'armistice". Pierre Sellier du 171^e Régiment d'Infanterie de Belfort, le premier, sonna le cessez-le-feu le 7 novembre 1918 devant La Capelle dans l'Aisne. »⁷.

Il aura en plus la fonction de plateforme de parachutage en vivres, matériel, armement et agents pour appuyer le mouvement de libération vers le Nord-Est. Fin-août, les Allemands tentent de briser le maquis, ce qui ne fait que renforcer le mouvement de lutte et la montée en masse de 2 500 volontaires supplémentaires. C'est vraisemblablement avec cette deuxième vague que Pierre Sellier s'attache « officiellement » au mouvement. En effet, son nom figure dans un état nominatif du 4^e bataillon de la 12^e compagnie le 20 novembre 1944 avec une date d'incorporation dans les FFI attestée à

Les recherches menées pour disposer de renseignements plus précis n'ont jusqu'à présent pas abouti. Demeure cependant la question des motivations de Pierre Sellier pour rejoindre ce maquis en particulier. Même si aucun témoignage ne permet de l'expliquer de manière formelle, un faisceau d'indices peut former une explication privilégiée. « Marche de l'Est, le Pays de Montbéliard est une terre de patriotisme, où sont encore vivants les souvenirs de la résistance héroïque de Belfort en 1870-71, les leçons d'histoire et de morale qui se nourrissent de la proximité de la "ligne bleue des Vosges" »⁸.

Par ailleurs, l'historien Jean-Pierre Marandin, dans une étude sur le profil des combattants du maquis du Lomont, indique que 16,5 % des effectifs arrivent du Territoire de Belfort, avec au sein de la 12^e Compagnie, un grand pourcentage de ressortissants de Beaucourt, la ville de Pierre Sellier. « La composante ouvrière est très largement majoritaire, en provenance des petites usines et des grands établissements industriels du bassin Montbéliard-Sochaux, d'Héricourt ou de Beaucourt ». Enfin, les maquisards ont bénéficié de l'appui logistique et de financement d'usines Japy ou Peugeot⁹, deux organisations que Pierre Sellier connaît particulièrement bien pour y avoir passé toute sa carrière professionnelle et côtoyé son personnel au sein des formations musicales attenantes très prisées à l'époque (l'harmonie de Sochaux par exemple). Enfin, Pierre Sellier possède des attaches familiales avec la région de Montbéliard.

À la dissolution du maquis le 1^{er} octobre 1944, 94 % de l'effectif rejoint le 1^{er} Corps d'Armée, au régiment du Lomont de la 9^e division d'infanterie coloniale (DIC)



18 février 1926, le clairon Sellier remet son clairon au Général Mariaux, directeur du musée de l'Armée, en présence des généraux Gouraud et Debeney. Agence Rol © Gallica.bnf.fr.



Pierre Sellier est décoré de la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur par le chef d'État-major général des armées dans la cour d'honneur des Invalides à Paris, le 18 février 1926. © Gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.



Le sergent-chef Sellier en tête du défilé le jour de la libération de Beaucourt, sa ville natale, le 18 novembre 1944. © Collection privée de M^{me} Yvonne Briant.

commandée par le général Béthouart. À la veille de ses 52 ans, Pierre Sellier s'engage pour sa part au 3^e régiment de tirailleurs algériens (RTA). Son livret de matricule militaire nous renseigne sur le fait qu'il sert à la CHR, autrement dit la compagnie hors rang qui regroupe l'ensemble des fonctions administratives et logistiques ainsi que l'aide au commandement¹⁰ jusqu'à sa démobilisation l'année suivante. Il sera nommé adjudant le 1^{er} juillet 1945.

Ses exploits de résistant puis de membre de la France Combattante n'ont pourtant pas rivalisé avec la renommée du Symbole qu'il incarnait depuis la Grande Guerre. Mais l'heure de lever le voile sur ce soldat d'exception qui a résisté par deux fois à l'envahisseur pendant les deux guerres mondiales est venue... *Ouvrez le ban !*

1 « Pierre Sellier le clairon de la victoire reçoit la Légion d'honneur », *Le Journal*, 30 décembre 1925, p. 1.

2 « Pierre Sellier "Clairon de l'Armistice" », *La Charte*, mars-avril 1989, pp. 10 et 11.

3 « Pierre Sellier "Clairon de l'Armistice" », *ibid.*

4 Témoignage de M. René Moignon du 26 novembre 1988 sur le site en ligne Raconte-moi-woippy.

5 Par ailleurs, l'ex-capitaine Georges Meyer dit « Polyte », l'une des figures du mouvement sera présent lors de ses obsèques le 16 mai 1949.

6 SHD Vincennes - cote GR19 P 25 20. Le discours de Georges Meyer lors des funérailles de Pierre Sellier, retranscrit, bien que succinct, fait état d'actions diverses. « [...] Je rencontrai Pierre Sellier pour la première fois, en 1918, au 171^e RI. Étant tous deux de la même région, une réelle amitié ne tarda pas à nous unir, amitié qui ne peut se rompre, même au seuil de la tombe. Trente ans plus tard, une nouvelle guerre éclate, plus terrible encore que la première. Notre pays est occupé, et Sellier, poussé par son ardent patriotisme ne tarde pas à entrer dans l'Armée de la Résistance. En août 1944, il rejoint les Forces Françaises au Fort du Lomont, où il est affecté à la compagnie du lieutenant Lab. Il entre dans la lutte et participe à toutes les opérations du maquis. [...] Modeste et simple, ce soldat sans ambition et désintéressé, préfère son village et sa famille [...] ».

7 *Le dernier des grands maquis de France, Le Lomont, août-septembre 1944*, Éditions du Sékoya, 2015, p. 97.

8 « Pierre Sellier Clairon de l'Armistice », *op. cit.*

9 *Le dernier des grands maquis de France...*, *op. cit.*, pp. 99 à 105. Il est également à noter que lorsque Pierre Sellier reçoit sa Légion d'honneur, certains journaux insistent sur la présence symbolique de « M. Henri Japy de Beaucourt [patron des usines du même nom], qui tira de Belfort le coup de canon d'au revoir à l'Alsace » (Source : « Une prise d'armes aux Invalides », *Journal de Roubaix* du 19 février 1926, p. 1).

10 Affectation cohérente avec l'âge de Pierre Sellier.

L'économie des forces

Lieutenant-colonel Sébastien Rallon, titulaire de la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire (CDEC).

Au sujet de l'art de la guerre en général et des sciences militaires en particulier, toutes les époques se sont prêtées à une rhétorique qu'on peut qualifier paradoxalement « de temps de Paix ».

Parcourant le spectre complet du niveau de sérieux entre prospective et art divinatoire, la réflexion d'entre-deux-guerres propose en effet, par nature, de réfléchir l'action militaire en dehors de sa pratique.

Par conséquent, elle encourt *a priori* le risque d'appréhender le combat sans en saisir précisément et complètement les enjeux de son évolution. Notre époque ne fait pas exception ! Dans le domaine de la théorie tactique, la prudence, autant que l'humilité, invite ainsi à s'interdire non seulement le luxe du dogmatisme mais surtout le confort des certitudes.

Pourtant, pour « préparer la guerre », il convient utilement de concevoir quelques instructions d'emploi tactique, quitte à s'engager dans une forme de pédantisme, comme en fut d'ailleurs taxé Jomini en son temps. Car, si les concepts survivent rarement aux premiers coups de canons, ils n'en demeurent pas moins des cadres féconds à l'apprentissage des connaissances nécessaires au bon raisonnement tactique des futurs Commandant des Troupes. C'est d'ailleurs là tout l'intérêt d'une Doctrine dont il faut accepter qu'elle fût à la fois normative et... inéluctablement condamnée à être remise en cause par le conflit à venir !

La culture militaire française procède par esprit de synthèse pour limiter ce paradoxe en dégagant par apocatastase les principes les moins contingents possibles. Concernant les trois principes d'action tactique qu'il innervent, l'*économie des forces* présente pourtant la singularité d'être le plus difficile à approcher. En

effet, il dépasse très largement le simple cadre du combat car il intéresse en fait toutes les activités humaines. Ce principe se caractérise donc par la difficulté à en fixer une définition satisfaisante car son essence ne se révèle que partiellement à chacune de ses manifestations. Cette nature, diffuse mais prégnante, n'apparaît ainsi malheureusement souvent que dans les cas où elle n'a pas été respectée, au point que le Maréchal Foch, lui-même, a noté :

« ... qu'il est plus facile de comprendre ce qu'elle n'est pas que de saisir ce qu'elle est ».

Sans avoir la prétention d'imaginer réussir là où d'autre, beaucoup plus illustres et érudits, n'ont abouti qu'à des approximations, hasardons-nous pourtant à en proposer au moins une approche actualisée afin d'identifier quelles sont les notions de base qu'elle sous-tend et qui se révèlent les plus opportunes à retenir dans le cadre des conflits contemporains.



Le Maréchal Ferdinand Foch en 1921.
© Melcy / Domaine public.

Alors, le principe d'action tactique d'économie des forces apparaîtra comme la volonté de s'efforcer de n'engager au combat que les moyens suffisants pour atteindre son objectif.

Volontairement simpliste, cette proposition offre les espaces de réflexion nécessaire pour éviter de faire de ce principe d'action une règle d'emploi intangible. Elle possède toutefois l'avantage de mettre l'accent sur les notions essentielles de cette démarche qui influence la théorie tactique en France. Elle témoigne ainsi de la volonté de monter les forces en un système répartissant judicieusement les moyens disponibles dans le temps et dans l'espace, afin d'en obtenir le meilleur rendement d'emploi combiné possible pour atteindre le but assigné.

Pour approcher ce principe, il est bien sûr nécessaire de commencer par évoquer quelques-unes des différentes perceptions du mot *économie*. Ou pour être plus précis, d'analyser l'évolution de son sens étymologique sous un tropisme militaire, afin d'en retenir une définition, certes incomplète, mais tactiquement pertinente. Alors seulement, il sera possible d'en révéler la nature profonde de *distribution optimale des moyens* pour en saisir notamment l'importance dans la préparation de l'effet Majeur – et conclure que si ce dernier résume la condition nécessaire au succès de la mission, l'économie des forces en constitue la recherche de la condition suffisante. Enfin, saisir l'occasion de batailles empruntées à l'histoire militaire pour en fixer l'expression intelligible dans des contextes approchant celui des enjeux nouveaux de la conflictualité en ce début du XXI^e siècle.

Vous avez dit économie ?

L'ordre domestique. Voici donc le sens étymologique primaire de l'économie. On est loin de ce qui vient aujourd'hui naturellement à l'esprit et qui renvoie à la définition traditionnelle visant à qualifier la discipline des sciences sociales cherchant à étudier :

« ... *l'ensemble des activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la distribution et à la consommation de biens* ».

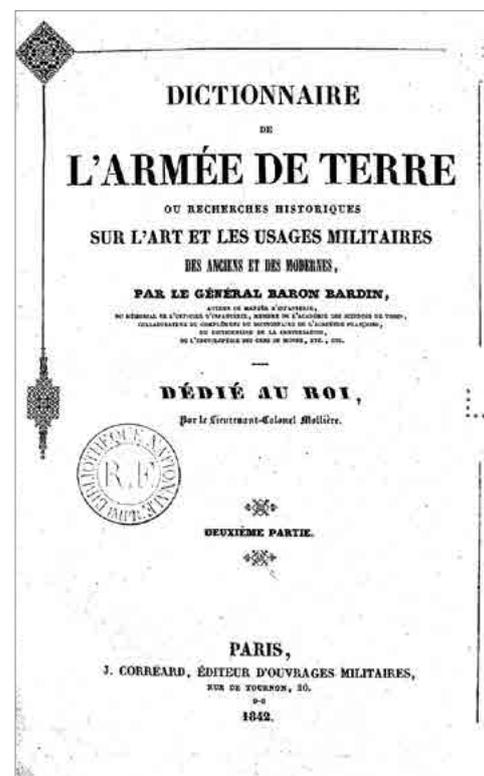
Ajouter justement à cela la représentation péjorative liée au contexte ambiant de crise économique et vous obtenez une évolution de son sens qui est aujourd'hui le plus communément admis : *la parcimonie*. Considérant la nécessité triviale d'être

avare de la vie de ses hommes au combat, il faut toutefois éviter l'écueil de confondre avarice et économie. Ainsi, en tactique, on peut supposer que cette thésaurisation exprime d'abord positivement la volonté de se constituer des réserves en évitant d'exposer inutilement ses forces au coups de l'ennemi. On arrive alors à la même interrogation que celle que l'Amiral Castex développe longuement dans ses *Théories stratégiques* :

« ... *s'agit-il, d'économie dans le sens d'épargne, de préservation ou même de restriction dans la dépense, ou bien s'agit-il de dispositions harmonieuses des diverses parties d'un tout ?* »

On voit ici combien le sens de ce terme a connu une évolution qui dépasse très largement celui qui paraît utile dans le cadre du combat. Il est par conséquent nécessaire de se laisser guider par l'étude de cette évolution pour comprendre comment il s'est enrichi pour se placer au service d'un usage doctrinal aussi important que celui de principe d'action. Pêle-mêle, on retiendra en priorité des sens secondaires relatifs à *l'administration* ou à la *gestion*, à la *régulation* ou à *l'adaptation*, ou enfin à *l'organisation* des parties d'un ensemble dans le sens strict d'une *structuration*. Pont d'étape notable à l'ère moderne, le général Bardin choisit finalement comme définition du terme dans son *Dictionnaire de l'armée de Terre* :

« *Économie militaire : économie stratonomique ou administration générale militaire. Depuis des époques peu reculées [1849], le mot administration lui a été substitué, et le terme Économie est presque devenu synonyme de parcimonie. Ici nous lui avons restitué son sens ancien et vrai ; nous lui donnons l'acceptation que lui donnait*

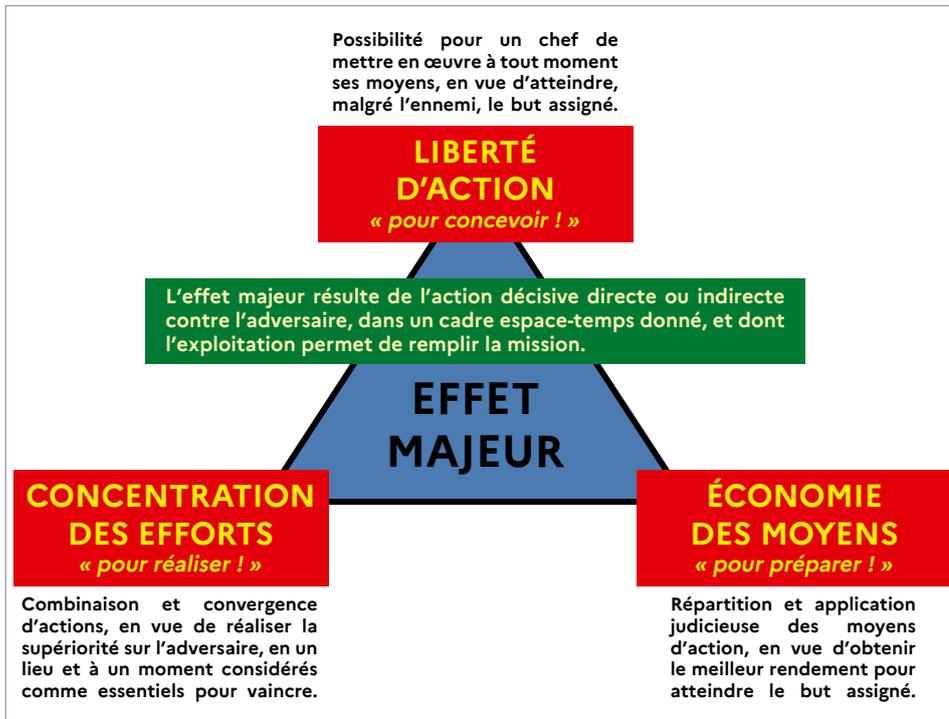


© gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.

la milice grecque et que consacre son étymologie, et nous garderons l'Économie comme ... la partie du code qui embrasse l'administration... »

On sent ainsi poindre tous les éléments constitutifs d'une proposition suffisamment révisée du terme pour représenter un intérêt véritable dans la réflexion tactique contemporaine. Il ne manque plus qu'à entrevoir ses interactions avec les autres principes de liberté d'action et de concentration des efforts pour en tenter une synthèse. Conservons néanmoins à l'esprit comme le suggère le général Pedron dans son intervention du 7 octobre 1953 à la 6^e Promotion du Cours Supérieur Inter-Armes :

« *on dit souvent que l'économie des forces c'est l'organisation permettant la concentration des forces ... c'est cela mais c'est aussi bien autre chose.* »



Il est donc temps pour conclure cette approche sémantique de rassembler de manière cohérente toutes les caractéristiques évoquées précédemment sur un terme dont il faut reconnaître que l'évolution du sens peut à la fois éclairer ou rendre confus son interprétation militaire. Nous proposons ainsi de retenir d'abord que l'économie des forces présente sur ces fonds baptismaux la notion essentielle de structuration tactique qui permet l'ordonnancement du dispositif : on peut aujourd'hui la reconnaître dans l'articulation (structuration fonctionnelle) et l'échelonnement (structuration spatio-temporelle) du dispositif.

L'économie des forces sous-entend ensuite la notion d'administration et de gestion des moyens et des ressources. Ce pilotage harmonieux de leur engagement et de leur emploi combiné dans le temps et dans l'espace offrant ainsi d'améliorer le rendement de la manœuvre. On peut aujourd'hui la traduire par la volonté de

maîtriser sa propre culmination tactique en agençant les actions selon l'intention du chef : le schéma de manœuvre représentant en quelque sorte l'expression administrative de l'intention du chef.

Enfin, le principe d'économie des forces renvoie à l'emploi judicieux des forces strictement suffisantes permettant de préparer l'effet majeur : on peut aujourd'hui voir l'expression de la recherche de rendement optimal d'un dispositif par l'investissement du juste emploi des forces en rapport au but fixé par la mission.

L'économie pourquoi ?

Avant que de développer les dimensions tactiques pratiques du principe d'économie des forces, on rappelle que si les principes d'action guident le raisonnement tactique pour concevoir la manœuvre, ils possèdent avant tout autre chose comme finalité de créer les conditions d'une posture avantageuse pour emporter la décision.

Quand la tactique consiste finalement à créer les conditions locales et temporaires suffisantes pour détruire un volume de force adverse, chacun des principes d'action cherche ainsi à prendre l'avantage sur l'adversaire dans une ou plusieurs des dimensions du combat. Étudions donc les plus intuitives de ces postures pour découvrir celles qui résultent du principe d'action d'économie des forces.

Retenons d'abord de façon triviale que le principe d'action de concentration des efforts a pour vocation de permettre de remporter le rapport de force. Sans entrer dans le débat de la masse en ouvrant sur la non moins intéressante notion de concentration des effets, il faut rappeler que la première version de ce principe dans l'œuvre de Foch évoquait davantage la convergence des efforts. En effet, il s'agit bien de surclasser l'adversaire en application de la loi du plus fort en concentrant son énergie de combat en un point donné à un moment donné. Quoiqu'il en soit, le résultat « est simple... et fait d'exécution » : on se retrouve en posture tactique de « Supériorité ».

Ensuite le principe d'action de conquête et de préservation de la liberté d'action offre de garantir la possibilité de dérouler son schéma de manœuvre malgré l'opposition de l'adversaire. Dans la dialectique séculaire d'action-réaction du combat, la tactique autant que la stratégie ne vient-elle pas en effet définir les conditions de cette alternance où le Chef cherche inlassablement à casser le rythme de la manœuvre adverse afin de reprendre le plus vite possible le cours de la sienne ? Ici, nombreux sont ceux qui ont identifié cette posture que seule permet d'atteindre la conquête et la préservation de la liberté d'action : « l'Initiative ».

Enfin, pour revenir au sujet de ce développement, le principe d'économie des forces possède la singularité de renvoyer non pas à une, mais à deux postures tactiques essentielles pour emporter la décision. Au-delà de la simple dualité imposée par les modes offensif et défensif, ce fait résulte avant tout de la double acception sémantique révélée précédemment. À la fois préservation par répartition parcimonieuse des capacités de combat et efficience par combinaison judicieuse des moyens dirigés vers « la ligne de moindre attente »¹ de l'adversaire, il se traduit donc par les états tactiques de « *Sauvegarde* » et de « *Surprise* ».

On le voit donc, corroborant la proposition du colonel Jordan relative au degré de prépondérance des principes sur l'effet majeur – [elle-même construite sur l'interaction triangulaire des principes sur ce dernier enseignée au CSEM par le Colonel Fenon] – l'économie des forces intervient fondamentalement dans sa préparation en permettant de disposer des moyens suffisants et selon une approche efficace. Rien d'étonnant donc de retrouver comme référence dans le précis de tactique général une définition du principe d'action d'économie des forces qui le définit comme :

« La répartition et l'application judicieuse des moyens en vue d'obtenir le meilleur rapport capacités/effets pour atteindre le but assigné. »

L'économie concrètement ?

La transition vers l'expression concrète du principe d'action tactique d'économie des forces tire ainsi profit de cette double perspective en facilitant l'identification de

ses trois grands domaines d'application : la structuration, la gestion et la rationalisation des forces. Mais pour la suite, utilisons plutôt une terminologie militaire contemporaine et préférons donc employer les notions d'articulation, de régulation et d'administration. Comme nous venons de le découvrir, chacun de ces domaines méritent d'être appréhendé selon ce que l'application du principe participe à établir la posture de sauvegarde ou à créer les conditions d'une approche par surprise.

Selon le tropisme de « la sauvegarde » :

- En matière de sauvegarde donc, c'est d'abord dans les décisions d'articulation du dispositif qu'on trouve l'expression de ce principe. Et n'ayant pas peur de ce truisme : il commande d'opposer les éléments les moins vulnérables aux possibilités de l'adversaire. En effet derrière cette apparente trivialité se cachent la posture de sûreté liée à la préservation du potentiel de combat dans ses trois réalités géographiques : la sûreté immédiate, la sûreté rapprochée et la sûreté éloignée. L'économie des forces consiste par conséquent en la matière aux directives d'équipement des moyens de sûreté immédiate de l'unité (éléments de camouflage, brouilleurs contre-IED, détecteur NRBC, DREB, pare-feux informatique, prophylaxie, etc.). Elle commande ensuite les notions d'arrière et d'avant selon que la décision est prise d'ordonner le déplacement de l'unité au bénéfice d'une sûreté rapprochée qui lui permet de se porter au front en préservant son potentiel de combat jusqu'au moment ultime du contact (couverture ASA, escorte, ouverture d'itinéraire, soutien et appuis directs ou indirects, ...). Enfin, elle s'applique à travers l'engagement



© CDEC / CTGHM.

de détachements de sûreté éloignée autour de la masse de manœuvre qui viennent contrecarrer les possibilités de l'ennemi de l'engager par surprise (corps de garde, renseignement dans la profondeur, manœuvre de déception, ...).

- Toujours dans le domaine de la sauvegarde, mais cette fois-ci en matière de régulation, l'expression concrète du principe d'économie des forces rejoint la volonté de limiter les phases de vulnérabilité liées essentiellement aux mouvements. Dans ces conditions, les formations pour les déplacements, le rythme de manœuvre et le cadencement des engagements nécessitent une dissémination harmonieuse des unités qui révèlent l'art du calcul des flux, maîtrisé notamment par l'arme du Train. Au plus loin du contact, les formations obéissent donc au principe d'économie en empruntant à dessein les itinéraires adaptés aux mouvements continus le plus direct entre deux

points d'étape et en adoptant une formation de déplacement en colonne. Lorsqu'il s'agit de faire mouvement sous contrainte d'une menace diffuse, le principe d'économie des forces commande de confier le cadencement à l'unité elle-même qui adopte une formation en essaim sans forcément rester liée aux axes carrossables. Enfin, à l'approche du contact, la mise en ordre de bataille nécessite selon le principe d'économie des forces de privilégier la dispersion de l'unité qui optera pour une progression en ligne² et un cadencement au rythme des appuis mutuels successifs.

- Pour clore l'approche envisagée selon la sauvegarde, l'expression concrète de l'économie des forces prend finalement sens en matière d'administration des agents de combat. Ici, c'est bien l'entretien du potentiel de combat qui va diriger la décision concernant l'allocation des ressources. L'objectif est la recherche du juste équilibre entre l'autonomie d'action qui permet l'efficacité tactique et le retardement de la culmination qui implique d'anticiper les processus d'approvisionnement et d'évacuation. Plus ardu encore, cette administration doit permettre de gérer le potentiel de combat au gré des besoins de la manœuvre. Dans ce domaine, l'expression la plus tangible du principe d'économie des forces relève du dispositif de soutien logistique à la manœuvre. Il embrasse à la fois les thématiques liées à l'acheminement des stocks, à l'évacuation des blessés et des matériels à réparer et enfin à la stabilité des interventions de remise en condition qu'elles soient sanitaires ou techniques. Ainsi le jeu de l'alimentation du front en ressources consiste à suivre de



Lors d'une inspection au sein du quartier général des armées du Sud, le maréchal Erich von Manstein présente la situation militaire à Adolf Hitler. À la gauche d'Adolf Hitler, on reconnaît les généraux (*General der Gebirgstruppe*) Ferdinand Schörner et le *Generalmajor* Kurt Zeitzler et le maréchal Ewald von Kleist.
© Auteur inconnu/ECPAD/Défense.

manière précise la consommation des ressources afin d'alléger les unités au contact de la charge de sa propre gestion des problématiques de stocks et de réapprovisionnement. Paradoxalement donc, l'enjeu de l'économie des forces pour le soutien logistique se traduit par une concentration des efforts vers l'arrière pour maintenir une frugalité à l'avant. Cela passe par la définition précise et adaptée aux objectifs des autonomies initiales de combat des unités, par la définition des priorités de ressources, d'interventions et d'itinéraires d'acheminement et d'évacuation (la célèbre route logistique principale) et par le bon positionnement pour une durée suffisamment stables des moyens de maintien en condition afin d'irriguer en permanence les unités au contact des moyens leur permettant de retarder leur culmination tactique (pré positionnement des moyens d'évacuation, antenne chirurgicale de l'avant, stock sur roue ou à terre, utilisation de la 3^e dimension, ...).

Selon le tropisme de « la surprise » :

- Pour ce qui concerne la surprise, le principe d'économie des forces s'applique de manière plus exclusive au seul objectif d'atteindre l'ennemi là où il a justement fait l'économie des forces que nous venons d'évoquer dans une logique de sauvegarde. L'amplitude des dégâts s'en trouve démultiplié par l'incapacité à réagir au sens défini par le principe d'économie, c'est-à-dire, sans bénéficier d'une bonne articulation entre les échelons, en provoquant la dérégulation des flux de mouvements adverses et en essayant d'accélérer sa culmination en grippant son dispositif d'administration de la logistique. Dans ces conditions, le principe d'économie des forces pour créer la surprise commande de trouver les vulnérabilités adverses en sa condition de système et c'est ce qui se traduit par l'élaboration par les unités de renseignement de catalogues d'objectifs permettant de préparer³ l'ennemi afin de rendre son dispositif de sauvegarde inopérant.

Pour conclure cette approche pragmatique tactique, il faut noter que le principe d'économie des forces demande par essence au chef de réfléchir dans le cadre de sa mission à la meilleure façon de résoudre l'équation tactique posée par le terrain, l'ennemi et le temps avec la volonté... d'en « garder sous le pied ».

Illustrations historiques

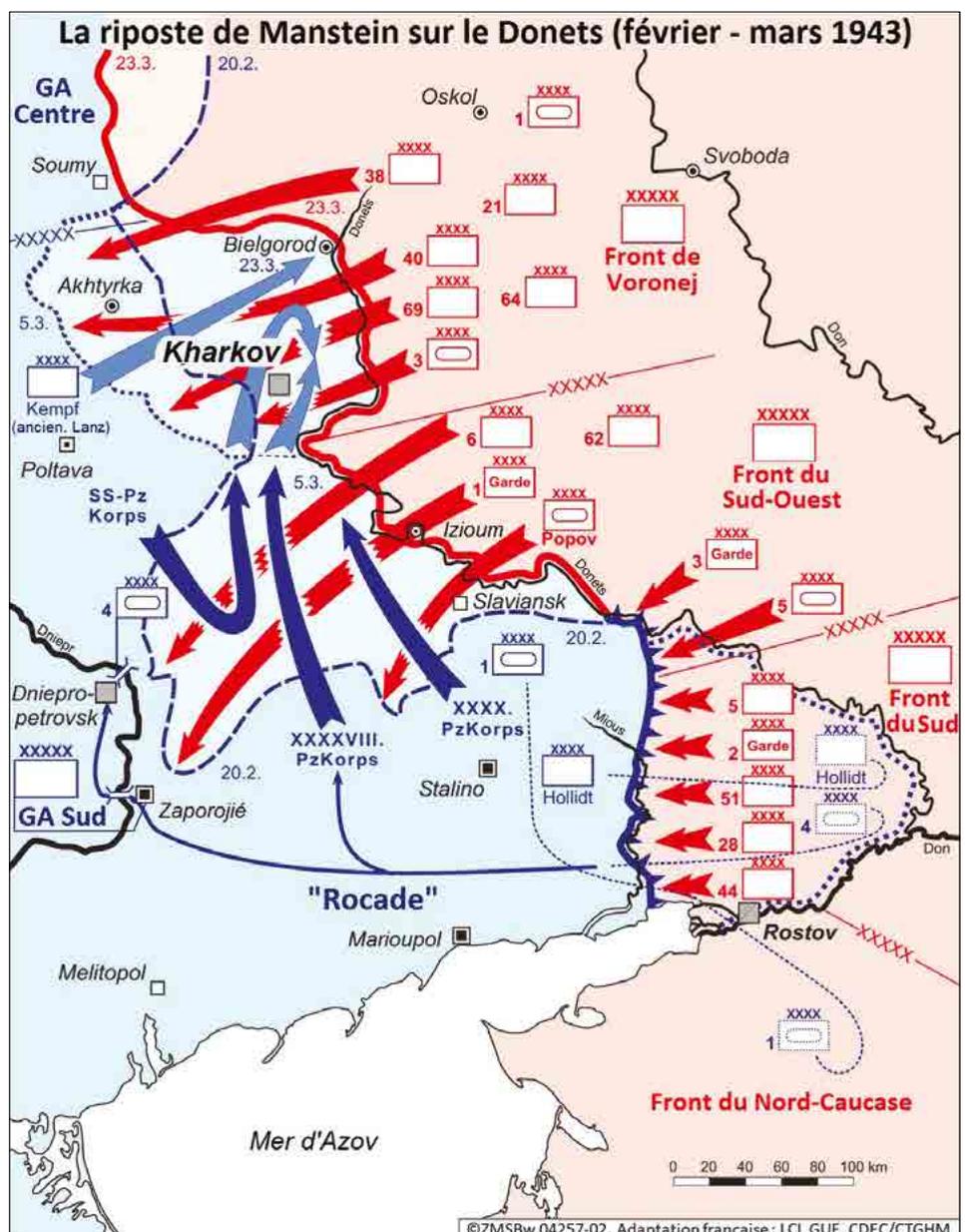
Au terme de ce développement, vient l'heure d'aller puiser dans l'histoire militaire les exemples de la formalisation de l'application de ce principe d'économie des forces permettant d'illustrer les notions évoquées précédemment.

Exemple historique d'économie des forces par bon ordonnancement du dispositif : Le retrait des troupes de la fédération de Russie de Kherson opéré en novembre 2022 dans le conflit en Ukraine participe de la volonté d'observer le principe d'économie des forces en effaçant un saillant consommateur en troupes. Historiquement, il fait écho, dans la même région, au replis défensif que le général von Manstein conçoit à la fin du mois de février 1943 pour se dégager une réserve capable de riposter à l'offensive de l'armée Rouge sur Kharkov par une contre-attaque sur le Donetz.

Placé à la tête du groupe d'armées Sud après l'échec de Stalingrad, le général von Manstein va concevoir dans ce qui deviendra l'actuelle province du Donbass, le deuxième plan d'opérations qui lui a valu, après celle du raid blindé par les Ardennes en juin 1940, d'intégrer la cohorte des grands capitaines dont il est utile de réfléchir les manœuvres. Pour atteindre l'objectif de casser l'élan de la colonne central des troupes soviétiques qui prennent d'assaut Kharkov, il élabore

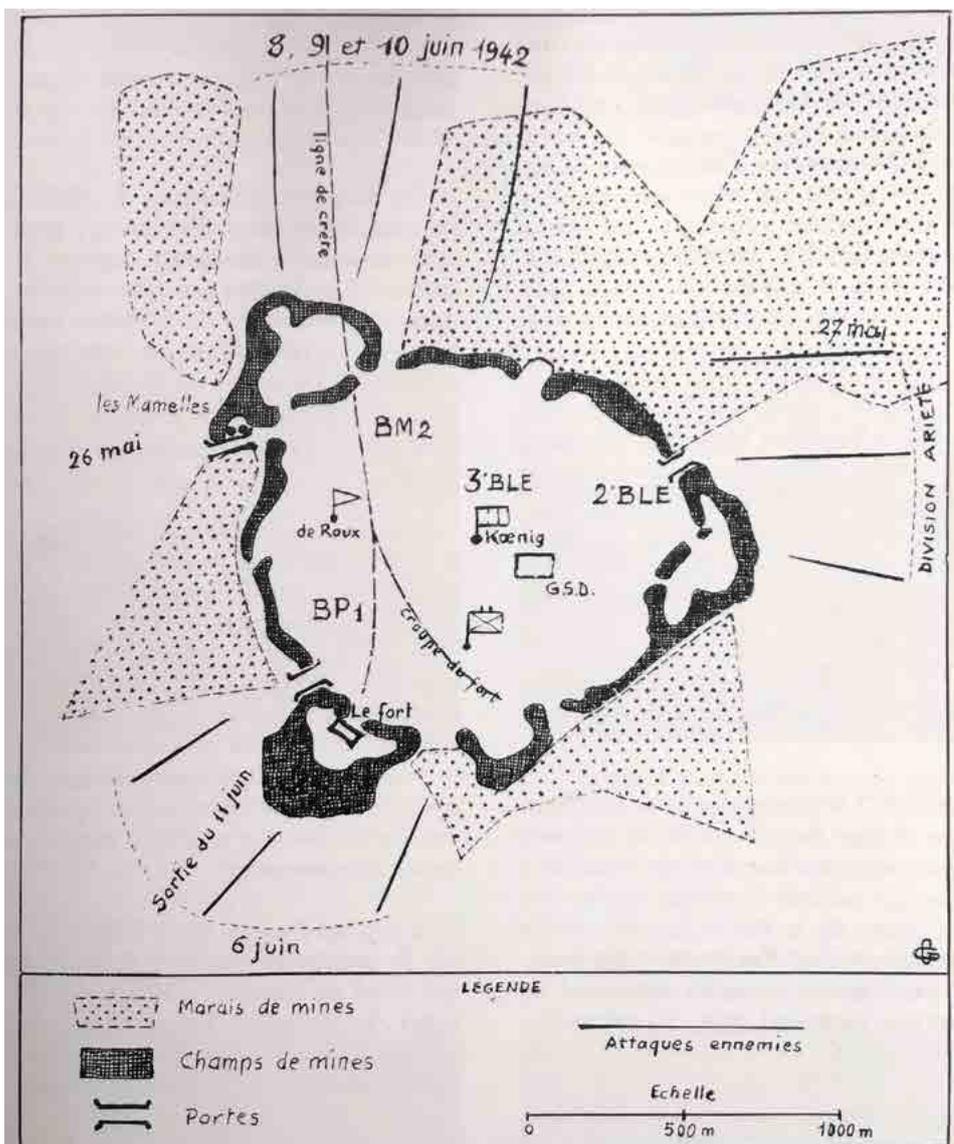
une manœuvre mettant en œuvre un dispositif général qui adopte une double posture offensive et défensive. Il s'agit de tenir ferme au Sud et au Nord pour créer une nasse centrale livrant le flanc Sud de l'attaque de l'armée Rouge à une contre-attaque massive de blindés se rétablissant progressivement le long du Donetz. Problème : comment se dégager cette réserve ? Comment répartir harmonieusement les unités en défensive pour pouvoir tenir ?

Von Manstein choisit d'appliquer le principe d'économie des forces et son intention est finalement assez claire et simple. Comme il a été suggéré précédemment, c'est bien dans la phase de préparation que ce principe va diriger de la manière la plus déterminante l'articulation et l'échelonnement du dispositif. Il ordonne donc d'abord d'effacer le saillant créé par l'occupation de la boucle du Don et du Donets pour raccourcir et linéariser son front Sud-Est derrière le Mious. Il forme





Bataille de Bir Hakeim. Il s'agit du 1^{er} régiment d'artillerie FFL à Bir Hakeim.
 © Collection du musée de l'Ordre de la Libération-DR.



Dessin du camp retranché de Bir Hakeim, mai-juin 1942, par Guy Chauillac (GC). © GrandBout / Commons.wikimedia.org

un détachement d'armée aux ordres du général Hollidt qui doit y tenir ferme la ligne sans esprit de recul. À la faveur de ce repli, il récupère une réserve défensive constituée en majorité de la 4^e armée qui opérera une bascule vers l'aile gauche du groupe d'armée au Nord entre le 18 et le 21 février 1943. Il y forme le détachement d'armées Kempf qui doit tenir ferme au Nord-Est face aux russes à hauteur de Kharkiv. Les parois solides de la nasse dans laquelle les armées du front soviétique du sud-ouest vont s'engouffrer est prête. Il engage alors les trois corps blindés rendus disponibles par ces réajustements de dispositif sur trois directions différentes en une contre-attaque concentrique.

Exemple historique d'économie des forces par la bonne administration des ressources d'un dispositif :

La distribution des matériels dont dispose une force est au cœur du sujet de l'administration tactique des moyens à mettre en œuvre dans une cohérence dont la performance cherche à créer les conditions de la victoire. Dans la culture militaire française, une dominante n'a pas échappé à l'analyste américain Michael Shurkin dans un article écrit sur

la plateforme de réflexion sur la sécurité « *War on the Rocks* ». Énumérant les trois raisons pour lesquelles les officiers américains devraient étudier la stratégie militaire française, il conclut par :

« Les Français voient tout dans une perspective liée à des ressources modestes et compensent ainsi leur manque de moyens par l'intelligence et le courage. »

Traduit de l'original,
M. Shurkin, *War on the Rocks*

C'est la bataille de Bir Hakeim qui illustre particulièrement bien cet aspect de la bonne application du principe d'économie des forces par un général français, le général Koenig, alors à la tête de la 1^{re} Brigade Française Libre. Retranché au Sud de Tobrouk, sur un point d'eau désaffecté du désert Lybien sans grande valeur défensive, le général Koenig doit administrer ses forces avec parcimonie. Tout compte : les hommes, les munitions,

l'eau... l'action même, tant elle représente immanquablement l'épuisement inéluctable de forces qui ne seront plus ravitaillées ou remplacées. Le point d'appui va subir, du 27 mai au 11 juin 1942, les assauts italiens et allemands qui redoublent d'effort afin de couper la retraite britannique. Mais la future 1^{re} Division va tenir grâce à la bonne administration de ces forces.

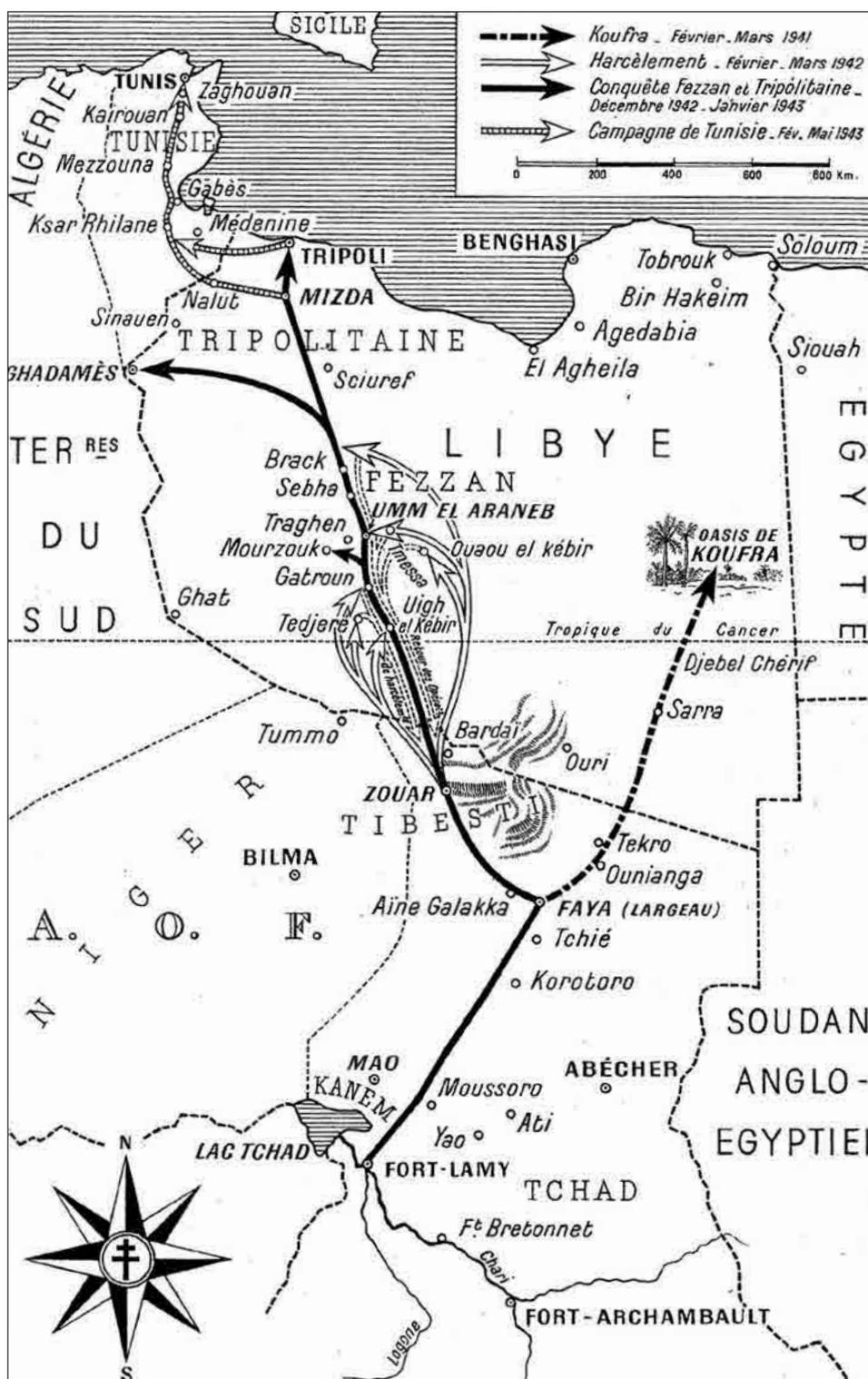
La position française se caractérise par une absence totale de couverts et d'obstacles naturels qui la place aux coups et aux vues de l'ennemi. Il faut donc contenir ce dernier à distance avec peu d'artillerie. Koenig opte alors pour la création de marais et de champs de mines qui cloisonnent au plus loin l'adversaire et régulent la progression de ses colonnes de chars par des goulets où il peut se préparer à appliquer les feux de son artillerie. Malgré cet agencement, il ne peut pourtant couvrir les trois secteurs par manque de mobilité de ces pièces qui nécessitent des tracteurs pour changer

de position. La 3^e bataillon de la 13^e DBLE propose alors, par adaptation réactive, de monter les affûts sur des véhicules et donnent alors un nouveau souffle au dispositif. La conception de manœuvre envisage ainsi des norias internes des appuis feux d'artillerie grâce à ce regain de mobilité. Enfin, les troupes creusent des tous-terrains qui communiquent entre eux pour optimiser l'agencement rapide en conduite des armes en fonction des approches ennemies.

Au fur et à mesure des assauts, le dispositif tient mais les ressources se tarissent et la prise en compte en pleine offensive de plus de huit cents prisonniers fait que c'est l'eau qui devient rapidement la priorité du soutien logistique. Le 31 mai, cinquante camions de ravitaillement parviennent à Bir Hakeim avec leur cargaison d'eau. En repartant, le convoi récupère les blessés graves et les prisonniers. Le siège du camp retranché français peut continuer jusqu'à l'assaut majeur du 6 juin qui se

5 juin 1944, le général Koenig, commandant supérieur des forces françaises en Grande-Bretagne et commandant des forces françaises de l'Intérieur avec son état-major.
© Collection du musée de l'Ordre de la Libération-DR.





enfin et le détachement quitte la position en véhicule ou à pied dans la nuit vers la zone de recueil tenue par les Britanniques. Rommel relance le 11 juin 1942 l'ultime offensive qui devait faire sauter le point d'appui français mais sa charge frappe dans le vide d'une position désertée.

L'application du principe d'économie des forces a permis au général Koenig d'administrer dans le temps et dans l'espace l'ensemble des moyens et des ressources dont il disposait afin de tenir efficacement jusqu'à la rupture de contact. La régulation tactique comprenant les bascules d'efforts des armes et la gestion des convois logistiques a permis de retarder une culmination pourtant inéluctable et de faire la différence pour réaliser la mission.

Exemple historique d'économie des forces par emploi des stricts moyens suffisants du dispositif :

Quand l'audace frise le génie contre toute orthodoxie doctrinale, elle permet d'accéder à des exemples d'application du principe d'économie des forces dont l'histoire seule nous permet d'apprécier *a posteriori* l'opportunité quand la raison nous commande de taxer de folies. Rien d'étonnant donc de trouver comme démonstration historique en la matière, le nom d'une bataille empreinte de « la patte » du Maréchal Leclerc. Retournons ainsi à Koufra en Lybie, pour y redécouvrir des enseignements tactiques passés à l'oubli sous le poids écrasant du serment qu'y firent les héros de la 2^e DB.

Depuis l'appel du 18 juin 1940, les premiers FFL du général de Gaulle démontrent la volonté de poursuivre la lutte contre l'occupant... dans les faits il faudra attendre le 1^{er} mars 1941 pour que la colonne

heurte au dispositif résilient que Koenig mène lui-même à la tête de ses hommes et à qui il dira :

« Nous remplissons notre mission depuis quatorze nuits et quatorze jours. Je demande que ni les cadres ni la troupe ne se laissent aller à la fatigue. Plus les jours passeront, plus ce sera dur : cela n'est pas

pour faire peur à la 1^{re} brigade française libre. Que chacun bande ses énergies ! L'essentiel est de détruire l'ennemi chaque fois qu'il se présente à portée de tir ».

Le 9 juin, la brigade n'a pas été ravitaillée et elle ne dispose plus de munitions que pour la journée... les réserves d'eau sont à sec. Le 10, l'ordre d'évacuation tombe

Leclerc concrétise cette résistance par une victoire à Koufra qui marquera le début de l'épopée de la 2^e DB jusqu'au nid d'aigle. Débarqué avec les alliés en Afrique du Nord, Leclerc est alors commandant des troupes françaises au Tchad. Koufra est un groupe d'oasis isolé en plein Sahara qui permet le contrôle du désert par les italiens à partir du Fort d'El Tag. Leclerc est

TÉMOIGNAGE

Extrait du récit du colonel Ceccaldi à propos de la seule pièce "bricolée" que Leclerc acceptât d'emmener à Koufra.

"Ceccaldi, me dit-il, je ne vous emmène pas je n'ai pas de camions à vous donner". Les Laffly, en effet avaient rendu l'âme au puits de Sarra. Je répons au Colonel que j'ai trois Chevrolet qui m'ont été donnés, je ne me souviens plus comment aujourd'hui. "Vous n'aurez pas le temps de les aménager, ajoute t-il, nous partons immédiatement". Mais mon Colonel ils sont aménagés ! Nous avons profité de cette courte période de regroupement pour transférer les rampes de chargement des Laffly sur les Chevrolet. Nous avons même renforcé les plates formes avec des longerons prélevés sur des Matford abandonnés. Tout cela avec un outillage des plus rudimentaires. Le Colonel m'a regardé ; il m'a souri comme il le faisait parfois lorsqu'il était agréablement surpris ou content. "D'accord me dit-il mais vous n'emmenerez qu'une seule pièce". C'est ainsi qu'un 75 de montagne, un officier, 2 s/officiers et 16 canonniers participèrent à l'opération."

conscient de l'impact stratégique qu'aurait la saisie de ce relais aérien entre la Lybie et l'Éthiopie, mais aussi, de l'urgence psychologique d'accrocher à l'histoire des FFL un premier fait d'arme.

Le point d'appui est solidement tenu par un contingent italien de quatre cents soldats puissamment équipés de mitrailleuses lourdes de 20 mm et de 12,7 mm. Les français, pour autant qu'ils soient en nombre équivalent, sont beaucoup moins bien dotés. En particulier les moyens d'appui feu indirect de la section d'artillerie du lieutenant Ceccaldi sont très réduits et ne compte en particulier qu'une unique pièce de 75 mm de montagne. Pour l'offensive sur le fort, Leclerc a préféré répartir ses véhicules pour transporter des hommes afin de palier son manque de puissance de feu par une meilleure mobilité. Devant l'insistance de son artilleur qui veut participer à l'opération, il cède finalement... pour une pièce !

La suite est passée à la postérité. Le siège d'El Tag débute à partir du 19 février 1941. Le fort est constitué de remparts de quatre mètres de haut formant un carré de cent cinquante mètres de côté. Il est trop bien défendu pour que Leclerc imagine une manœuvre de vive force avec les moyens dont il dispose. Sa tactique consiste alors à harceler l'ennemi et à empêcher toute arrivée de renforts italiens, et, son artillerie – un seul canon de 75 mm – va alors se révéler prépondérante à ces fins. Placé à une distance d'environ 3 500 m du fort, Ceccaldi commande quotidiennement, jour et nuit, le tir de vingt à trente obus pour maintenir une forte pression sur les troupes italiennes. Pour sa sauvegarde le canon change souvent de position et d'objectif. Les Italiens ont l'impression d'avoir maille à partir avec une batterie

complète ! Le 25 février, le pavillon italien est abattu d'un coup de canon. Il ne sera jamais relevé. Au contraire, il sera remplacé le 1^{er} mars par le drapeau blanc qui acte la reddition de la garnison italienne. À leur sortie du fort, les Italiens sont surpris de voir les maigres effectifs et la faible puissance de feu des Français.

Puisque la destruction par des feux puissants est impossible, l'effet recherché par les tirs de harcèlement consiste essentiellement à obtenir un impact psychologique sur l'adversaire. L'emploi judicieux de la seule pièce dont disposait les FFL a suffi à créer l'affaiblissement du moral de la garnison italienne. Cette victoire illustre la bonne compréhension du caractère de stricte suffisance d'emploi des moyens tactiques. Elle démontre la bonne application par Leclerc du principe d'économie des forces et pose aussi, par sa radicalité surprenante, les fondements de la légendaire audace du commandant de la 2^e DB.

En conclusion, le principe d'action tactique d'économie des forces est certainement le principe le plus difficile à envisager dans toutes les dimensions de son influence. Particulièrement important dans la phase de préparation il s'invite dans le raisonnement tactique comme la garantie de programmer le meilleur agencement possible des moyens suffisants pour remplir la mission. S'il conditionne donc la performance de la manœuvre, il est donc celui qui discrimine en particulier les succès tactiques des grandes victoires.

1 Clausewitz, Théorie du combat.

2 Commandé aussi par la volonté d'optimiser les feux (Conduite de tir par exemple...).

3 La préparation de l'ennemi étant un mode d'action qui utilise des procédés de modelage, de ciblage ou de déception, on ne parle pas ici exclusivement du fameux barbarisme du « *shaping* » souvent énoncé sans réel compréhension de sa nature tactique.

La chair et l'acier, *l'invention de la guerre moderne* *(1914-1918)* de Michel Goya

Aspirant Sébastien Lizarte, assistant de conservation du Musée de la Légion étrangère.

Michel Goya, colonel des troupes de marines à la retraite, compte parmi les historiens militaires français les plus reconnus. Il a été assistant militaire du CEMAT sur les questions de doctrines, et fut membre de l'IRSEM. Il est présenté comme un spécialiste de la guerre moderne, de l'innovation militaire et du comportement au combat.

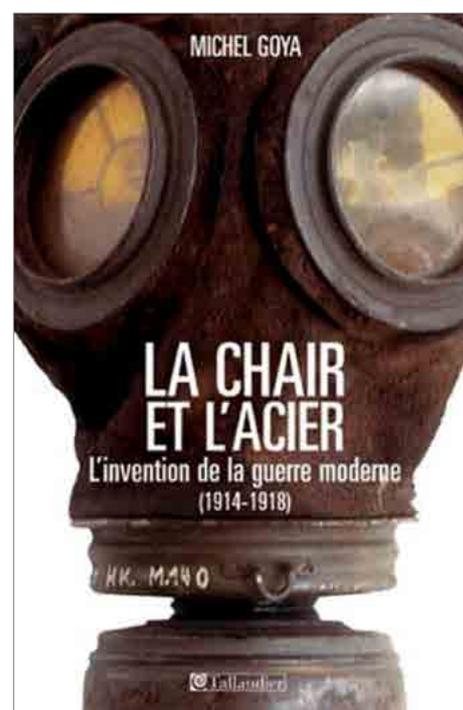
Thèse principale

L'ouvrage en question constitue un coup d'essai réussi dans le domaine de l'histoire militaire car il fait référence en matière d'évolution de l'armée française durant la Grande Guerre. Michel Goya prend la guerre des tranchées dans sa dimension diachronique : « Comment une armée évolue-t-elle, en temps de paix puis en guerre ? ». L'ouvrage s'attaque essentiellement au dogme de l'offensive à outrance présenté comme l'écho de l'archaïsme doctrinal des officiers supérieurs français. Il montre au contraire que cette guerre fut la période d'évolutions capacitaires la plus rapide de toute l'histoire de l'armée française et certainement de toute l'histoire militaire mondiale. La confrontation de la guerre rêvée ou attendue à la guerre réelle ou imposée, les processus d'apprentissage au cœur de l'expérience de guerre, les impasses militaires qu'affrontent les belligérants étayent cette leçon douloureuse de réalisme que ce conflit inflige à la France. *La Chair et l'acier* est un livre d'importance sur le « chaos organisé¹ » que fut la Grande Guerre.

« La victoire de 1918 est obtenue par dépassement [partiel] des blocages issus de la trop grande croissance du tissu tactico-industriel. » Toute la dialectique de l'évolution d'une armée est là, intégrer l'innovation (puissance de feu, mobilité, communication...) à la doctrine et à la pratique, c'est vaincre². »

Contexte historiographique

L'ouvrage de Michel Goya s'inscrit dans le prolongement du courant de la nouvelle histoire bataille, utilisant diverses disciplines : il procède à l'aide d'outils théoriques qui dépassent les limites habituelles de l'histoire militaire : la sociologie des organisations et l'histoire des techniques sont convoquées pour permettre de comprendre comment fonctionne, s'adapte, évolue, l'institution gigantesque et complexe qu'est l'armée française en 1914. Cependant, son ouvrage n'est pas un ouvrage purement universitaire qui se concentre sur la recherche de la vérité historique. C'est un ouvrage d'histoire militaire appliquée, car il nous montre comment une armée



assimile les évolutions très rapides, dans l'urgence de la guerre avec le poids des pertes que cela suppose, et aussi dans la préparation de ce conflit.

Michel Goya,
La chair et l'acier.
L'invention de la guerre moderne
(1914-1918).
Tallandier, Paris, 2004.

1 *Op. cit.* Goya, p. 417.

2 *Id.* p. 412.

Résumé

L'auteur commence par expliquer comment se cristallisent avant 1914 des « considérations tactico-mystiques » (p. 20) exaltant l'offensive à outrance, sans prise en compte des débats techniques, pourtant intenses et de l'expérience considérable accumulée par l'observation des guerres. La réflexion est polarisée par le fantôme de la défaite Intellectuelle de 1870, sans prendre en compte les évolutions, il faut casser l'attentisme de 1870.

La structure de l'armée française multiplie les lieux de réflexion et d'élaboration stratégique et tactique sans mécanisme de centralisation. Le recrutement des officiers aboutit à une autonomisation du corps des « brevetés » marqué par une approche excessivement théorique, en même temps que les « coloniaux » et leurs valeurs gagnent en influence. L'influence d'une pensée sociologique et scientifique (de Gustave Le Bon à Darwin) mais aussi du spiritualisme, conduit à l'exaltation du caractère national et des facteurs spirituels et psychologiques, plutôt que techniques, du combat.

Goya montre bien cependant l'émergence d'une « doctrine opérationnelle lyrique, mais indécise » (p. 109) dans deux documents majeurs, le Règlement sur la conduite des grandes unités et le Règlement de service en campagne, tous deux datant de la fin 1913. L'essentiel tient moins à l'influence des « offensifs » qu'au flou persistant entourant le rôle des différentes armes et les conceptions mêmes des opérations dans la « mosaïque » doctrinale d'avant 1914. Certains même annoncent l'inviolabilité du front. Avec la fracture entre les jeunes turcs, officiers des colonies,

impulsif et non-conformiste, contre les officiers brevetés de l'EMA, volontiers aristocratiques.

Le troisième chapitre porte sur un point essentiel : le décalage entre ces conceptions théoriques et les pratiques militaires avant 1914. Les processus d'apprentissage, des officiers comme de la troupe, sont hétérogènes et peu efficaces. Il divise l'avant-guerre en quatre périodes : tâtonnements (1871-1883), certitude et son passé glorieux (1884-1902), turbulences d'une guerre lointaine (1903-1910), Urgence avant-guerre, tentative d'unifier les doctrines (1911-1914). Il dénombre 2 300 pages de règlements de manœuvre contre 900 pour les Allemands.

Le quatrième chapitre, « Le choix des armes », contient des rappels et des mises au point utiles sur la situation des différentes armes en 1914, montrant bien notamment les facteurs culturels de blocage tactique, pour exemple : l'attachement des cavaliers à la notion de duel. Au total, l'évolution de l'armée française par rapport à 1870 apparaît relativement faible.

« L'épreuve du feu », cinquième chapitre est consacré moins au choc du feu lié à l'inadaptation partielle de la doctrine et de la pratique, qu'à la capacité d'évoluer très rapidement qu'il démontre. Dès le 16 et le 24 août 1914, deux notes du GQG font la synthèse des lacunes observées et s'opposent aux charges d'infanterie irréflechies. Ce qui démontre une bonne circulation de l'information dans la hiérarchie. Les informations circulent aussi de manière horizontale entre unités s'adaptant plus ou moins bien à la donne nouvelle du combat que de manière verticale. La troupe fait preuve

d'une adaptation remarquable, mais l'apprentissage des officiers supérieurs se mesure en milliers de morts. Les officiers apprennent mais restera-t-il des hommes pour démontrer leur apprentissage. Étonnamment, l'effort doctrinal d'avant-guerre a plutôt bien prédit ce début de guerre, compte tenu des éléments à leurs dispositions. Les 40 % d'officiers supérieurs limogés trahissent plus la nécessité de trouver des bouc-émissaires, que l'incompétence particulière.

La dynamique des adaptations est développée dans le chapitre suivant : « La pression du front » : recours à des expériences passées (le casque d'acier), imitation de l'adversaire, détournement de matériels existants (pelle de tranchée) se conjuguent. Il propose avec le « modèle du scrabble » les mots représentant les innovations qui doivent s'adapter au plateau représentant la doctrine.

Cependant ces adaptations innovatrices cela n'empêcha pas un long *statu quo* sur le front ouest : les facteurs de blocage sont aussi très importants. L'innovation miracle n'existe pas. Chacune doit être expérimentée et réfléchie pour s'intégrer à la doctrine du combat interarmes. Les rivalités entre armes s'ajoutent à la répugnance générale au retranchement et au recul tactique. Ici, la ferveur patriotique indéniable du corps des officiers constitue bien un écran cognitif aux effets funestes, refusant tout recul tactique sur la terre de France occupée.

L'auteur s'intéresse ensuite aux mutations de l'institution militaire, et plus précisément à ses tentatives d'institutionnaliser les évolutions et apprentissages issus de la guerre. Le retour d'expérience devrait être l'élément essentiel permettant à la

hiérarchie de tirer les conséquences des premiers combats. Mais il est biaisé par le décalage très fort qui existe entre GQG, généraux et troupes combattantes.

Il borne les évolutions doctrinales dominantes ainsi :

- la « percée par attaque brusquée » (1915) ;
- la « conduite scientifique de la bataille » (Sommes, 1916) ;
- l'« école de Verdun » et ses prolongements dans l'Aisne (Nivelle-Mangin, 1916-1917) ;
- le « champ de bataille interarmes » (Pétain, 1917-1918).

La succession rapide de ces modèles montre quelles accélérations l'expérience de la guerre fait subir à la pensée militaire, un an de guerre vaut 10 ans d'avant-guerre en termes de publications de règlements. Le GQG se rationalise et l'instruction aussi, l'assimilation des évolutions passe de plus en plus par-là, plus la guerre avance. La stabilisation du front laisse l'opportunité d'innover. La section évolue de l'homme baïonnette omniprésent de 14, vers une cellule de feu autonome et divisée en rôles spécifiques de 18.

Le chapitre suivant, « Face aux tranchées », redescend dans les boyaux et décrit de manière vivante les troupes françaises telles qu'elles se modernisent au cours

de la guerre de position : « L'honneur, la camaraderie et l'esprit de corps, voilà ce qui permet de tenir dans la zone de mort » (p. 331). L'avant-dernier chapitre est consacré aux chars d'assaut, et montre de manière claire comment une innovation décisive put s'imposer malgré des difficultés d'ordre institutionnel et le manque d'investissement dans la nouveauté. Finalement, par l'innovation, la cavalerie blindée fait retrouver la prédominance passée du choc à cette arme. L'innovation militaire résulte de cette équation : un problème tactique insoluble, une ressource disponible, le coût d'un échec potentiel réduit, une croyance favorable et des entrepreneurs pour porter le projet, comme le général Estienne pour les chars de combat.

Le livre se termine par une analyse de la « grande armée de 1918 » qui préfigure en même temps l'immobilité à venir de l'entre-deux-guerres. L'innovation tactique majeure qui ressort est l'autonomisation des petites unités d'infanterie, ainsi que les qualités accrues de l'artillerie, de l'aviation, des transmissions, des capacités de combat interarmes, de la motorisation qui décuple les capacités opérationnelles. L'auteur montre la difficulté, en 1918, de désapprendre la guerre des tranchées et de connaître une nouvelle adaptation à une guerre changeante. Celle-ci a pour aboutissement la « bataille modèle » du

8 août 1918 : coordination parfaite des armes nouvelles et anciennes, suivie de la progression rendue possible par un corps de transmission nouveau qui permet l'exploitation de la victoire et la maximisation de l'exploitation des moyens, donc des effets.

Le livre de M. Goya propose une thèse forte et en opposition avec la mémoire du conflit : celle d'une évolution des méthodes de combat au cours de la guerre. Celle-ci, vue souvent comme un conflit bloqué et le degré de la tactique, est effectivement dans une impasse stratégique, mais d'une manière bien différente en 1915 qu'en 1917, tant les innovations tactiques se croisent et se répondent. En quatre ans, l'armée française passe d'une armée proche des conceptions napoléonienne à une armée moderne qui annonce bien des lignes de force du futur conflit mondial.

Il témoigne enfin que changement ne fut en rien centralisé et maîtrisé, mais davantage le fruit de multiples micro-innovations modifiant la structure dans laquelle elles apparaissent. Le rôle de l'officier supérieur devient alors de contrôler ces innovations organiques et empiriques. En temps de paix, les esprits semblent voués à se figer par bien des aspects, il conclut que 1940 n'est finalement que la suite logique de ce phénomène bloqué sur le modèle de 1918.

Anatomie de la bataille, Azincourt 1415, Waterloo 1815, la Somme 1916 de John Keegan

Aspirant Sébastien Lizarte, assistant de conservation du Musée de la Légion étrangère.

John Keegan, illustre historien militaire et journaliste britannique né à Londres en 1934 et a enseigné pendant plus de 20 ans l'histoire militaire à la prestigieuse Académie royale militaire de Sandhurst. John Keegan, réformé à cause d'une maladie d'enfance qui le laissa handicapé, ne put mettre le pied sur aucun terrain d'action militaire : à son grand regret. Il choisit de consacrer sa vie à l'art de la guerre. Il a profondément renouvelé l'art d'écrire la guerre. Son influence fut déterminante, bien au-delà du cercle des officiers britanniques autour de la notion centrale d'« expérience combattante ». Il fut correspondant de guerre du *Daily Telegraph* et ses ouvrages font référence concernant les deux conflits mondiaux.

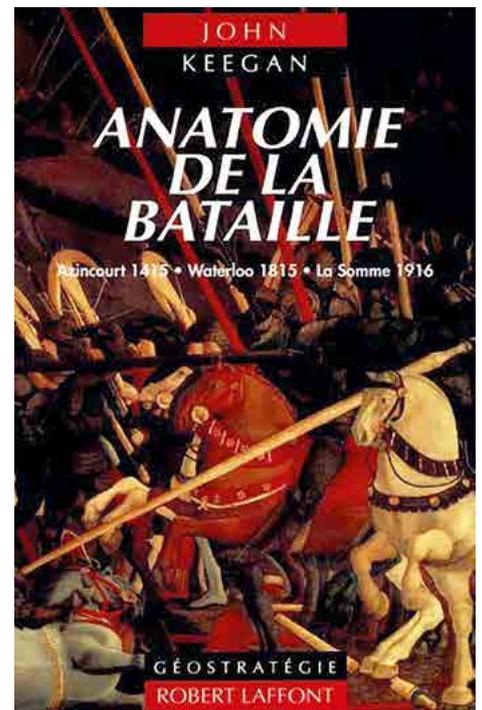
Thèse principale

A *natomie de la Bataille*, publié en 1976, est son premier grand livre qui initie sa trilogie conceptuelle célèbre de la guerre : *Anatomie de la Bataille*, *Histoire de la guerre et l'art du commandement*.

« Une bataille n'est pas une simple querelle de géomètres. C'est de l'hétérogène absolu, intense, extrême. C'est de l'être au plus haut point, d'où la difficulté d'en trouver le sens. Les ressorts de l'action, les modes de perception, de croyances et d'espoir ne sont pas les mêmes au sein d'un corps d'armée, d'un groupe, que l'on soit derrière une colline, dans un carré d'infanterie, sous la pluie ou derrière un mur. Une bataille est une épreuve individuelle et collective. Un massacre consenti et contraint dans lequel le fait anecdotique compte, car il dit la peur, le courage aussi. »

Contexte historiographique

Keegan est issu d'une génération d'historien traumatisée par la guerre, ce qui se traduit par une opposition générationnelle entre l'histoire-bataille et l'École des annales. Le terme même d'« histoire bataille » est employé par Marc Bloch, le fondateur de l'École des annales. Elle sera prolongée par la deuxième génération avec Braudel pour devenir la Nouvelle histoire où l'approche de l'histoire se veut beaucoup plus globale et pluridisciplinaire et a pour conséquence de minimiser la place de la bataille dans la recherche historique. Keegan se situe aux frontières des deux tendances en se concentrant sur l'approche dite événementielle par l'étude de trois batailles, mais est aussi héritier de cette Nouvelle histoire qui apporte d'autres sources et d'autres disciplines comme la psycho-sociologie qui irrigue son propos. Il est en quelque sorte le précurseur de l'union de ces courants qui va se faire, avec la sortie du célèbre *Dimanche de Bouvines* de George Duby en 1985.



John Keegan,
*Anatomie de la bataille, Azincourt 1415,
Waterloo 1815, la Somme 1916.*
Éditions Perrin, Paris,
septembre 2013, 414 p.

Résumé

Introduction, démarche scientifique

Keegan veut expliquer la bataille, et non la raconter comme cela est fait le plus souvent. Voilà l'intérêt de l'histoire militaire, en dehors des influences du roman national, cette histoire en marge de la tradition académique, permet de tirer des grandes logiques universelles de la guerre. Or, l'historien militaire doit se tirer du « borborygme de la littérature » et sortir du témoignage. Keegan précise s'écarter de la convention rhétorique romantique de l'histoire-bataille. Il souhaite combler la pauvreté des analyses du comportement humain. Image parlante, il compare la bataille à « quelques Kamasutra militaire, intrigant, mais qui semble bien difficile à mettre en pratique¹. ».

L'armée américaine brise cette tradition, en offrant une étude psychologique du combat, dès le deuxième conflit mondial. Les conclusions sont simples et éclairantes : la survie personnelle est liée à la survie du groupe organique, au sens humain. Paradoxe, l'histoire militaire ne se soucie pourtant que des grands mouvements.

Keegan désire aussi combler le manque d'étude concernant l'art de la guerre, particulièrement du commandement. Originalité, l'auteur procède par le bas, par l'expérience du combat, mais traité synthétiquement et conventuellement, allant de la blessure, le maniement des armes au combat, de la capture, en se focalisant sur le rôle du commandement et la coercition des officiers face au feu. Il se base sur trois batailles déterminantes dans l'histoire militaire britannique,

géographiquement proche, mais à trois époques différentes, ce qui ne constitue « qu'une petite incision dans l'immensité de l'anatomie de la bataille. »

Chapitre I : Azincourt 25 octobre 1415

Une bataille est d'abord une rencontre ritualisée et traditionnelle, les hérauts se réunissent pour annoncer le combat et conclure celui-ci en lui donnant un nom. L'auteur s'applique à analyser chaque détail de la formation et du déroulement du combat et de l'après-combat, étudiant aussi les mythes historiques de cette bataille.

L'historien achève son chapitre par la description du destin des blessés et des morts et sur la notion du facteur moral central : pourquoi combattre ? Son principal argument est la banalisation de la violence et le cadre légal de celle-ci prévu par le droit canon et laïc. La bataille est d'abord la normalisation du meurtre.

Chapitre II : Waterloo 18 juin 1815

Le Maréchal Wellington au soir de la bataille donne l'ordre de la retranscrire actuellement, en sortant du registre épique habituel : « On ne raconte pas l'histoire d'une bataille comme on raconte un bal ». Mais finalement la tâche de « raconter une bataille » est loin d'être simple, car une bataille décrite par ses témoins : « c'est d'abord la somme de récit personnel ». Se limiter au témoignage ne permet pas de faire l'histoire d'une bataille dans la mesure où il s'agit d'une somme de ressentis personnels dans un terrain limité, noyée dans un torrent d'émotions.

Il est difficile d'analyser une bataille, qui est un instant de décision dans une campagne. La bataille est l'allégorie, la matérialisation éphémère d'un antagonisme profond, qui lui précède et lui survie.

Keegan distingue deux types de confrontations : homme contre homme et homme contre le matériel, si l'artillerie cause le plus de pertes, l'infanterie seule est capable de tenir le terrain, voici une constante du phénomène bataille. Keegan utilise d'autres disciplines, comme la zoologie, l'étude de l'instinct animal, avec : la théorie d'Hediger de la réaction critique. Il s'agit du degré de proximité limite qui entraîne la réaction attaque/fuite. Aussi, comme pour le dresseur de fauve, le général doit pratiquer un jeu dangereux entre distance de fuite et distance critique. L'histoire militaire européenne, c'est précisément l'opposition de la foule contre l'armée, la masse contre l'efficacité. Le retour de la veille garde à l'état de foule sonne la fin de la bataille.

Keegan conclut en parlant du journal d'un officier anglais : « Voilà un témoignage que devraient retenir nombre d'historiens modernes qui confondent récit de bataille et commentaires de chorégraphie². »

Chapitre III : La Somme, 1916

L'ultime bataille est traitée via la même méthode afin d'identifier les continuités et les ruptures. La bataille de la Somme 1916, reste le plus grand « lieu de mémoire » de l'armée britannique à ce jour. Le plan très simple pour une armée de bleus : écraser les positions ennemies sous un bombardement d'une semaine et

1,5 million d'obus et lancer une offensive peu profonde (2 km) sur toute la ligne de front. Paradoxalement le système de la guerre est plus complexe qu'à Waterloo, mais la nature des affrontements, c'est simplifié. L'auteur décrit le drame de l'assaut où 21 000 hommes du Commonwealth tombent en une matinée, le jour le plus sanglant de son histoire militaire.

Il conclut en soulignant que « les tranchées ont été le camp de concentration de 14-18 »³ en terme de symbolique et de traumatisme civilisationnel. Pour l'historien les facteurs de l'échec sont : un trop grand attachement au plan, commandement depuis l'arrière, ignorance totale de ce qui se passe à l'avant, isolement de la première ligne et le manque de coopération entre les armes : « L'interaction suppose une articulation⁴. » À la différence des vieux combattants de Waterloo, la première motivation des *Pals batalions*⁵ est la méconnaissance du danger et la confiance au commandement et au système de santé. Le soldat avance pour suivre son sous-officier, qui suit lui-même l'officier. Ce dernier fait, face au danger par amour pour ses soldats, or dans la guerre moderne est particulièrement dans la Somme, la dispersion et le couloir infranchissable de feu induisent la perte de contrôle face au feu, bien plus qu'à Waterloo. De plus, le commandement n'est pas qu'une affaire de coercition, mais une affaire bien plus complexe de relation humaine. En conclusion, l'expérience de

14-18 montre à l'humanité tout ce que la guerre moderne peut contenir d'horreur et surtout tout ce que les hommes sont en mesure de supporter ou non.

Chapitre IV : Le champ de bataille de demain

Dans un ultime chapitre de conclusion, Keegan, nous offre un travail de prospective sur le futur de la bataille. La notion de champ de bataille est mouvante, mais il existe des constantes, car aujourd'hui comme hier la bataille reste une affaire de semelles et de mouvement. Cependant, le propre du soldat est de vouloir retrouver un substitut de foyer, contrairement au cliché de la guerre moderne, les armées restent des outils lourds, pesants, ne présentant qu'une apparente mobilité.

Finalement, Keegan démontre que le point commun unifiant toutes les batailles de l'histoire, reste le facteur humain, tout change sauf l'homme confronté à sa fin potentielle. Étudier une bataille, c'est aussi étudier un phénomène psychologique et social. La bataille est une affaire de tripes plus que de mathématiques, ce pourquoi la guerre est un art et non une science. L'étirement du champ de bataille multiplie certes les dangers, mais présente l'avantage de ne plus laisser le choix de la fuite, ce qui fait muter le courage guerrier qui consiste d'abord à accepter les horreurs du champ de bataille.

Keegan évoque la possibilité d'une fin de la bataille devenue insoutenable pour le confort de l'homme moderne. Les Américains évaluent en 1944 que la durée de vie morale utile d'un soldat est de 90 jours de combats, après quoi son efficacité s'effondre, avec un point de rupture nerveuse à 160 jours.

Keegan, influencé par son époque conclue en disant que les batailles ont fini par s'entre-dévoiler elle-même, devenues insoutenables pour l'homme moderne. Si l'outil du guerrier, que représente l'arme, l'augmente réellement, la machine et derrière elle, l'automatisation, le remplace et *in fine* l'affaiblit moralement et physiquement.

1 Keegan. p. 34.

2 Keegan, p. 213.

3 Robert Kee.

4 Citant J. F. C Fuller, p. 198.

5 Bataillons de copains originaires des mêmes coins, qui composent les division Kitchener, issu de la Levée en masse de 1914.

L'étude historique sur le terrain « Argentan 1944 »

Commandant Romain Choron, officier historien traitant des études historiques à caractère opérationnel à la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire (CDEC).

Dans le triptyque¹ des moyens pédagogiques d'études historiques à caractère opérationnel permettant de se servir de l'histoire militaire pour enseigner les fondamentaux de la théorie tactique, l'étude historique sur le terrain (EHT) possède comme singularité son caractère immersif qui plonge l'auditoire dans des conditions proches de la réalité. Nous allons nous intéresser à un de ces exercices en suivant la progression de la 2^e division blindée (2^e DB) du général Leclerc du 11 au 12 août 1944, entre Alençon et Argentan, en Normandie. Depuis 2021, cette étude d'une journée, appelée « Argentan », est proposée aux officiers stagiaires de l'École d'État-Major (EEM) à Saumur dans le cadre du programme de formation sanctionnant leur qualification interarmes de niveau 2 (QIA2).

Objectif de ce type d'EHT

Dans son programme d'instruction, l'École d'État-Major consacre une place essentielle et centrale à l'enseignement de la Méthode d'élaboration d'une



Décision Opérationnelle Terre (MEDO-T). Les EHT participent positivement à l'appropriation de cette méthode par les officiers stagiaires à travers la réflexion sur une conception de manœuvre en situation. En effet, face au terrain, la réalité topographique s'impose souvent de manière plus directe que sur une carte d'état-major étudiée dans une salle de cours. Par ailleurs, le choix du contexte de la Seconde Guerre mondiale permet d'aborder le combat dit « de haute intensité », correspondant aux attentes pédagogiques actuelles de l'EEM.

Quels objectifs particuliers pour l'EHT « Argentan » ?

L'EHT « Argentan » permet aux officiers stagiaires d'étudier successivement, la manœuvre offensive d'une unité blindée alliée (niveau division) dans un terrain défavorable (massif forestier d'Ecouves), puis la manœuvre défensive d'une unité à composante blindée allemande (niveau équivalent à une division). Elle offre ainsi de développer une intelligence de situation, de faciliter la prise de décision tout en réfléchissant à la question de la



bonne application des principes tactiques (liberté d'action, concentration des efforts, économie des moyens) en haute intensité.

Sur le plan historique, il s'agit d'analyser les décisions prises par les commandants militaires, les opérations menées et les conséquences de ces choix. En se mettant dans la peau des acteurs de l'époque, les stagiaires peuvent mieux appréhender les défis et les contraintes auxquels ils étaient confrontés.

Déroulement pédagogique

Une conférence introductive présente le contexte historique de l'étude tactique en pointant une focale perspective du niveau politique, stratégique et opératif afin de donner tous les éléments de compréhension de la situation jusqu'à la veille du jour étudié au niveau tactique. Elle dresse enfin les éléments complémentaires contenus dans le dossier complet d'EHT en évoquant la formule capacitaire proposée à l'étude évoquant le personnel, les matériels, les doctrines et les niveau d'instruction des forces en présence au moment du contexte historique de la bataille. Une explication des modalités pratiques de l'étude vient alors clôturer cette mise en ambiance.

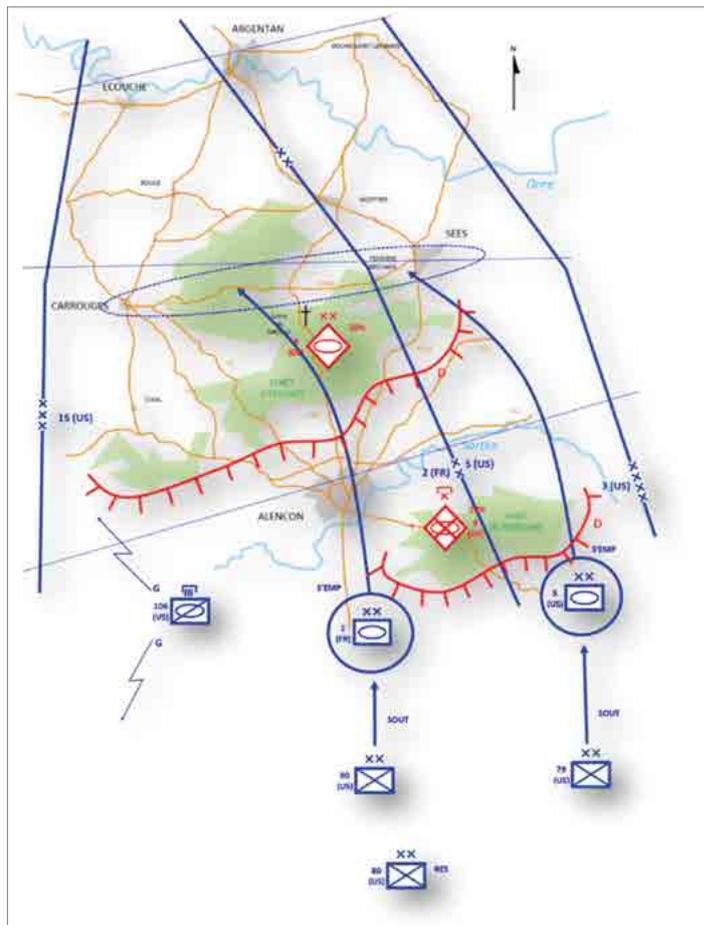
Le lendemain, les officiers stagiaires se déplacent sur le terrain. Deux ateliers leur sont alors proposés. Le thème tactique de l'EHT « Argentan » déroule la bataille ayant opposé les Français de la 2^e DB et les Allemands du groupe blindé Eberbach, entre Alençon et Argentan, du 11 au 13 août 1944.



L'histoire militaire appliquée en l'enseignement des fondamentaux de la théorie tactique. © Auteur inconnu ; EdG-T/CDEC ; EdG-T/CDEC.

Sur les lieux même des événements passés, les EHT s'appuient sur le terrain et le font parler. © EdG-T/CDEC.





L'étude de cas n° 1 consiste à concevoir la manœuvre offensive de la 2^e Division Blindée du général P. Leclerc à travers la forêt d'Ecouves avec les éléments de contexte détenus par le général français le 12 août 1944 à 7 h 00 pour s'emparer des lisières Nord du massif forestier face à la localité d'Argentan pour préparer la fermeture de la poche de Falaise.

L'étude de cas n° 2 consiste à concevoir la manœuvre défensive de la 116^e Panzerdivision du groupe blindé « Eberbach » sur les rives Sud de la vallée de l'Orne avec les éléments de contexte détenus le 12 août 1944 à 7 h 00, pour tenter d'empêcher la prise d'Argentan et le franchissement de l'Orne vers le Nord pour appuyer le repli de la 7^e Armée hors de la poche de Falaise.

Les acteurs en présence

Côté Alliés – La 2^e DB est une des unités en tête de la 3^e armée du général Patton vers l'Ouest. Le 15^e corps d'armée (auquel la 2^e DB est subordonnée) a atteint Le Mans le 8 août 1944. Il reçoit l'ordre de pivoter vers le Nord et de s'emparer d'une ligne SÉES – CAROUGES. Là, il doit se tenir prêt à continuer vers

le Nord afin de rejoindre les forces britanniques qui marquent une pause après les attaques menées au Nord (ville de CAEN – opération « Totalize ») avant de relancer l'offensive. L'objectif des Alliés est d'encercler les divisions allemandes engagées depuis le 8 août dans une laborieuse contre-offensive en direction de MORTAIN (opération « Luttich »), dans la poche dite de « Falaise ». C'est dans ce secteur que le 15^e CA doit faire la jonction avec les divisions alliées en provenance du Nord, interdisant tout axe de repli des forces allemandes de la 7^e Armée vers l'Est.

À compter du 10 août 1944, la 2^e DB reçoit l'ordre de progresser sur 4 axes vers le Nord et de s'emparer d'une ligne Carrouges – Lisière ouest d'Argentan, soit une centaine de kilomètres à parcourir. Elle est suivie par la 90^e DI chargée de réduire les résistances isolées.

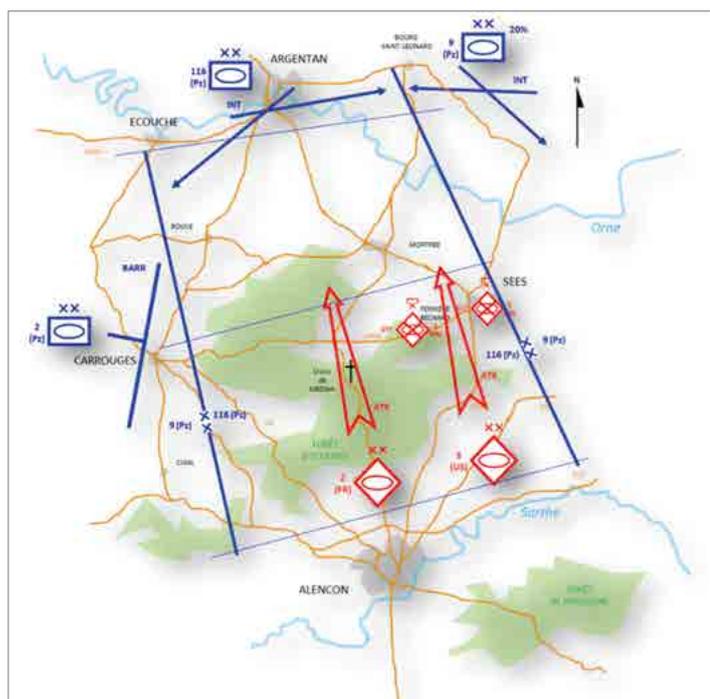
À l'Est, la 5^e DB (appartenant aussi au 15^e CA) reçoit la même mission pour la ligne Argentan – Sées, elle est suivie de la 79^e DI qui a la même mission que la 90^e DI dans le fuseau Est.

Après des débuts difficiles du 10 août, les Alliés emportent un succès important avec la prise des points de franchissement sur la Sarthe, notamment les ponts de la ville d'Alençon (base logistique et nœud routier important pour les Allemands, car elle constitue une pénétrante d'est en ouest).

Les conditions semblent réunies pour atteindre une ligne Ecouché-Argentan et prendre au piège les troupes allemandes, qui paraissent se trouver en difficulté.

Côté allemand – Depuis le 8 août 1944, 5 divisions sont engagées dans l'opération « Luttich » destinée à couper la 3^e armée de Patton de ses arrières au niveau du petit port d'Avranches. Rapidement les généraux allemands, dont Eberbach, ont conscience que cet objectif n'est plus atteignable, mais ils ont reçu l'ordre de maintenir leurs unités sur place. Les divisions envoyées contre le 15^e CA se limitent principalement aux 9^e et 116^e PZD, diminuées de plusieurs unités.

Les unités allemandes se heurtent à un certain nombre de difficultés. D'abord, elles ne disposent pas de la supériorité aérienne (1 600 avions alliés contre 360 avions allemands en août 44, sur le front de Normandie), et peuvent difficilement se déplacer de jour (il faut 2 jours à une division pour parcourir 80 km, de Mortain vers la forêt d'Ecouves). Ensuite, elles n'ont pas de renseignement. Enfin, leur logistique (carburant, munitions) est défaillante.



Pourtant, leur maîtrise de la réarticulation permise par leur concept doctrinal de l'*auftragstaktik* permettra de reconstituer au fil de l'arrivée des renforts des *kampfgruppen* suffisamment cohérents et efficaces pour s'opposer à la pression alliée sur la coupure de l'Orne à hauteur d'Argentan. Plus grave, leur résistance empêcha la fermeture hermétique de la poche de falaise, sauvant par là une part significative de la 7^e Armée que les Alliés retrouveront quelques mois plus tard dans la contre-offensive allemande dans les Ardennes au début de l'hiver 1944.

Une résistance allemande qui interroge

Après la prise des ponts de la ville d'Alençon, les Français de la 2^e DB considèrent que la prise d'Argentan est à la portée du 15^e CA. Pourtant, le 12 août, la situation évolue à la faveur des Allemands qui réussissent à tenir Argentan. Dès lors, comment expliquer ce retournement de situation ?

Certes, les Allemands parviennent à acheminer d'urgence et rapidement les renforts nécessaires à la défense d'Argentan avant l'attaque des Alliés. Mais ils ont bénéficié aussi du choix fait dans la conception de manœuvre de la 2^e DB de pénétrer dans le fuseau de la 5^e DB à hauteur de Sées pour se porter le plus vite sur l'objectif des lisières de la forêt d'Ecouves et éviter de pénétrer ce terrain défavorable à l'action blindée. L'embouteillage de près de 6h qui a résulté a non seulement retardé d'autant l'attaque de la 5^e DB mais aussi la mise en place du « *combat command* » du colonel Billotte arrivé pourtant dès la fin de matinée à Mortrée (au nord de Sées).

Conclusion

L'EHT offre une approche pédagogique pertinente pour étudier la tactique générale. En combinant l'apprentissage aux vues du terrain et l'analyse critique des choix tactiques, cette méthode permet aux officiers de développer par l'histoire militaire une meilleure compréhension des fondamentaux de la manœuvre interarmes.

1 Au sein du continuum d'enseignement académique consacrant la didactique et la pédagogie pour les études historiques à caractère opérationnel, cette dernière se décompose en Travaux Dirigés sur cartes (TD-effort conception théorique), les Études Historiques sur le Terrain (EHT-effort conception en immersion) et le Wargame (WG-effort conduite à double entrées par simulation, Jeu de Guerre ou jeu de rôle).

« Lien entre militaire et résistance »

Militaires en Résistance, le traitement de la question au travers de la BD

CBA (TA) Éva Renucci, officier historien traitant des études historiques à caractère opérationnel à la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire (CDEC).

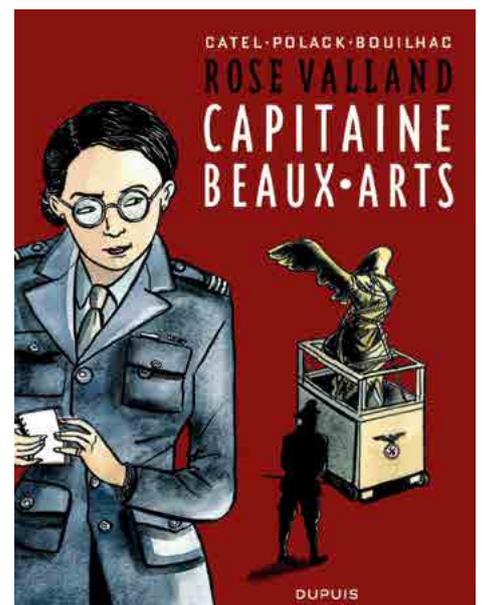
Dans un article institutionnel disponible en ligne, l'archiviste au musée de la Résistance nationale, Xavier Aumage propose une belle synthèse de l'évolution de la représentation de la Résistance à travers la BD¹. Il met notamment en valeur le fait que la BD a constitué dès le conflit une arme pour ce mouvement très hétérogène.

Au travers de ce panorama cependant, ce qui peut surprendre, c'est l'absence de questionnement sur la place des militaires ou anciens militaires au sein de la Résistance. Certes, les parcours des grands commandants et figures militaires (De Gaulle, Messmer, Leclerc, De Lattre, Montclar) se trouvent reconstitués au travers de la bande dessinée mais généralement sans se focaliser sur ce seul aspect de leur parcours bien évidemment. Et, lorsque ces épisodes sont mis en avant, la présentation est biaisée par le fait qu'on présente d'abord des compagnons de la Libération (du nom de la collection en développement proposée avec succès par l'historien Jean-Yves Le Naour chez Grand Angle) et non *stricto sensu* des Résistants.

De même, afin de conquérir plus facilement un lectorat, les ouvrages de fiction avec un arrière-plan historique tendent eux, très largement à se partager en deux catégories : la première centrée autour de héros et de plus en plus, d'héroïnes ordinaires, adultes ou enfants et l'autre, autour de personnages partagés, sinon

tourmentés entre deux obédiences (le succès ou la réussite / la moralité) lorsqu'il ne s'agit pas d'un tiraillement entre deux origines. Naturellement, il en va de la nécessaire identification et appropriation de situations du passé et finalement de l'interrogation permanente qui sous-tend « et vous, ami lecteur, qu'auriez-vous fait ou que feriez-vous à notre place ? ».

Ces différents récits ne militent pas, le plus souvent, pour des scénarios complexes qui pourraient permettre de rendre compte de la difficulté de désobéir ou la tentative de trouver une voie médiane originale permettant d'accorder convictions intimes et service de la France. On se trouve peu dans la peau d'un militaire qui voit tout un système de valeurs s'effondrer et qui doit faire face à l'incertitude du lendemain ou qui doit composer lorsque le temps de l'amalgame survient. Peut-être parce qu'un format plus ou moins standardisé d'une quarantaine de pages ne permet pas ces nuances pour un public non averti, sachant que le monde de la recherche ne s'est saisi que récemment



© Dupuis.

de cette matière (colloque « Militaires en résistances » de juin 2018 au Service historique de la Défense, actes publiés en 2023). L'image même des armées de la « drôle de guerre », très négative, a certainement longtemps contribué à ne pas chercher à mettre en valeur des militaires, sauf exceptions précitées ; puisque, justement, la Résistance est vue comme la reprise de flambeau dans la lutte contre l'Allemagne nazie, l'institution

militaire ayant failli à la tâche. À cet égard, il est toujours paradoxal de voir les héros au quotidien intégrer une structure où apparaissent des membres militaires, une occasion manquée la majorité du temps pour évoquer les motivations ou parcours de ces personnages. Les différentes structures de Résistance elles-mêmes n'ont le plus souvent pas d'historique ou de généalogie.

Pour autant, 4 ouvrages tendent cependant à se démarquer de ces constats généraux. Xavier Aumage cite l'album phare de la dessinatrice Catel consacré au « capitaine Beaux-Arts », Rose Valland (2019). Au-delà d'un volet de la *Résistance méconnu*, celui du domaine

de l'Art, cet album fournit un des rares exemples de parcours se poursuivant au sein de l'organisme militaire officiel, une fois le conflit achevé. En l'occurrence, cette spécialiste de conservation est employée par le *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force* (SHAEF) en liaison avec les *Monuments Men*

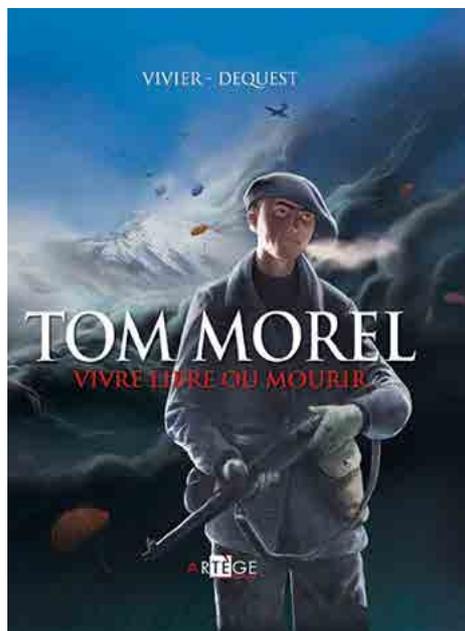
américains pour retrouver les œuvres ayant fait l'objet du pillage par les Nazis, dont celles du musée du Jeu de Paume qu'elle avait documenté. Surtout, elle contracte un engagement au sein de la Première Armée française avec le grade de capitaine qui lui permet de poursuivre sa mission.



Rose Valland au musée du Jeu de Paume.
© linflux.com.



Rose Valland, capitaine Beaux-Arts © Dupuis.

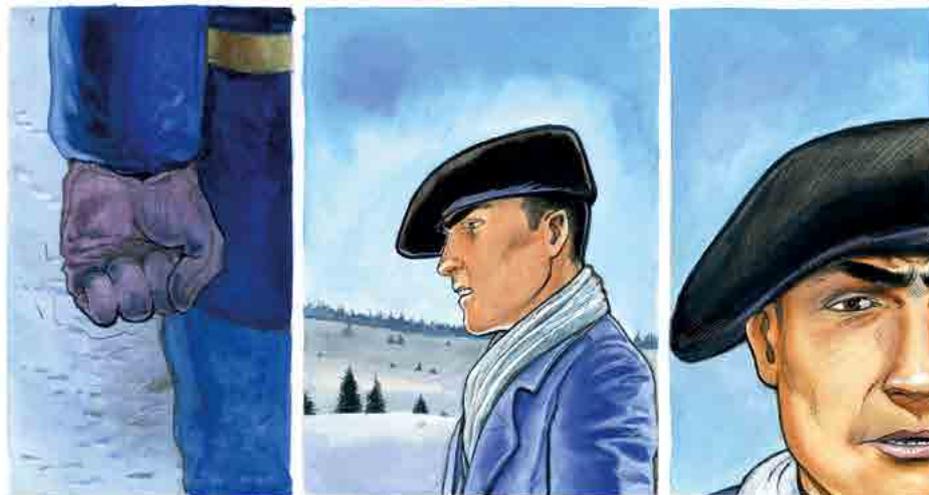


© Artège Éditions 2012 Vivier/Dequest.



Théodose Morel, dit Tom.
© Musée de l'Ordre de la Libération, Paris.

Le second opus, *Tom Morel, vivre libre ou mourir* (2012, réédité en 2021), malgré son titre, se focalise finalement plus sur la formation du Plateau des Glières et son

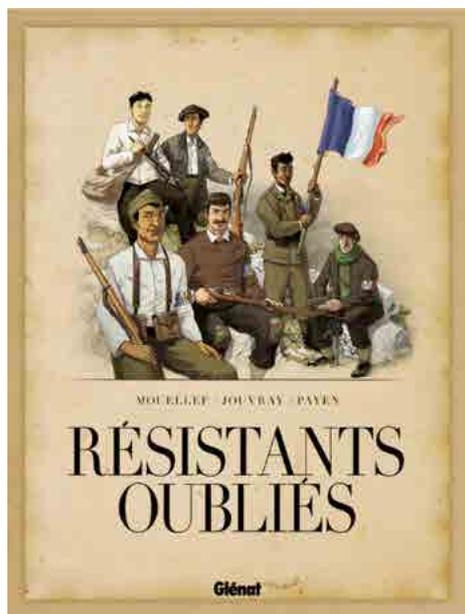


Tom Morel, vivre libre ou mourir © Artège Éditions 2012 Vivier/Dequest.

histoire au travers de l'évocation de son chef que sur un portrait véritable de ce personnage illustre.

Au travers de l'album *Résistants oubliés* (2015), le lecteur se voit offrir l'opportunité de découvrir le parcours méconnu de Mamadou Hady Bah, dit Addi Bâ, originaire de Guinée et engagé au 12^e régiment de tirailleurs sénégalais (RTS). Capturé

à la mi-juin 1940 dans les Vosges, le soldat s'évade avec d'autres engagés des colonies et organise un regroupement de fortune en forêt de Saint-Ouen-lès-Parey. Avec l'aide des villageois du voisinage, une filière d'évacuation est organisée vers la zone libre via la Suisse. Il décide pourtant de demeurer sur place et participe activement à la création d'un réseau de dissidence. Arrêté et emprisonné, celui que

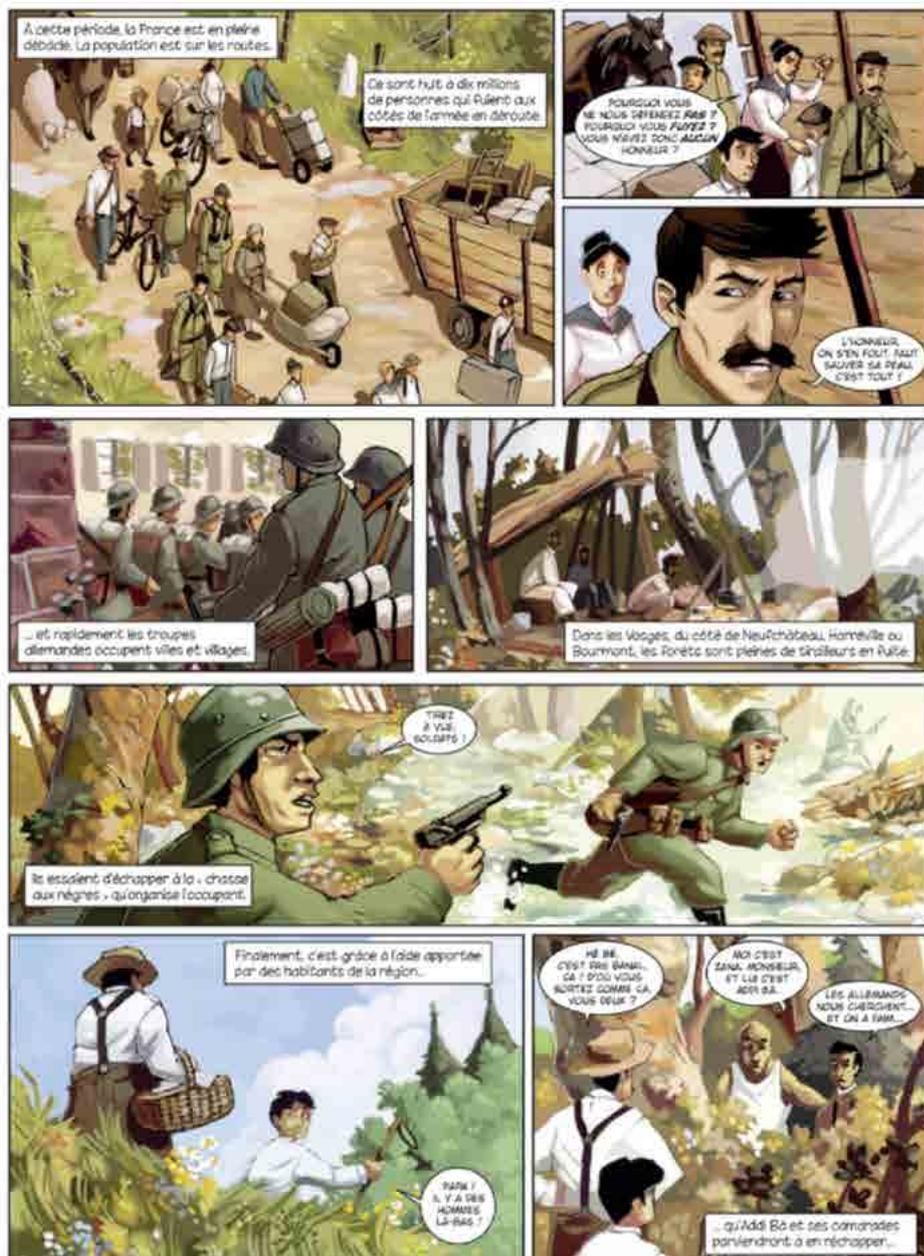


© Glénat.

la *Feldkommandantur* d'Épinal surnomme « le terroriste nègre » est condamné à mort pour « actes de franc-tireur ». Il meurt pour la France le 18 décembre 1943. Souhaitant démontrer la nature internationale de la Résistance, le reste de l'album dévie vers le sujet plus général de la reconnaissance des actions menées par des hommes et des femmes aux origines et aux parcours très divers, sans permettre une fois de plus de s'arrêter sur la figure du militaire français.

Demeure une approche très originale de la conception des actions de résistance au travers du volume *Claude Vanbremeersch, L'honneur en action* (2011), qui, au final, a paru constituer l'illustration BD la plus pertinente d'un exemple militaire entré en Résistance et de son état d'esprit, moyennant quelques éclairages de contexte supplémentaires.

Dans l'instruction d'application du décret relatif à la discipline générale militaire du 4 novembre 2005, l'article 8 concernant les devoirs du prisonnier rappelle que

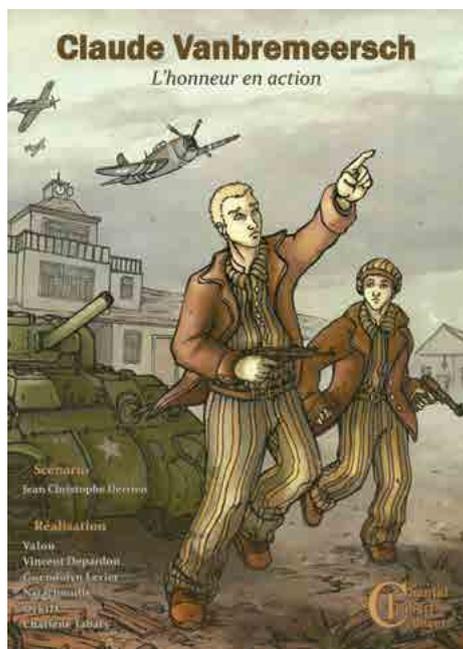


Résistants oubliés © Glénat.

« tout prisonnier doit conserver la volonté de résistance et l'esprit de solidarité nécessaires pour surmonter les épreuves de la captivité et résister aux pressions de l'ennemi ». Cette implication raccroche donc intégralement le comportement du prisonnier militaire à l'« esprit guerrier » même s'il n'en est pas la forme la plus communément admise ni la plus évidente. L'album collectif *Claude Vanbremeersch, l'honneur en action*, nous permet de

découvrir comment un jeune lieutenant saint-cyrien de 22 ans et grand ancien (CEMA de 1980 à 1981), met en application ces préceptes alors qu'il est déporté à Buchenwald en 1943.

En effet, à la demande du comité de la ville d'Anthony de la Société d'entraide des médaillés de la Légion d'honneur, des étudiants de deuxième année de l'école de BD Arc-en-ciel Jean Trubert se sont



© Chantal Trubert éditeur.



Claude Vanbremeersch. *L'honneur en action* © Chantal Trubert éditeur.

lancé dans l'ambitieux projet d'adapter en BD une partie de la vie d'un héros de la résistance, chevalier de la Légion d'honneur. L'équipe lauréate a bénéficié de l'appui d'un scénariste expérimenté, Jean-Christophe Derrien, connu pour sa série *Résistances*. L'équipe a travaillé à partir de documents d'époque, des études historiques et a eu la chance de rencontrer des témoins privilégiés, les compagnons de captivité du militaire. « Le résultat final doit être le reflet de l'époque. Nous avons travaillé [...] pour que les décors, le camp, les uniformes, les armes, les baraquements soient exacts. Nous avons aussi récupéré de rares photos de Claude Vanbremeersch jeune » (extrait d'entretien de Jean-Christophe Derrien pour *Le Parisien*).

La BD reste totalement fidèle à celui auquel elle entend rendre hommage puisqu'elle se focalise sur la résistance opposée à ses geôliers, le seul aspect qu'acceptait d'évoquer Claude Vanbremeersch dans les rares communications consacrées à cet épisode de sa vie. « On n'insistera jamais

assez sur les atrocités commises dans les camps de concentration allemands, sur l'horreur de la simple vie quotidienne d'un Buchenwald, d'un Dora, d'un Auschwitz. C'est ici que l'on comprend vraiment pourquoi nous nous battons, pourquoi il fallait écraser définitivement l'Allemagne [...] Et pourtant, je ne parlerai pas des atrocités de Buchenwald, où j'ai vécu 16 mois [...] Il n'y a pas eu en effet là-bas quelque chose de plus, que l'on ignore encore peut-être [...] Dans ce bagne allemand, en dépit des conditions de vie, il s'est fait un travail positif et l'on peut, à juste titre, parler de notre "Résistance" à Buchenwald. » (« La Résistance à Buchenwald » in *Aux Armes !*, n° 10, juillet 1945. Toutes les citations qui suivent sans précisions sont issues du même article).

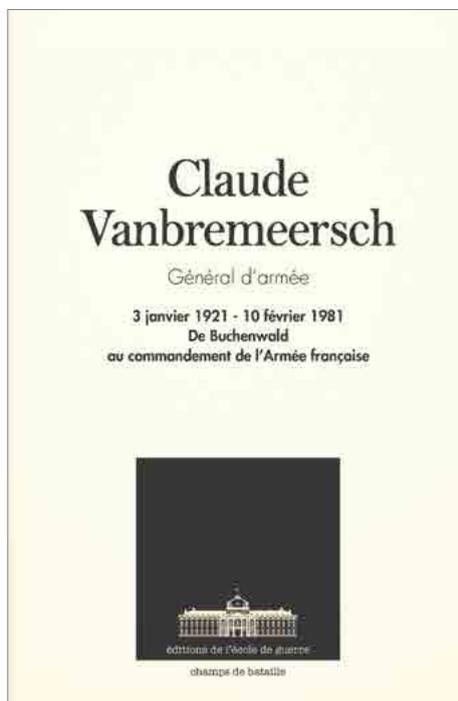
Pour des raisons de compréhension, il y a tout de même semblé utile de revenir en préambule sur quelques éléments éclairants du parcours de Claude Vanbremeersch avant de rentrer dans le détail de son action lors de son internement. Baignant dans un milieu familial doté

d'une coloration militaire (un père saint-cyrien de la promotion Jeanne d'arc, un oncle maternel de la promotion du Tchad), c'est assez naturellement que Claude Vanbremeersch s'oriente vers la carrière militaire. En 1939, il intègre la Spéciale en tant que major de sa promotion, place qu'il ne quittera jamais. Il y suit une formation initiale de 6 mois basée uniquement sur les fondamentaux du combat. À l'issue, en avril 1940, le tout jeune sous-lieutenant rejoint le dépôt d'infanterie n° 147, ce qui le conduit à effectuer un temps de commandement à la tête d'une section d'élèves aspirants de réserve au sein du Groupement spécial d'instruction de La Valbonne. C'est ainsi que lors de la rupture du front, à la mi-juin, il connaît la déception d'un repli en bon ordre, « par des étapes de 80 km, avec les Boches derrière et des ponts coupés devant soi » (lettre à ses parents) et qui le mènera jusqu'à Carpiagne (région de Marseille).

Après cette expérience malheureuse, affecté au 13^e Bataillon de chasseurs alpins de Chambéry début août 1940, il

quitte presque aussitôt son régiment pour suivre une formation complémentaire à Aix-en-Provence jusqu'à fin mars 41. Celle-ci à peine achevée, il est muté au 2^e Bataillon de chasseurs de Jujurieux (Ain) jusqu'à son occupation par les Allemands le 28 novembre 1942. Tout au long de ce bref parcours très diversifié, les éloges ne tarissent pas à son sujet : il est loué dès 1939 pour ses « qualités exceptionnelles » : « très solide [et déjà reconnu comme] nature d'élite », en dépit de son jeune âge. Il marque par son calme ainsi que par « la maturité de son esprit [...] la finesse de sa formation morale et la délicatesse de ses qualités de cœur et d'esprit [qui] excluent ce qu'il peut y avoir de brusque et de rigide dans le Commandement ». « Il aime son métier avec fanatisme », étant doté d'une « haute conception du devoir, jointe à un dynamisme réel et à une nature vibrante ».

Faisant montre d'un « loyalisme farouche à l'égard du Maréchal [Pétain] et de son gouvernement » (extrait de notation de 1941) tant que la dissolution de l'armée de l'armistice n'est pas effective, Claude Vanbremeersch est placé en congé à compter du 1^{er} mars 1943. Il rejoint d'abord, sur sa demande, des chantiers de jeunesse à Cavailon (Vaucluse) comme chef de groupe mais est vite déçu de ne trouver aucun moyen effectif de s'opposer à l'occupant. Il démissionne donc avec l'idée de participer à la lutte clandestine. Sa citation à l'ordre de l'armée pour l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme, renseigne sur les circonstances de sa capture : « Arrêté à la frontière d'Espagne [Dax] le 14 août 1943, alors qu'il tentait de rejoindre les Forces Françaises combattantes ».



L'ouvrage *Général Vanbremeersch, général d'armée 1921-1981*, indique que c'est en venant imprudemment déposer une lettre à l'attention de ses parents, les informant justement de son projet, qu'il est stoppé dans sa tentative ; le courrier en question sert de preuve à charge. Incarcéré successivement à Biarritz, à la citadelle de Bayonne puis au fort du Ha à Bordeaux, il est déporté vers le camp de Buchenwald depuis Royallieu (sud de Compiègne) au petit matin du 13 décembre 1943, en même temps que près de 1 000 autres détenus.

Le 15, à son arrivée, Claude Vanbremeersch est affublé du matricule 38 139 et du triangle rouge surchargé d'un F, indiquant sa condition de prisonnier politique. Après une période de quarantaine dans le petit camp de transit de Buchenwald, il échappe à Dora où l'attendait « une mort sans phrases ». À la faveur d'une épidémie de scarlatine et d'un passage par l'infirmerie, il rejoint finalement le grand camp. Il existe peu d'informations

sur son activité au sein des commandos de travail. Tout juste sait-on qu'il aurait, à une période, travaillé à l'entretien de la voie ferrée et en août 1944 dans l'une des usines d'armement, où il mènera semble-t-il des actions de sabotage, qu'il indique être « constamment pratiqué [par d'autres] sur les fusils qui sortaient, incapables de tirer plus de dix coups, ou sur les télécommandes de V1 dont aucune n'a jamais réussi à fonctionner ».

Le monde du grand camp est dominé par des ressortissants des pays d'Europe centrale ; les Français y sont des « *parias* » (expression de Claude Vanbremeersch), globalement très mal considérés en raison de la politique collaborationniste de Pétain. Mais, le nombre de Français internés augmente de manière significative à peu près à son arrivée, ce qui va participer d'un élan salvateur. Tout d'abord, cela consiste à « *redonner aux Français la confiance en eux qu'ils ont perdue, [...] à relever enfin [le] prestige vis-à-vis des étrangers que vont s'atteler ceux que la chance, un corps plus robuste, ou un moral plus affirmé, ont préservé de l'abêtissement total [...] Je me souviens personnellement, dans mon block 34, de cette idée de regrouper les jeunes qui me fut donnée par un jeune Tchèque qui aimait la France et souffrait de la voir ainsi s'effondrer dans le camp. Il espérait que, groupés, les jeunes Français remonteraient la pente et retrouveraient la foi en eux-mêmes. Ainsi naquirent fin avril 1944, deux "tables de jeunes", quelque 60 moins de 25 ans, où le jeune F.T.P. parisien voisinait avec le maquisard savoyard et le "frontalier" qui avait voulu rejoindre l'Armée d'Afrique. Et ensemble nous avons fait de ces choses qui, vues d'ici, semblent toutes naturelles, mais qui, dans un bagne nazi, étaient de petits miracles.*



Claude Vanbremeersch, général d'armée - 3 janvier 1921 - 10 février 1981 - De Buchenwald au commandement de l'Armée française. © Éditions de l'école de guerre.

Par exemple, mettre en commun toutes les maigres ressources alimentaires pour un repas hebdomadaire dans la seule demi-journée de repos du dimanche après-midi. Là, autour d'une table garnie d'une maigre soupe, de quelques biscuits ou conserves, nous créions une ambiance française et les premiers chants français retentir dans Buchenwald. L'esprit d'équipe naquit, ensemble nous devînmes plus forts pour nous aider dans les coups durs, dans les moments de détresse morale. La "table des jeunes" voulut être un exemple de tenue, de propreté, de solidarité, de gaieté, même à Buchenwald. Il y eut un "esprit de table" comme il y a un esprit de corps dans un bataillon de chasseurs. »

L'album mêle des témoignages significatifs de rescapés, à l'instar de celui d'Étienne Prisset. « [Janvier 1945] victime d'un "transport", j'arrivais de Sachsenhausen où je venais de passer vingt mois de souffrance et de privations [... j'étais] à bout de force [...] La chance, je devrais dire la providence, m'a conduit au Block 34 [...] Claude Vanbremeersch s'est approché de moi et, dans un sourire chaleureux, il m'a dit: " Je te souhaite la bienvenue" [...] Il m'a ensuite tendu la main et donné oh ! miracle, une petite tranche de pain [... ces miettes] ne pouvaient, bien sûr, rassasier ma faim. Il me restait son sourire d'amitié que, depuis, je n'ai jamais oublié. »

Les gestes d'humanité s'étendent aussi aux morts malgré les interdictions formelles. « Un officier de Marine nationale, gravement torturé par la Gestapo après son arrestation en France, vient un jour à décéder après l'appel. À l'initiative du lieutenant Claude Vanbremeersch, il est ramené par ses camarades au block pour que les derniers hommages lui soient rendus. Le corps est installé sur un banc



Claude Vanbreemsch. *L'honneur en action* © Chantal Trubert éditeur.



Le peintre Boris Taslitzky affecté dans le même block que Claude Vanbreemsch, effectue son portrait.
© Collection privée.

et une garde d'honneur est formée» (extrait d'Olivier Lalieu, *La résistance française à Buchenwald*, reprenant le témoignage de F.L. Puyaubert).

« Puis il y eut, même à Buchenwald, les organisations clandestines. [...] En particulier, on chercha à grouper tous les Français sans distinction d'origine et d'opinion dans le cadre du "Front National" [le Comité de Résistance Française, né en mars 1943 et qui deviendra le Comité des Intérêts Français ou CIF en 1944] avec, comme seule condition, une garantie d'action patriotique en France et une bonne conduite dans le camp. [...] Ainsi, l'on fit en sorte que le temps passé en captivité ne soit pas trop du temps perdu et que nous nous trouvions mieux préparés à l'action après ce retour en France auquel chacun espérait malgré tout. [...] Nous comprîmes vraiment que l'union entre Français pouvait ne pas être un vain mot. Il y eu aussi, sous l'impulsion du Colonel Manhès [notamment, mais pas seulement], la mise sur pied des organisations de combat, pour se défendre en cas de besoin contre l'extermination ou

forcer la Libération ». L'accès à des postes clés du système pour obtenir une équité de traitement débute et peu à peu, fort d'une nouvelle légitimité reconnue par les autres groupes de prisonniers du Comité international clandestin, la résistance se transforme en actions de plus en plus concrètes.

À partir de mars 1945, à la veille de la chute de l'Axe et à l'approche des armées alliées comme en témoignent certains raids aériens, la résistance interne tente de freiner autant que faire se peut, l'évacuation planifiée du camp via des marches forcées (dites de la mort). Les nouvelles concernant le sort d'une partie des *kommandos* de travail de Dora, morts brûlés après avoir été enfermés, sont certainement parvenues et il est à craindre le même sort. Les événements s'accélérent. Le 3 avril marque le dernier jour d'appel des prisonniers qui ne sont désormais plus conduits aux *kommandos* de travail. Mouvements d'arrivée en masse et évacuation forcée se succèdent. Certains chefs présumés de la résistance

interne manquent d'être liquidés le 6. Le 8, l'émetteur clandestin du camp est activé, porteur deux dépêches secrètes successives à l'attention des Alliés. L'état-major de la III^e Armée américaine annonce son arrivée prochaine. « Depuis plusieurs jours déjà le camp est en effervescence. La bataille approche. On perçoit au loin, vers l'Ouest, le grondement sourd du canon, la nuit les lueurs intermittentes nous permettent d'en fixer plus sûrement la direction » (témoignage d'André Lacour).

Surtout, « quand le 10 avril, après de multiples évacuations partielles [et le passage d'avions de reconnaissance américains], vient l'ordre général d'évacuation, le collectif français rassemble en deux colonnes ordonnées, les groupes de choc régulièrement espacés, les moins affaiblis aux ailes. Face à une évacuation qui, nous le savons, doit signifier extermination, le collectif français se prépare à jouer le tout pour le tout. Sur la route entre Buchenwald et Weimar, nous



Claude Vanbremeersch. *L'honneur en action* © Chantal Trubert éditeur.

devons, à un appel donné, sauter sur les S.S., forcer le passage vers les lignes déjà proches. Tentative désespérée, peut-être, mais mourir pour mourir, il vaut mieux que ce soit en combattant. Cependant, le contre-ordre vient, l'évacuation est remise au lendemain et l'on nous renvoie à nos blocks ». Par contre, 60 prisonniers n'échappent pas à la pendaison, signe de fébrilité des S.S.

Le lendemain, le 11, c'est l'« insurrection libératrice ». Les armes clandestines sont distribuées, l'alerte est donnée. Nouveau passage aérien des Américains à 11 h 45 ; alors que le commandant du camp ordonne son bombardement, la base aérienne allemande s'y refuse. À 14 h 00, les premiers tanks arrivent à proximité du camp. « On entend soudain la fusillade à proximité immédiate du camp ; les premiers éléments de la VI^e Armée Blindée Américaine arrivent. Alors les Unités françaises sortent des blocks, se rassemblent et l'on se précipite aux barbelés et, de là, aux casernes alors que les S.S. s'enfuient lâchement. Avec l'armement hétéroclite récupéré, c'est

ensuite [à partir de 15 h 00,] la lutte côte à côte avec les premiers éléments américains qui longent le camp, nous ayant laissé l'honneur de nous libérer nous-mêmes ; le nettoyage de ce repaire S.S. est effectué, les patrouilles sont poussées loin en avant vers Weimar [sur un périmètre de sécurité de 2 km]. Les secteurs se répartissent : russe, français [la tour d'entrée, le secteur de la gare, la route vers Weimar et la forêt], espagnol, etc. Et ces soldats d'un nouveau genre, décharnés, vêtus de défroques, au crâne rasé, mais soutenus par l'ivresse de la délivrance, font 250 prisonniers en 24 heures, qui sont livrés aux Américains, lesquels sont, il faut le dire, assez stupéfaits ». La consigne de ne pas procéder à des exécutions sommaires a été strictement respectée.

À titre personnel, Claude Vanbremeersch, au sein des groupes francs d'une compagnie « de choc », est crédité des faits suivants : « attaque avec audace le poste de garde S.S., s'empare de leurs armes et, à la tête de sa petite troupe, participe aux opérations de nettoyage du camp et de ses environs jusqu'aux abords

de la ville de Weimar. Au cours de ces combats, s'empare d'un village et capture 11 prisonniers ». Ce qui lui vaut d'être cité à l'ordre de l'armée pour l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme. « L'important c'était de briser, ne fût-ce que pour quelques heures, la fatalité de l'esclavage et de la soumission. Le pouvoir n'était pas au bout de vos fusils, ce jour-là [...] c'était la dignité » (Jorge Semprun).

Non-content d'avoir participé à la libération du camp, Claude Vanbremeersch obtient de servir auprès de la mission française de liaison près le 12^e groupe d'Armée américaine à la mi-avril et n'est rapatrié que le 28 mai 1945. « Je n'étais pas bien costaud et ce fut un peu dur au début. Je ne pouvais pourtant rêver plus belle remise dans le bain » écrit-il dans une lettre privée adressée à un des anciens de la table des jeunes.

Claude Vanbremeersch « a revêtu un uniforme de l'armée américaine, est monté dans un char, voulant finir la guerre en tuant quelques S.S., non pas en assassin mais en soldat » (Christian Pineau, *La simple vérité 1940-1945*). Il participera notamment à la libération de Prague. C'est donc « mûri par un séjour à Buchenwald où il a su s'imposer et où il a acquis une influence considérable dans tous les milieux [et de cette expérience américaine, qu'il revient servir au profit de l'École des cadres de la 3^e Division Blindée à Badbertrich et à l'École de Langenargen,] possédant [plus que jamais] au plus haut point le désir de servir, l'amour du métier, bref le feu sacré » (extrait de notation de 1945).

¹ <https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/bandes-dessinees-la-resistance-en-images>



@ | cdec-cdtg.contact.fct@intra.def.gouv.fr

 | Site institutionnel : www.terre.defense.gouv.fr/ccf
Site intranet : portails-federateurs.intra.def.gouv.fr/ccf

 | Chaire de tactique générale et d'histoire militaire
1, place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07



COMMANDEMENT DU COMBAT FUTUR

1, place Joffre, case 53
75700 PARIS SP07

